

Hacktivisme dans la révolte syrienne :

Usages d'internet et mobilisation sociale en temps de guerre



Jasmine Morvan

Mémoire de Master Culture et Métiers du Web

Directeur de Mémoire : Dominique Cardon

Je souhaite adresser mes remerciements aux personnes qui m'ont aidée à réaliser ce mémoire :

Tous ceux qui ont accepté de partager leurs expériences : Zein al-Rifaï, Youcef Seddik, Khalaf Smoqi, Bassma Kodmani, Nicolas Hénin, l'association Souria Houria et le collectif des amis d'Alep ;

Dominique Cardon pour les outils et les conseils qui m'ont permis d'orienter mes recherches et de développer mes réflexions ;

Soraya Morvan-Smith qui m'a apporté des éléments essentiels pour aborder ce sujet délicat avec le recul et la méthode nécessaire ;

Raymond Morvan et Brigitte Bitrian pour leur aide précieuse et pour avoir accepté de relire ce mémoire.

SOMMAIRE

1 GÉNÈSE D'UNE RÉVOLUTION TRANSFRONTALIÈRE	10
1.a. Le printemps arabe	10
1.b. Internet et les mutations du Monde arabe	13
1.c. Analyse de données : promesses et limites	21
2 LE PRINTEMPS SYRIEN, NAISSANCE D'UNE GUERRE CIVILE	23
2.a. Printemps syrien	23
2.b. Groupes de l'opposition	34
3 CONTRÔLE D'INTERNET ET LEVIERS DE CONTESTATION	36
3.a. Contrôle de la population	36
3.b. Activités en ligne de l'opposition	41
Diffuser	42
Fédérer	51
Sensibiliser	52
HACKTIVISME DANS LA REVOLTE SYRIENNE : RÔLE D'INTERNET ET DES RÉSEAUX SOCIAUX DANS LA MÉDIATISATION DU CONFLIT ET DANS L'ACTION MILITANTE	55
BIBLIOGRAPHIE	60
Ouvrages	60
Articles	62
Études	63
ANNEXES	64

« Nous sommes en train de créer un monde où n'importe qui, n'importe où, peut exprimer ses croyances, aussi singulières qu'elles soient, sans peur d'être réduit au silence ou à la conformité. (...) Où il y a des conflits réels, où des dommages sont injustement causés, nous les identifierons et les traiterons avec nos propres moyens. »

John Perry Barlow,
«A Declaration of
the Independence
of Cyberspace», 8

Depuis les prémices d'internet, et plus encore depuis son utilisation grand public dans les années 90, des militants ont plaidé le détachement d'internet du contrôle étatique. Un des textes fondateurs du cyber activisme, la Déclaration d'Indépendance du Cyber espace de John Perry Barlow, a défendu la liberté sur internet (voir l'encadré) dès 1996. Car très vite, des mouvements sociaux ont su profiter de ce nouvel espace d'expression. On a pu l'observer en 1994, avec le groupe « Zapatista » qui défendait les droits des populations indigènes au Mexique. Ses activistes utilisaient alors internet pour communiquer.¹ Depuis, de nombreux groupes ont utilisé les outils d'internet pour contourner la censure et prendre la parole face aux autorités. Certains ont même su développer de multiples outils, désormais appropriés.

En réponse à l'émergence de groupes sociaux qu'ils n'avaient pas encore su contrôler, les États ont dû s'adapter et mettre en place une législation relative aux usages du numérique. En France, les législateurs ont travaillé sur la protection des données, la suppression de contenus illicites comme la pornographie ou la vente d'armes, ou encore l'économie numérique... L'autorité française de contrôle en matière de protection des données personnelles est la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)². La Commission européenne est également compétente.³ Les tentatives de contrôle ou de surveillance d'État sont aussi l'objet de luttes ou de débats. Début mai, des associations françaises rassemblant des acteurs d'internet ont ainsi demandé le renvoi de la loi sur le renseignement devant le Conseil Constitutionnel.⁴ Ces associations dénoncent le manque de garde-fous autour de la surveillance hertzienne. On se souvient par exemple des débats sur la responsabilité des hébergeurs⁵ ou encore ceux sur la surveillance de suspects et celles relatives à la télésurveillance.

1 Al Jazeera, "Zapatistas: The war with no breath?", 1er janvier 2011

2 CNIL, «Comprendre vos droits»

3 Commission européenne, « Code des droits en ligne dans l'UE », 2012

4 Le Monde, «Des associations demandent une révision de la loi renseignement», 10 mai 2016

5 Service Public, «Responsabilité des contenus publiés sur internet», Vérifié le 17 avril 2014

Dans le Monde arabe, le taux de pénétration d'internet a connu un développement plus tardif qu'en Occident. Internet a d'abord touché une élite jeune et instruite. Utiliser Internet dans un régime politique autoritaire peut être un moyen de débattre d'idées et de contester cette autorité. Cet accès peut aussi permettre à des groupes d'en émerger. La facilité d'utilisation des réseaux est capable de générer rapidement un sentiment de communauté et, à travers lui, de « puissance d'action »⁶. Néanmoins, cela nécessite des précautions particulières compte tenu de la surveillance et de la répression que subissent les utilisateurs, ce qui peut freiner les usages par crainte des conséquences. Certains jeunes s'intéressant aux nouvelles technologies ont appris à contourner la censure et à développer des systèmes de communication sécurisés. Des systèmes de cryptologie des données sont apparus chez les internautes du Monde arabe avant les années 2000.

Le Monde arabe d'avant les « printemps » révèle un schéma récurrent de gouvernements vieillissants, parfois au pouvoir depuis plusieurs décennies et généralement conservateurs. Cependant avec le développement du web et la mondialisation, une nouvelle génération critique du conservatisme de leurs gouvernants est apparue. Des réseaux se sont développés et ont ouvert des débats prohibés au sein de certaines sociétés. On le constate d'abord en considérant les sujets évoqués par les internautes arabes sur les forums. Il y est souvent question de corruption, de traditions, de religion ou de sexualité, des sujets jugés tabous dans les sociétés religieuses conservatrices. La censure n'est plus suffisamment efficace pour stopper cette génération qui s'est élevée dans l'espace public sans que les gouvernements n'aient réellement trouvé de solution pour faire taire ces voix.

« Ce qu'on appelle communément « printemps arabe » est, pour le résumer rapidement, un ensemble de contestations populaires ayant eu lieu dans le monde Arabe en 2011-2012. Ces mouvements

6 Notion de Spinoza, liée à l'analyse du travail, ici utilisée dans le contexte des mouvements sociaux : Travailler 2007 n°17, «Dits et pensée silencieuse dans l'exercice de la puissance d'action des travailleurs du service», Philippe Zarifian

révolutionnaires nationaux sont nés, en partie, sur les réseaux sociaux. Les nouvelles technologies ont joué un rôle clé dans la naissance, l'émergence puis la diffusion de ces mouvements de contestations populaires. Dans un deuxième temps, ces outils ont permis notamment aux médias étrangers de s'intéresser aux phénomènes et de disposer d'images. Cependant, une chose est certaine : le web a permis à ces mouvements contestataires de mieux se structurer et de s'organiser pour les actions collectives. Twitter, par son instantanéité a été un vecteur important d'informations. Le rôle des réseaux sociaux est clé dans la diffusion de l'information et la mobilisation citoyenne lors de ces mouvements. Le blogueur et l'entrepreneur Egyptien, Wael Ghohim, fût l'un des acteurs majeurs de la contestation égyptienne sur les réseaux sociaux et a participé activement sur Twitter à relayer les événements sur place et a été un relai important pour les médias étrangers. »⁷

On entend aujourd'hui parler de révolution Facebook, de révolution Twitter ou encore de révolution 2.0. On ne peut pas appréhender l'utilisation civique des réseaux sociaux sans prendre en compte les vagues de protestation en ligne qui ont précédé leur arrivée. « L'expression « révolution Twitter » a émergé en 2009, au moment de la vague de protestation consécutive à la réélection du président Mahmoud Ahmadinejad. Au cours des premiers jours de la révolte, Twitter est devenu le moyen essentiel, pour les observateurs internationaux, d'obtenir des informations concernant les événements en Iran. L'activisme numérique d'un petit groupe de militants iraniens « tweetant » en anglais a poussé certains analystes à mettre sur le compte de Twitter l'organisation de la révolte elle-même et à présenter le site de microblogging comme l'unique moyen pour les Iraniens de se tenir au courant ce qui se passait. Or, les spécialistes de l'Iran se sont presque immédiatement opposés à l'idée de considérer le « mouvement vert » comme une « révolution Twitter ». Ils ont soutenu que la mobilisation autour de Mir Hossein Moussavi, candidat opposé au président sortant, était à mettre sur le compte d'une coalition antérieure, unissant organismes de la société civile et militants de l'opposition, dans le but de « chasser Ahmadinejad du pouvoir [Afshari

7 Lucbevert, « Les réseaux sociaux : nouveau terrain d'expression du mécontentement citoyen »

et Underwood]. D'autres ont souligné que l'étude des statistiques d'utilisation de Twitter en Iran ne permettait pas d'accréditer la thèse selon laquelle ce site serait à l'origine du soulèvement [Morozov]. Enfin, la répression implacable du « mouvement vert » a conduit nombre d'observateurs à récuser non seulement le rôle de Twitter dans le pays, mais plus généralement sa capacité à être vecteur de changement politique dans des États autoritaires. Les événements d'Iran auraient ainsi « démontré à la fois le potentiel et les limites de la technologie libératrice [Diamond]. Certaines oraisons funèbres du « mouvement vert » laissaient transparaître une certaine satisfaction de la part de ceux qui avaient manifesté dès le début leur scepticisme quant à la capacité des médias sociaux à produire des changements politiques fondamentaux. »⁸

Le changement social nécessite que les valeurs et croyances de l'ensemble de la société évoluent dans le même sens jusqu'à devenir des valeurs culturelles propres à une société. L'engagement social et politique des citoyens participe à l'évolution de la société. « L'émergence de nouvelles pratiques labellisées « journalisme citoyen » a pour première vertu de nous rappeler que le journalisme est une construction sociale, aboutissement d'un long processus historique »⁹. La prise de parole dans l'espace public permet de partager et de promouvoir des valeurs et d'amener à la réflexion. Mais l'évolution des mœurs dans la société arabe est un cheminement difficile. Les traditions sont ancrées et les interdits nombreux. Les activistes engagés pour les libertés sont confrontés à une désapprobation forte face à une société et à une culture conformiste. D'autant plus que le clivage entre la nouvelle génération et l'ancienne se produit sur une période courte, dans des pays où la famille est à la fois une structure de contrôle des individus mais aussi un noyau fort du lien social, valorisé par la religion. Le décalage entre les discours visibles sur le net et les discours plus ancrés dans la reproduction des valeurs traditionnelles peut diviser les individus au sein même des familles, recomposant ainsi le tissage des sociétés.

8 Cairn, « La révolte en réseau : le « printemps arabe » et les médias sociaux », 2012

9 Tredan Olivier, « Le « journalisme citoyen » en ligne : un public réifié ? », Hermès, La Revue 1/2007 (n° 47), p. 115-122

Des activistes arabes ont émergé dès la fin des années 90. Est-ce que les printemps arabes seraient arrivés sans les réseaux sociaux ? Il est en tous cas évident qu'internet a été un outil majeur pour les activistes défendant les libertés durant ces révoltes. Les printemps arabes sont apparus dans plusieurs pays par un effet domino. Internet a souvent été le seul moyen disponible pour accéder aux informations non gouvernementales et les internautes ont ainsi pu suivre les événements des pays voisins. Le fait de voir tomber les gouvernements de Zine el-Abidine Ben Ali en Tunisie ou de Hosni Moubarak en Égypte a très certainement été un catalyseur, poussant les activistes des pays voisins à en faire de même et ils ont pour cela usé des mêmes outils que certains utilisaient déjà avant les printemps arabes. Quels sont alors les usages d'internet et leur intérêt pour les opposants syriens dans le processus de paix et de transition démocratique ?

« Les relations mouvements sociaux-médias sont inséparables d'une réflexion plus large sur le rôle central pris par l'opinion publique des sondages dans le jeu politique. En ce sens, l'activisme médiatique des mouvements sociaux apparaît comme une stratégie multiforme d'action sur l'opinion publique. Elle l'est en faisant apparaître par la combinaison du nombre et de mises en scènes judiciaires une opinion publique mobilisée, concrète, qui occupe la rue, exprime la représentativité du groupe mobilisé. Elle l'est encore en pesant sur les perceptions qu'agrègent les chiffres des sondages. Elle l'est enfin en visant à peser sur les représentations que journalistes et hommes politiques se font de l'opinion. »¹⁰

Si l'utilisation d'internet ne permet certainement pas seule de renverser un gouvernement, particulièrement lorsqu'il s'agit d'un gouvernement autoritaire qui utilise ses forces armées contre la population, elle permet toutefois de coordonner et d'organiser des actions. Elle permet aux groupes de communiquer et de se soutenir. Les appels à la protestation sur internet ont parfois réussi à créer des collectifs par affinités particulières comme les appels aux femmes à poster sur les réseaux des photos d'elles dévoilées sur les réseaux. Ils permettent de fédérer à une échelle

mondiale et de créer des tendances. Ces tendances participent à l'évolution culturelle des sociétés et offrent des perspectives globales, même s'il est difficile de confirmer que des activistes sur internet prétendant représenter une certaine partie de la société sont en effet représentatifs. Internet est aussi un outil pour le dialogue entre organisations. Cela permet de constituer des institutions politiques plus globales et peut éveiller un espoir de transition démocratique. Le pouvoir des nouvelles instances politiques doit cependant être tempéré. Les revendications politiques sont nombreuses et les accords entre les différents groupes sont souvent laborieux voire impensables tant les avis sont hétérogènes sur certaines questions.

L'apparition des réseaux sociaux a ouvert de nouveaux modes de communication, liés aux fonctionnalités propres de ces réseaux sociaux. Facebook sera par exemple plutôt utilisé pour l'organisation d'événements quand Twitter sera utilisé pour publier une information en temps réel. Un point commun aux réseaux est l'aspect calculable de l'influence d'un individu, même anonyme, grâce au nombre d'internautes qui le suivent. Pour les activistes, ce chiffre a une importance particulière dans le sens où leur influence en dépend. La notoriété sur les réseaux sociaux et sur internet en règle générale est devenu une reconnaissance de qualité. Le système méritocratique de l'algorithme de Google est en cela comparable aux nombres de *likes*, de *followers* ou d'abonnés. Un acteur cumulant un grand nombre de *followers* sur un réseau social sera plus facilement pris au sérieux puisque son profil est en quelque sorte validé par sa portée. Les chiffres sont aussi analysés par des groupes de recherche pour comprendre les comportements sur internet par région, mots clefs ou langage. Ils peuvent donner une idée de flux, mais ne permettent de témoigner que de la partie émergée de l'iceberg. L'analyse des données est déjà sujette à controverse puisque c'est une science relativement nouvelle et que l'exploitation des données n'est pas aussi aisée qu'elle le promet, particulièrement lorsqu'il s'agit de conflits où les internautes utilisent des techniques de protection numérique.

10 Erik Neveu, « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », 1999

De tous les échanges que j'ai

pu avoir avec des activistes syriens, tous s'accordent à dire que les populations ne manifestent pas pour convaincre Bachar al-Assad de quitter le gouvernement. Ils savent que le gouvernement ne tombera pas après de simples manifestations. Ils manifestent pour montrer au monde qu'ils sont unis contre le gouvernement. Ce sont des expressions de colère et des appels à l'aide internationale. Les citoyens journalistes utilisent internet pour témoigner des événements et partager avec le plus grand nombre possible leurs actions et leurs difficultés. Ils diffusent aussi pour légitimer les protestations auprès du public international mais aussi en Syrie où une partie de la population protégée soutient toujours le gouvernement et ne croit pas aux violences commises par Bachar al-Assad. Peuvent-ils attirer l'attention de la scène internationale et quelles en sont les conséquences ?

Parmi les modes de communication privilégiés, les images et les vidéos se sont révélées particulièrement efficaces. Dans le cas de la Syrie, elles ont été largement reprises par les médias¹¹, à défaut d'autres sources disponibles¹². Ces images provoquent une émotion plus directe et intense que les mots et surtout sont lisibles par tous sans barrière de langage. Les activistes ont su s'en emparer pour toucher un public étendu.

Dans le cercle de ces activistes en ligne, certains choisissent de diffuser en arabe uniquement, mais parfois, les activistes diffusent aussi en anglais et parfois dans d'autres langues comme le français ou l'espagnol. Cela traduit bien une volonté de se tourner vers le monde. Ces échanges internationaux peuvent éventuellement les inspirer que ce soit sur des idées politiques, culturelles ou même artistiques. En se rapprochant des cultures qu'ils essaient de rallier à leur cause, ils usent de modes de communication communs et compréhensibles. La diffusion d'informations, aujourd'hui impossible sans l'intervention des citoyens journalistes permet de rallier des partisans, qui peuvent pour certains soutenir les intérêts de la population de manière concrète par un soutien militaire ou humanitaire.

Dans un article récent de l'« Association for Computing Machinery », trois chercheurs questionnent l'impact des médias sociaux qu'ils voient comme des outils accentuant la propagation dans la mobilisation. Selon eux les médias sociaux accentuent la propagation de la viralité au détriment de la construction de l'engagement. « *Au cours des dernières années, nous avons été témoins du rôle majeur joué par les médias sociaux dans les mouvements de mobilisation sociale de proportions historiques, comme le printemps arabe, le mouvement Occupy Wall Street (...) Il a été fortement l'accent sur le rôle des plates-formes de médias sociaux numériques, en particulier Facebook et Twitter, comme les stimulateurs de ces mobilisations. La disponibilité des données a permis, pour la première fois, d'observer l'évolution de ces événements en détail. L'analyse de ces événements montre clairement que les militants éprouvent des difficultés à utiliser les médias sociaux pour créer une mobilisation de masse ; et même quand ils y parviennent, il est difficile de maintenir l'attention sur la protestation jusqu'à ce qu'il soit en mesure de mobiliser les politiques, les institutions et la société en général. En conséquence, la plupart de ces événements ont éclaté sans crier gare, nous occuper pendant quelques jours, puis disparaître dans l'oubli avec rien de substantiel ayant été accompli.* »¹³

En 2010, Le Petit Larousse intègre environ 150 nouveaux mots dont de nombreux liés aux technologies : peer to peer, e-book, adresse IP, réseau social, Web 2.0, webradio, webtélé, vidéo à la demande, e-learning, hameçonnage, blacklister, RFID et buzz.¹⁴ Le buzz est défini comme « *Forme de publicité dans laquelle le consommateur contribue à lancer un produit ou un service via des courriels, des blogs, des forums ou d'autres médias en ligne ; bouche-à-oreille. Rumeur, retentissement médiatique, notamment autour de ce qui est perçu comme étant à la pointe de la mode (événement, spectacle, personnalité, etc.)* ». On peut alors se demander si une mobilisation peut émerger au delà de l'émotion momentanée, du partage et des commentaires sur les réseaux.

11 Entrelac, «Peuples de l'image», Julie Savelli
12 Archives, «Les images troubles du « printemps arabe »

13 Communication of the ACM, Vol. 59 N 4, «Beyond Viral», avril 2016
14 Next Impact, «Le Petit Larousse 2010 intègre geek, adresse IP, RFID et Web 2.0», 15 juin 2009

Figures des citoyens journalistes, les lanceurs d'alerte se sont multipliés ces dernières années. Un débat existe d'ailleurs aujourd'hui sur leur protection, y compris au niveau européen, mais la récente directive sur le secret des affaires¹⁵ n'a pas réussi à préciser de droit lisible aux lanceurs d'alerte. Rappelons que Julian Assange est toujours bloqué à l'ambassade de l'Équateur à Londres¹⁶. Les fuites (*leaks*) se diffusent rapidement sur internet et sont très largement commentées par les internautes. Récemment avec la fuite des *Panama Papers*, de nombreuses figures politiques ont été nommées dans ce scandale de fraude fiscale présumée. Dès l'annonce de la fuite, les réseaux sociaux se sont emparés du sujet. Selon les chiffres de l'API Twitter *Talkwalker*, il y a eu 393 400 tweets citant le terme « *panamaleaks* », 3 800 tweets avec le terme « *panama* » et 3 400 tweets liés au terme « *panamapapers* » entre le 2 et le 8 avril 2016. La viralité est visible, et ses conséquences, bien réelles, comme on a pu le voir avec la démission du Premier ministre islandais Sigmundur David Gunnlaugsson. C'est maintenant David Cameron qui est la cible de messages viraux avec 913 500 tweets.

Dans ce contexte de parole populaire massive et visible, internet peut-il permettre de fédérer des groupes assez puissants pour bousculer le monde politique ? Abraham Lincoln présentait la démocratie comme le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. Dans le cas de la Syrie, les populations sont présentes sur internet dans l'espoir du dénouement d'une situation devenue chaotique. La même semaine d'avril où étaient révélés les *Panama Papers*, « Syria » a été cité 464 200 fois. Depuis le début du conflit, la Syrie a été très présente sur la toile. Ce phénomène a été amplifié par le fait que de nombreux pays ont pris part, soit dans le conflit, soit à l'une ou plusieurs des étapes du processus de paix et que c'est l'espace public international qui est investi, comme dans le cas des *Panama Papers*.

Un autre sujet de conversation très présent en ligne : l'état islamique, avec 662 600 tweets « ISIS » la semaine du 2 avril 2016. L'avancée de l'état islamique sur le territoire syrien inquiète. Pour l'Occident, les attentats djihadistes et le départ de jeunes recrues au djihad ont joué le rôle de catalyseur à cet intérêt. Pour les activistes de l'opposition, cette attention de l'Occident exclusivement concentrée sur la menace terroriste est un défi de communication, car elle dévalorise les mouvements sociaux et biaise la réception de la crise des exilés de la guerre. Cette crise est devenue un débat majeur de la politique européenne. En mars 2016, la crise syrienne a déplacé 6,5 millions d'individus et près de 4,6 millions d'entre eux sont des réfugiés enregistrés ou en attente d'enregistrement d'après la Commission européenne.¹⁷

Cependant des négociations ont commencé et pour la première fois, une cessation des hostilités a pu être observée un moment, notamment en ce qui concerne l'espace aérien. Le retrait d'une partie des troupes russes est aussi un signe fragile d'évolution du conflit. Les troupes russes auraient aidé l'État syrien à reprendre environ 10 000 km² du territoire syrien aux mains des rebelles et de l'état islamique.¹⁸

Les médias syriens, à l'exception de la presse gouvernementale, et dans la moindre mesure les publications de l'état islamique, sont désinstitutionnalisés, avec une démocratisation des pratiques de production de l'information en lien avec l'accès de masse aux réseaux sociaux, et associé à l'apprentissage de certaines normes de communication mondiale. Ces médias sociaux ont en commun une horizontalité des usages et une plus grande transparence que les médias traditionnels, en tout cas au sein de la communauté concernée. Une nuance sur l'accès et une plus grande transparence doit toutefois être apportée : l'accès au réseau exige, pour des raisons de sécurité des contributeurs, de maîtriser les techniques d'anonymisation, et de chiffrer les communications. On l'a vu dans la manière dont certaines structures ont dû

15 Le Monde, «Ce qu'il faut savoir de la directive sur le secret des affaires», 19 avril 2016

16 Arte Info, «Les vérités de Julian Assange», 30 avril 2016

17 Commission européenne, Aide humanitaire et protection civile, Factsheets - Crise syrienne

18 Courrier international, «Russie-Syrie. Retrait des forces russes : pourquoi une telle annonce ?», 15 mars 2016

développer des équipes/bureaux/forces avec cette capacité technique à contrôler les échanges, et à former les usagers potentiels.

Des outils se développent comme le live streaming sur des applications comme Bambuser ou Periscope où un internaute se filme pendant que d'autres peuvent commenter en direct. Les espaces de débats propres à internet amènent de nouvelles manières de communiquer à grande échelle et avec d'autres formes de critiques.

Alors comment les activistes utilisent-ils internet ? Quels sont les enjeux ? Quels sont les impacts de leurs actions sur l'opinion publique locale mais aussi internationale ? Peuvent ils réellement mobiliser la scène internationale ? Est-ce que le travail des citoyens journalistes et des cyber-activistes peut avoir un impact sur la résolution du conflit par les instances internationales ? Est-ce que l'usage d'internet dépasse le cas syrien ou peut-on voir des constantes dans les révolutions arabes, et plus largement, des usages aussi globalisés que l'accès aux outils pourrait le laisser penser ?

Nous allons d'abord aborder les printemps arabes, comme début d'une révolution du Monde arabe. Nous regarderons comment, pendant les dernières décennies ont été formulées les revendications et les attentes des acteurs des mouvements sociaux. Puis nous verrons le tournant pris par ces révoltes en nous attachant à analyser le cas de la Syrie. Dans ce volet syrien, les hacktivistes ont connu une expérience bien différente, malgré des desseins assez similaires à ceux des activistes des pays voisins. Nous allons voir par les actions en ligne des militants comment ces derniers organisent leur lutte, quelles sont leurs stratégies, contre quels pouvoirs ils se battent et quelle est la portée de ces actions.

GÉNÈSE D'UNE RÉVOLUTION TRANSFRONTALIÈRE

Les soulèvements se sont propagés très rapidement : en Algérie, en Égypte et au Yémen en janvier 2011, au Bahreïn, en Libye et au Maroc à partir de février 2011, puis en Syrie au mois de mars 2011.

Tunisie

1.a. Le printemps arabe

Le printemps arabe est une succession de soulèvements dans plusieurs pays du Moyen-Orient et d'Afrique du nord contre des gouvernements autoritaires, dont le pouvoir n'avait pas changé de main depuis une période très longue, alors que ces exécutifs avaient parfois obtenu ce pouvoir à la faveur d'un coup d'État.

Les premières émeutes ont commencé en Tunisie en 2010. Elles sont intervenues un an tout juste après le soulèvement populaire iranien de 2009, à l'ampleur inédite depuis des décennies. En Iran, le vent de colère est né du scrutin présidentiel, émaillé de fraudes, ayant consacré la victoire du président sortant, Mahmoud Ahmadinejad. Ce soulèvement a par ailleurs été le précurseur d'un schéma récurrent d'opposition entre cyber-militantisme d'une part, diffusant des preuves de répression de l'État, puis de la censure des sites internet de ces opposants aux pouvoirs centraux.

En Tunisie, le déclencheur de la révolte a été l'immolation de Mohammed Bouazizi. Marchand ambulant dans la ville de Sidi Bouzid depuis sept ans, il n'était jamais parvenu à obtenir d'autorisation de travail officielle. Sans ces papiers, les contrôles de police aboutissaient régulièrement à des confiscations par la police, d'argent ou de marchandise, et l'établissement d'amendes. Le 17 décembre 2010, alors que la police lui confisque une fois de plus sa marchandise, il s'immole par le feu devant le siège du gouvernorat dans un dernier geste symbolique. Il décèdera de ses blessures deux semaines plus tard.¹⁹

Dès l'immolation, des rassemblements ont eu lieu, puis les manifestations se multiplient. Sur les réseaux sociaux, l'adhésion est immédiate : « *Bien que cette manifestation ait été interdite par les autorités, plus de 90 000 personnes*

¹⁹ Claude Moniquet, Printemps arabe, printemps pourri, Paris, Encre d'Orient, 2012

	Gouvernance	Depuis	Debut des protestations	Fin des protestations	Résolution
Tunisie	Zine el-Abidine Ben Ali	1987	12-2010	01-2011	Chute du gouvernement
Algérie	Abdelaziz Bouteflika	1999	01-2011	03-2011	Réformes
Égypte	Hosni Moubarak	1981	01-2011	08-2011	Chute du gouvernement
Yémen	Ali Abdallah Saleh	1978	01-2011	02-2012	Chute du gouvernement Nouvelles élections parti unique
Syrie	Bachar al-Assad	1990	01-2011		
Bahreïn	Hamed Ben Issa al-Khalifa	2002	02-2011		
Libye	Mouammar Kadhafi	1969	02-2011	10-2010	Chute du gouvernement Lynchage de Kadhafi
Maroc	Mohammed VI	1990	02-2011	11-2010	Réformes consitutionnelles

avaient annoncé sur Facebook leur intention de manifester. Le 25 janvier, premier fait remarquable, le nombre total de manifestants était estimé à plus de 20 000 personnes : cette mobilisation tranchait nettement avec la faiblesse numérique habituelle des manifestations aux mots d'ordre politiques des années 2000, qui ne rassemblaient au mieux que quelques centaines de manifestants vite contrôlés par les services de sécurité et de police. »²⁰

Le suicide de Mohamed Bouazizi a rapidement enflammé le pays, alors durement touché par le chômage. Il provoque un soulèvement qui aboutira à la chute du pouvoir. Les manifestations de Sidi Bouzid se propageront rapidement : elles vont atteindre la capitale en un mois et feront tomber le gouvernement. Zine el-Abidine Ben Ali était à la tête de l'État depuis 22 ans. Il avait pris le pouvoir en novembre 1987 en organisant la « suspension » du président en place Habib Bourguiba pour « sénilité » : il avait fait signer un rapport médical attestant de l'incapacité du président à assumer ses fonctions. Ben Ali, alors successeur constitutionnel, était devenu président et chef suprême des forces armées.

Le 14 janvier 2011, au cours de son 5^{ème} mandat, Ben Ali fuit le pays vers l'Arabie Saoudite suite aux quatre semaines de manifestations dans tout le pays. Un nouveau gouvernement est alors mis en place le 17 janvier 2011. Cependant ce gouvernement comprend toujours des membres du gouvernement précédent, ce qui engendre une nouvelle série de manifestations. Le 26 janvier 2011, un mandat d'arrêt international est lancé contre Ben Ali²¹ et un nouveau gouvernement est mis en place le 7 mars 2011 sans aucun membre du gouvernement sortant.

Le mouvement qui a touché la Tunisie a été largement médiatisé. Ce fut le cas sur internet où de nombreux activistes échangeaient des informations. La chute du gouvernement a très certainement conduit des militants du Monde arabe partageant des aspirations similaires à protester dans leurs pays respectifs.

Algérie

Des émeutes commencent début janvier, des manifestants protestent contre le coût de la vie, le chômage, mais aussi contre l'état d'urgence mis en place en 1993. (En Syrie, il datait de 1963). Le président en place, Abdelaziz Bouteflika, est au pouvoir depuis 1999. Un mouvement politique et social émerge. La Coordination nationale pour le changement et la démocratie appelle à manifester. Des mesures sont alors prises par le gouvernement, dont la levée de l'état d'urgence le 24 février 2011 mais aussi plus tard la fin des contrôles des marchands, la mise en place d'aides sociales, notamment pour les jeunes, et une baisse des taxes.

Égypte

Le cas est assez proche de la situation tunisienne. La révolte commence le 25 janvier au Caire suite à l'appel de blogueurs à manifester lors d'une « Journée de la colère ».

Hosni Moubarak, président en place depuis 1981 quittera le pouvoir le 11 février. Son procès débutera le 3 août. Accusé de corruption, détournement de fonds et du meurtre d'un millier de manifestants, il sera d'abord condamné à la prison à perpétuité en juin 2012 avant d'être mis en liberté conditionnelle un an plus tard.

Yémen

Les manifestations débutent le 27 janvier. Elles visent à obtenir la destitution d'Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 1978. Des heurts émaillent les rassemblements. Le 30 avril, le président refuse de signer un traité de départ préparé par le « Conseil de Coopération du Golfe » qui comprend l'Arabie Saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Koweït, Oman et le Qatar. Ali Abdallah Saleh sera blessé par un tir d'obus le 3 juin dans un raid de la coalition menée par l'Arabie Saoudite et quittera le pays pour se faire soigner à Riyad. Un traité sera finalement signé avec le « Congrès général du peuple » le 23 novembre 2011, après le retour du président. Suivront des élections où l'ancien vice-président Abd Rabbo Mansour Hadi, unique candidat, sera élu sans surprise le 21 février 2012.

20 [EchoGeo, «Les racines de la « révolution du 25 janvier » en Égypte : une réflexion géographique», 2011](#)

21 [Courrier International, "Tunisie. Un mandat d'arrêt international contre Ben Ali et son épouse", 26 janvier 2011](#)

Bahreïn

À Bahreïn, les manifestations commencent le 14 février 2011 dans la capitale Manama et sont violemment réprimées par les forces de sécurité. Un mois plus tard, des forces du « Conseil de Coopération du Golfe » entrent sur le territoire. Le roi Hamed ben Issa al-Khalifa, au pouvoir depuis 2002 décrètera l'état d'urgence le lendemain. Plusieurs militants seront arrêtés. L'état d'urgence sera levé le 1^{er} juin et le chef du gouvernement lancera un « dialogue national » le 2 juillet avec le principal groupe d'opposition « El Wefaq », mais le dialogue ne semble pas avoir abouti, et comme en Syrie, les manifestations continuent et leur répression demeure violente.

Libye

Les premières manifestations de la guerre civile ont lieu le 15 février 2011 dans une localité de l'est du pays, Benghazi. L'arrestation de Fethi Tarbel, un militant des droits de l'homme, déclenche des émeutes. L'annonce de sa libération n'apaise pas les manifestants. D'autres manifestations éclatent dans la ville côtière d'El-Beida, où elles font deux morts, puis le mouvement se généralise. Il se cristallise comme défi à Mouammar Kadhafi, au pouvoir depuis 1969. Les manifestations sont une fois de plus fortement réprimées. L'ONU pose un embargo sur les armes le 26 février et demande un arrêt à la Cour Pénale Internationale pour Crime contre l'humanité. En mars, l'ONU autorise un recours à la force et des frappes aériennes commencent contre l'armée de Mouammar Khadafi. L'OTAN est chargée de gérer les opérations militaires sur le territoire. France, États-Unis et Royaume-Uni prennent part au conflit. En juin, la Cour Pénale Internationale délivre un mandat d'arrêt contre Mouammar Kadhafi, un de ses fils et le chef des renseignements, Abdullah al Senoussi. En août, des rebelles prennent Tripoli, gagnent la résidence de Mouammar Khadafi, puis son quartier général. Mouammar Khadafi s'enfuit mais sera rattrapé dans les environs de Syrte le 20 octobre 2011 et lynché à mort par ses opposants.

Maroc

Au Maroc, la vague de protestations s'est réglée par des réformes de la Constitution menées par le gouvernement, enclin à limiter les chances d'un conflit sur le modèle des pays voisins. Les manifestations débutent le 20 février 2011, dans tout le pays, pour demander des réformes sociales et politiques. Le roi Mohammed VI présente en juin une série de réformes qui ne calment pas les militants. Le roi organise alors le 1^{er} juillet un référendum pour une nouvelle Constitution... approuvée à 98 %. De nouvelles manifestations sont organisées pour obtenir davantage de pouvoir politique et des élections législatives sont annoncées en août par le ministre de l'Intérieur. Le « Parti de la justice et du développement » de l'islamiste Abdel-Ilah Benkiran gagne alors les élections et ce dernier est nommé chef du gouvernement en novembre 2011.

On remarque dans ces pays trois schémas récurrents. Certaines protestations ont eu des réponses politiques, par la mise en place de réformes sociales. Ce fut le cas au Maroc et en Algérie.

D'autres mobilisations ont eu un dénouement violent, radical pour le chef de l'État, comme ce fut le cas en Égypte, en Libye ou en Tunisie.

Enfin il reste ceux pour qui les protestations ont tourné en une longue période d'instabilité ou en guerre civile : Yémen, Syrie. En ce qui concerne la situation initiale, il s'agit typiquement de gouvernements en place depuis une durée excessivement longue ou de sociétés où l'expression est limitée. La jeunesse qui est sortie dans les rues au début des émeutes n'a souvent pas connu d'autre gouvernement. Elle est aussi beaucoup plus critique. Une élite a émergé de ces sociétés patriarcales où les tabous rendent le dialogue et les questionnements difficiles. À l'exception du Maroc, l'islam politique a dans le même temps gagné en visibilité. Cependant l'ouverture au monde a permis un certain recul et une vision plus globale des sociétés arabes, facilités par le développement des réseaux sur internet.

1.b. Internet et les mutations du Monde arabe

Le Monde arabe vu au travers d'internet, parce qu'il est constitué majoritairement de jeunes en décalage avec les générations plus anciennes, dégage une vraie volonté d'ouverture. La jeunesse instruite et ouverte s'informe et exprime des réflexions sur sa culture. Cet espace de critique nouveau est très certainement un catalyseur de changement social profond. On observe parfois des désaccords avec les traditions. Ce phénomène est par ailleurs observable dans le monde entier.

Aujourd'hui selon LiveStats, 45 % de la population mondiale est connectée à internet. La croissance d'internet se voit aussi au Moyen-Orient, où le nombre d'utilisateurs d'internet a évolué de manière exponentielle. L'usage d'internet dans les pays arabes a connu une croissance plus tardive qu'en Amérique ou qu'en Occident. Cependant ce retard n'est pas si représentatif étant donné que l'histoire d'internet et notamment son utilisation grand public est une histoire récente. Les nouvelles technologies et internet sont maintenant bien présents dans le Monde arabe et surtout ne cessent de croître. La première messagerie en arabe, *Maktoob*, est née en 1998 en Jordanie. C'est également en Jordanie que sont apparues les premières plateformes de création de blogs en arabe comme *Albawaba* en 2000 ou encore des plateformes d'avis et conseils touristiques comme *Jeeran*, une sorte de *Trip Advisor* arabe aussi créé en 2000.

Selon les chiffres de *Dubai Internet City*, il y aurait maintenant plus de 120 millions d'internautes arabes et la langue arabe est au 7^{ème} rang en nombre d'utilisateurs d'internet. La croissance du nombre d'utilisateurs a été assez lente en raison d'un faible taux d'équipement au départ. Cependant une partie de la population a eu accès à internet et a appris à maîtriser cet outil.

Avec l'arrivée des smartphones et des réseaux sociaux, le nombre d'utilisateurs a considérablement augmenté dans le Monde arabe. Le taux de croissance du nombre d'utilisateurs arabophones depuis 2000 est le plus fort avec 2 500 %. Les critiques et l'activisme ont débuté avant le printemps

arabe. Les premiers internautes ont vu un avantage non négligeable à la notion de communauté en ligne. Cela permettait des échanges sur des sujets souvent tabous et le développement de groupes de discussions apportant des idées et débats sur un espace nouveau. Par l'expression individuelle de critiques communes à toute une génération et leur participation à l'activité des réseaux et aux manifestations, les internautes ont révélé une communauté dynamique capable de collaborer. Les groupes comme *Takriz*, militant magazine en ligne à destination des jeunes en Tunisie, prônent justement l'originalité individuelle pour marquer leur différence.

L'opposition entre l'utilisation des nouvelles technologies et l'image des populations arabes a pu interpeller. Le co-fondateur de Wikipedia, Jimmy Wales, a déclaré en 2008 que les gens ordinaires allaient montrer que les régions du Moyen-Orient sont comme partout ailleurs.²² Les activistes remettent en cause non seulement le régime, mais surtout l'autorité. L'utilisation d'internet par les populations en apparence sans leader et aux mouvements (d'apparence au moins) spontanés est totalement en adéquation avec les revendications des peuples. Les groupes ne sont plus séparés par des frontières mais éventuellement par des idées, des croyances, des langues. Ils font front commun contre le pouvoir de manière horizontale.

L'utilisation d'internet a montré une nouvelle image du Monde arabe, souvent associé à des gouvernements durs et à un déficit démocratique. Internet a permis une prise de parole contre-culturelle. Par sa structure transfrontalière, internet a permis l'accès de tous les internautes au réseau global. C'est une révolution en soi dans la manière de diffuser des informations. Il est maintenant possible de contourner la censure et d'accéder à des contenus prohibés dans certaines régions. On peut en parallèle observer une uniformisation des codes utilisés par les internautes. Cela a permis aux internautes du Monde arabe et notamment aux jeunes qui sont les plus grands utilisateurs de s'exprimer avec un langage accessible aux internautes du monde entier. Cette globalisation se remarque particulièrement dans les

22 [Daily News Egypt, «'Ordinary' Arabs to retake internet: Wikipedia founder», 19 mai 2008](#)

modes de communication comme les graffitis, les dessins satiriques, ou encore chez les YouTubeurs usant d'humour et de dérision en se filmant seuls chez eux.

Certains jouent des codes du Monde arabe. *Arabvines*²³ qui compte 672 000 *followers* sur Instagram regroupe des milliers de courtes vidéos humoristiques créées surtout par des jeunes pour critiquer la culture arabe. Les sujets sont vastes, on y parle de patriarcat, de sexualité, de religion, de musique, de vie quotidienne. Tout cela sur le ton de la transgression. On peut y voir des hommes habillés en femmes, des Saoudiens en habit traditionnel danser sur du rap américain, des femmes qui parlent de sexualité, des *fails*, etc. Cette plateforme est un défouloir provocateur d'une jeunesse arabe contre-culturelle. On y voit bien une volonté de partager ces critiques. Le dialogue dans le Monde arabe et la liberté d'expression sont bien souvent mis à mal par les normes sociales, façonnées par le politique ou le religieux. Au delà des tabous culturels, lorsqu'un gouvernement veut empêcher la propagation d'un système de pensées et repousser les critiques, il peut alors mettre en place des systèmes complexes de censure.

Les régimes autoritaires sont légion dans le Monde arabe. Un dénominateur commun aux régimes autoritaires est le contrôle de l'information et la censure de l'opposition. C'est en effet un des principaux outils pour contrôler les populations car si la critique n'est pas permise et les informations guidées dans une certaine direction, le contrôle de l'espace médiatique renferme les populations dans un espace restreint sans moyen d'ouverture. Ce contrôle connaît des limites depuis l'utilisation d'internet par le grand public même si les arrestations peuvent susciter une peur qui poussera les auteurs de critiques soit à se protéger et à être d'autant plus virulents s'ils le peuvent, soit à se mettre dans le rang, de peur de représailles.

Le sociologue Patrick Champagne a développé dans les années 90 le concept de « manifestation de papier » selon lequel les médias créent l'opinion publique et de ce fait, seraient nécessaires aux manifestations : « *la manifestation, action qui n'agit que dans la mesure où elle est donnée à voir largement, ne*

*peut produire les effets pour lesquels elle a été finalement organisée que si elle parvient à susciter de larges recensions dans la presse écrite, parlée et télévisée. point de passage obligé pour être perçu par le champ politique. On pourrait presque dire, sans forcer l'expression, que le lieu réel où se déroulent les manifestations, qu'elles soient violentes et spontanées ou pacifiques et organisées, n'est pas la rue, simple espace apparent, mais la presse (au sens large) ».*²⁴

Un filtrage des revendications par les journalistes peut être constaté et la manière de traiter un sujet peut altérer l'opinion publique vis-à-vis d'un mouvement selon les interlocuteurs choisis, les temps de parole accordés, les questions posées... Si les médias sont sous contrôle étatique, les manifestations sont tout simplement enterrées.

Il existe de nombreux moyens pour une puissance de contrôler internet. Il peut s'agir tout d'abord de surveillance des réseaux. Le contrôle peut aussi s'exercer par la restriction d'accès : coupures d'internet, limitation de débit telle qu'elle empêche la diffusion de fichiers lourds, notamment la vidéo. Il peut aussi s'agir de censure de certains sites ou de *phishing*, une méthode qui consiste à reproduire un site pour pouvoir récupérer les mots de passe ou encore l'utilisation de *malwares* pour récupérer des données. Déjà au début des révoltes en Tunisie, le gouvernement de Ben Ali avait censuré certains sites comme YouTube et Facebook. Les censures ont néanmoins été rapidement contournées.²⁵

Les blogs sont les premiers outils de diffusion personnelle apparus dans le monde. Dans le Monde arabe, les blogs ont commencé à être utilisés bien avant les printemps arabes. Des figures emblématiques des printemps arabes ont émergé comme en Tunisie la blogueuse et journaliste Lina Ben Mhenni (Prix Jonas Weiss Memorial Fund et prix *Best Of Blogs*), la journaliste Sihem Bensedrine (Prix *Ibn Rushd*) ou la blogueuse Sarah Abdelrahman (*Edberg*

24 Champagne Patrick, «La manifestation. La production de l'événement politique. In: Actes de la recherche en sciences sociales». Vol. 52-53, juin 1984. Le travail politique. pp. 19-41

25 LeMonde, "Facebook face à la censure tunisienne", 24-01-2011

Award). À Bahreïn on a pu entendre parler d'Esra'a Al Shafei, blogueuse activiste et créatrice de *Middle Youth*²⁶ ou le blogueur Ali Hassan Abdullah Abdullemam, fondateur du forum *Bahreïn Online* en 1998. Arrêté en 2010, il s'échappera en 2013 en Arabie Saoudite avant d'obtenir l'asile en Angleterre. Le Bahreïni Mahmood al-Yousif est toujours très actif sur son blog mais aussi sur Twitter où il compte près de 11 000 *followers* (pour 1 200 suivis). Il publie en anglais sur son blog *Mahmood's Den*, ouvert en 2001... Il en existe bien d'autres.

« En 2007, le blogueur Wael Abbas a posté une vidéo montrant un homme, Emad el-Kabir, victime de torture et d'abus sexuel commis par des policiers. Cette vidéo a causé un tel scandale que les autorités ont été contraintes d'arrêter et de juger les coupables [Faris]. Un autre exemple de blog est celui de Noha Atef, *Torture in Egypt*, qui rassemble des témoignages de victimes de tortures et publie les noms et les portraits des officiers responsables. N. Atef a pu lancer ce blog grâce à l'aide d'Amr Gharbeia et d'Alaa Abdel-Fattah, ce qui montre bien l'importance des réseaux sociaux au sein de la blogosphère [Noha Atef]. Le gouvernement égyptien s'est largement abstenu de filtrer les activités sur Internet ou de bloquer des sites Web, préférant faire emprisonner ou harceler quelques blogueurs. Ceux-ci ont poursuivi leurs activités malgré le danger. Comme l'expliquait le militant Bassem Fathy au lendemain de la révolution : « Nous utilisons Internet depuis dix ans ; c'était le seul espace de liberté que nous avions [Bassem Fathy] » De fait, des milliers d'internautes ont afflué vers cet espace : en 2008, le nombre de blogs en Égypte était estimé [OpenNet Initiative, « Egypt: Country Profile », 6 août 2009] à 160 000. »²⁷

En juin 2010, le cyber-activiste égyptien Wael Saïd Abbas Ghonim (travaillant pour Google) a créé le groupe Facebook « Nous somme tous Khaled Saïd » après la mort du jeune blogueur Khaled Mohamed Saïd, arrêté à la sortie d'un cybercafé le 6 juin 2010 et battu à mort par la police à Alexandrie. Les photos de

son corps ont été largement diffusées sur Facebook, le faisant devenir un symbole de la révolution égyptienne. Wael Saïd Abbas Ghonim est par ailleurs un des premiers à avoir parlé de « révolution Facebook ».

Les blogueurs actifs du printemps arabe ont reçu une attention particulière. Nombre d'entre eux ont reçu divers soutiens à leurs causes. Les activistes du Monde arabe ont d'abord été les blogueurs avant l'apparition des réseaux sociaux. Mais comme c'est le cas avec les réseaux sociaux, les blogs d'activistes ont fédéré de vraies communautés de blogueurs. La médiatisation de leurs actions a pu toucher un public mondial et leur valoir de la reconnaissance ou même un prix. On peut penser par exemple à Riadh Guerfali (dit Astrubal en ligne), avocat et cyber activiste tunisien, co-créateur du site *Nawaat* en 2004, qui fut une des plateformes d'information et d'organisation des manifestations en Tunisie en 2011. Il a reçu la même année le Prix du Net-citoyen organisé par Reporters sans Frontières et Google, mais aussi les Prix de USA Pioneer Award et Arab eContent Award.

D'autres ont obtenu des soutiens politiques comme Raïf Badawi, condamné à dix ans de prison, 270 000 dollars d'amendes et 1 000 coups de fouets en Arabie Saoudite pour avoir questionné l'Islam sur son blog *Liberal Saudi Network*. Il y parlait de laïcité et de liberté d'expression. En français, le hashtag [#jesuisRaïf](#) est actif depuis son emprisonnement et une pétition²⁸ a été publiée en ligne pour que le premier ministre canadien Justin Trudeau intervienne auprès de l'Arabie Saoudite pour le faire libérer - la femme de Raïf Badawi, Ensaf Haidar, étant réfugiée avec leurs enfants au Québec.

Les réseaux développés autrefois par les blogueurs et maintenant les activistes sur de nombreuses autres plateformes leur permettent de diffuser l'information. Ils peuvent aussi recevoir des soutiens d'autres activistes du monde entier. Certains groupes travaillent sur des solutions humanitaires, des solutions pour contourner la censure, offrir des outils pour se protéger aux activistes situés dans des zones dangereuses etc.

26 Mideastyouth
27 Cairn, «La révolte en réseau : le « printemps arabe » et les médias sociaux», 2012

Dans une situation de conflit telle
28 Pétition [#JesuisRaïf](#)

qu'en Syrie, il est vital pour les acteurs de l'opposition de protéger leur identité et leur trace numériques. Ils disposent pour ce faire de nombreux outils. Ils peuvent utiliser des logiciels de cryptologie visant à rendre invisible les contenus, des logiciels d'anonymisation, ou utiliser des serveurs proxys pour préserver leur identité et détourner les informations de géolocalisation, etc. Les activistes syriens utilisent par ailleurs les réseaux internet turcs, d'une part pour avoir un débit correct et d'autre part pour échapper à la surveillance de Damas.

De nombreux activistes, qu'ils soient indépendants, liés à des organisations non gouvernementales, mais aussi certains gouvernements ou sociétés (comme Facebook qui s'est très vite impliqué lors des attentats de Paris ou encore Google qui se positionne régulièrement sur des questions de politique internationale), ont publié des guides de protection à destination des activistes dans les pays sous contrôle étatique, comme le *Digital Security Guide*.²⁹ Ce sont parfois des ONGs qui se sont spécialisées dans la protection d'activistes sur internet comme le projet *Salamatech*³⁰ dédié à la protection en ligne des Syriens. Une de ses actions est de couper les comptes des activistes qui se font arrêter pour que le gouvernement ne puisse pas accéder à des informations sur ses réseaux. D'autre part des instituts comme *Open Net* étudient et publient des rapports sur les différents moyens de filtrage des gouvernements sur différentes plates formes, ce qui permet aux internautes de choisir les modes de communication cryptés appropriés.

Facebook développe pour la protection de certains internautes des projets largement moins médiatisés que ses projets grand public. Facebook reste une entreprise aux intérêts privés. Ces développements font aussi partie d'une stratégie de communication ou de marketing qui lui est propre. Un projet comme *Free Basics* par exemple a été lancé pour garantir l'accès à internet à n'importe quel utilisateur au moyen d'une application qui fournit la connexion et diffuse des informations basiques comme les nouvelles locales, les offres d'emploi, les hôpitaux, etc. La page Facebook a aujourd'hui 3 088 323 *likes*. Mark Zuckerberg l'a promis, internet

est un « droit humain »³¹. Le PDG de Facebook a annoncé fin 2015 qu'il travaillerait avec l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés pour connecter à internet des camps de réfugiés à travers le monde³². Il a lancé en octobre 2015 des notifications en cas de soupçons d'attaques « *government sponsored* ».³³ Mark Zuckerberg décrivait le 12 avril 2016 leur mission : « *donner une voix à tous, de soutenir le libre échange d'idées et de cultures entre les nations. Internet nous a permis de partager plus d'idées qu'à aucun autre moment dans l'histoire de l'humanité* ».³⁴

Google qui affiche une position politique franche en faveur de la liberté d'expression, malgré sa vision unilatérale de la neutralité du net ou encore la controverse sur sa politique de conservation des données personnelles, s'est associé à Reporters sans Frontières avec l'objectif annoncé de lutter pour la liberté d'expression et d'information. Reporters sans Frontières, qui a déjà organisé depuis 2008 la journée mondiale contre la cyber-censure décerne depuis 2010 le *prix du Net-citoyen* qui récompense chaque année un acteur de la lutte pour la liberté d'information sur internet. Reporters sans Frontières a aussi lancé le *Prix de la liberté de la presse* qui est en réalité étroitement lié au précédent puisque l'information sur internet se développe aussi lorsque la liberté de la presse est faible.

De nombreux prix pour la liberté d'expression sur internet ont vu le jour depuis les années 1990. L'existence même de ces prix sous-entend qu'il existe un combat commun pour la liberté d'expression mais aussi pour les valeurs mondiales universelles que sont les droits humains. Les hacktivistes sont présents dans le monde entier et pas seulement dans les pays arabes. Ils sont reconnus par les instances internationales et les activistes d'autres pays puisque tous ont pour objectif commun de lutter pour les libertés fondamentales. Certains trouvent

29 [Digital Security Guide](#)
30 [Salamatech](#)

31 [The Guardian, "Mark Zuckerberg says connectivity is a basic human right – do you agree?", 3 janvier 2014](#)
32 [Huffington Post, "Mark Zuckerberg: Facebook To Bring Internet Access To UN Refugee Camps", 28 septembre 2015](#)
33 [Facebook, «Notifications for targeted attacks», 17 octobre 2015](#)
34 [Le Monde, "Chatbots, vidéo et réalité virtuelle : Facebook dévoile son « projet sur dix ans »", 12-04-2016](#)

des soutiens politiques par la pression des organisations non gouvernementales qui poussent parfois à des changements concrets comme l'implication d'un ou plusieurs pays. Les prix peuvent avoir un intérêt financier favorisant donc le développement des activités.

Nous avons déjà évoqué les nombreux prix internationaux pour la liberté d'expression, dont le *Jonas Weiss Memorial Fund*, le prix *BOB (Best of blogs)* créé par la radio *Deutsche Welle*, l'*Electronic Frontier Foundation pioneer award* (ou EFF) fondé en 1992 pour récompenser des acteurs pour l'émancipation par la technologie, l'*Arab eContent Award* ou encore *Ibn Rushd* qui récompense des acteurs luttant pour la liberté de penser dans le Monde arabe.

Il est courant que des cyber activistes ou les simples utilisateurs d'internet dans les pays en guerre soient au fait des procédures de protection puisque sur des conflits longs, les arrestations de cyber militants finissent par être révélées.

Garder l'anonymat lorsqu'on veut diffuser des informations est problématique. La publicité des méta-données est difficile à contourner. Les activistes les plus habiles usant d'outils de contournement de la censure doivent tout de même utiliser un nom, un compte, une forme d'identification. L'utilisation de faux comptes est souvent le contournement le plus simple.

Aujourd'hui en Syrie, l'accès aux cyber-café est possible dans les zones libres. Les Comités de Coordination qui gèrent les infrastructures des villes des zones libres mettent en place des réseaux de Wifi publics et gratuits, symboles de ce combat pour la liberté à l'information puisque le contrôle de l'information est un des piliers de la dictature et notamment du gouvernement d'Assad. Dans les zones contrôlées par le régime, il faut présenter une pièce d'identité et s'enregistrer pour pouvoir entrer dans un cyber-café et la totalité de la navigation est surveillée.

Rami Jarrah (@RamiJarrah), aussi connu sous le nom d'Alexander Page (@AlexanderPageSY) est un jeune activiste Anglo-Syrien. Du début de la révolte à juillet 2016, il sera connu par les médias sous le nom d'Alexander Page. Aujourd'hui il a cessé d'utiliser son pseudo et ses anciens comptes

Twitter et Facebook. Il compte près de 19 000 *followers* pour 400 suivis sur son compte Twitter et 12 800 *likes* sur son compte Facebook. En mars 2011, au début de la révolte, il est arrêté à Alep lors d'une importante manifestation, quelques jours après avoir diffusé la vidéo d'une autre manifestation près de la mosquée Umayyad, aujourd'hui détruite, sur la timeline Facebook de *Syrian Revolution*.³⁵ Il raconte plus tard lors d'une interview sur Al Jazeera³⁶ que suite aux manifestations, les manifestants ont eu le besoin de diffuser les preuves que les manifestations étaient réelles et pacifiques et que la répression policière était brutale. D'autant plus que les manifestants en avaient les moyens techniques. Nombreux possédaient des smartphones et utilisaient Facebook en Syrie. Le nombre d'utilisateurs du réseau social a considérablement augmenté depuis le début des révoltes. Rami Jarrah dit par ailleurs qu'avant la révolte, il trouvait Facebook stupide et inutile. Il donne une explication simple à la diffusion sur internet. Les manifestants sont face à des forces armées et violentes. La crise a démarré à cause de violences courantes qui ont touché de nombreuses personnes qui s'exprimaient contre le régime. La majorité des manifestants a été touchée, lui même, sa famille ou des amis. Si quelqu'un possède une vidéo qui prouve que les opposants sont nombreux contre Bachar al-Assad alors que lui de son côté dit qu'il n'y a personne ou alors qu'il s'agit de groupes terroristes ; prendre des vidéos et les diffuser est alors le seul moyen d'expression face à ce type d'autorité. Il raconte aussi qu'au début des protestations, le débit internet était si mauvais sur le territoire que les activistes devaient s'y prendre à de très nombreuses reprises pour réussir à uploader une vidéo.

En Syrie, on remarque que les journalistes étaient il y a 5 ans voués à une tout autre carrière. Souvent, ce sont la guerre et l'évacuation des organisations gouvernementales et de la presse internationale qui les ont poussés à travailler dans les agences de presse. Les activistes du début des révoltes se sont contactés en partie grâce à internet. Dans les zones libres où il est possible d'éviter la censure,

35 CNN - Alexander Page - 29 juillet 2011
36 Al-Jazeera, Syria's Electronic Army, 18 juin 2015

des groupes se sont réunis pour monter des centres de presse et ont accumulé du matériel et des soutiens. Certains de ces activistes étaient déjà présent sur internet avant les révoltes.

« Mis en évidence par Philip Schlesinger, le processus de « professionnalisation des sources » constitue une donnée essentielle. Il signale l'incorporation, inégale, mais tendanciellement croissante, d'un savoir-faire en matière de gestion des médias, d'anticipation sur les critères de newsworthiness par les acteurs des mouvements sociaux. Parce qu'ils disposent d'une familiarité avec certains acquis des sciences sociales, d'une connaissance indigène des règles de fonctionnement des médias ou des conseils de spécialistes, un nombre croissant de mouvements sociaux sont capables de « formater » des événements conçus pour attirer l'attention des journalistes, de produire des dossiers. »

Ici, la frontière entre les sources et les journalistes tend à se brouiller. Les acteurs de la révolte sont aussi appelés « citoyens journalistes ». Ils sont devenus témoins, acteurs, et propagateurs de l'insurrection.

Au tout début du printemps arabe, la Tunisie a été le premier pays dont la population s'est servie massivement des réseaux sociaux pour protester. Aucune revendication n'a été diffusée par les médias locaux. Cependant les Tunisiens ont pu jouer très tôt (dès 1991) d'un large accès à internet. Un symbole marquant de l'importance d'internet pour les libertés individuelles et comme outil de contestation en Tunisie est l'hommage du président Moncef Marzouki le 13 mars 2012 à Zouhair Yahyaoui. Ce dernier était un activiste de la première génération de l'internet arabe publiant sur le journal en ligne Tunezine. Il publiait des articles visant à interroger la société tunisienne sur des questions politiques, de justice, la corruption, etc. Comme de nombreux autres activistes, il usait en général de la satire. Il a été arrêté et condamné notamment pour « *propagation de fausses nouvelles* » en 2002, passera quelques mois en prison avant de bénéficier d'une liberté conditionnelle. Il mourra le 13 décembre 2005 d'une crise cardiaque. Il avait notamment reçu le Prix de la Cyberliberté de Reporters sans Frontières en 2003. Le 13 mars 2012, soit

un an après la chute de Zine el-Abidine Ben Ali et 7 ans après la mort de Zouhair Yahyaoui, le président Moncef Marzouki s'est donc rendu sur sa tombe « à l'occasion de l'anniversaire de son décès, déclaré Journée nationale pour la liberté d'internet.³⁷

Zouhair Yahyaoui faisait partie de l'organisation *Takriz*, e-magazine et premier think-tank électronique tunisien auto-proclamé, créé en 1998. *Takriz* regroupait à l'origine de jeunes passionnés d'informatique contestataires de la société. Ensemble, ils ont créé leur propre système de messagerie utilisant le protocole IRC pour communiquer. Ils ont diffusé de nombreux articles critiques, caricatures sur la corruption, le travail, la censure, la sexualité ou encore le tourisme sexuel. Tout cela sur un ton humoristique largement critiqué pour son côté potache et son langage souvent cru. Les auteurs de *Takriz* diffusaient d'abord leurs contenus par l'intermédiaire de *mailing-lists* avant d'ouvrir un site web et un forum. On a pu lire des phrases remarquées comme : « *être jeune dans ce bled, c'est soit être flic, soit fuir les flics, soit les payer* ».

Fait notable, les activistes de *Takriz* diffusaient en français. Cela laisse penser qu'ils s'adressent à une certaine élite culturelle et donc à un certain groupe social de la société tunisienne. Ils développent une communauté qui débat dans un certain entre-soi. Le système de communications cryptées basées sur IRC et Tor a pour but de contourner la censure et la surveillance. Côté gouvernement, dès 1996 une agence, l'ATI (Agence Tunisienne d'Internet), se charge de surveiller les communications en ligne. Comme dans toutes les dictatures du Monde arabe, internet est plus ou moins contrôlé et un pôle d'innovations et de nouvelles technologies est mis en place sous tutelle de l'État. Les citoyens voulant se connecter à internet doivent se rendre au commissariat avec une pièce d'identité pour pouvoir demander un accès au réseau tunisien.

Takriz est devenu un média à part entière et une organisation révolutionnaire au fil des années, produisant vidéos, podcasts et contenus gratuits. *Takriz* a aussi organisé des campagnes de communication contre Zine el-Abidine

37 L'Obs, « La journée de la « cyberliberté » célébrée pour la première fois en Tunisie », 13 mars 2012

Ben Ali. Son site a toutefois été censuré par le gouvernement entre 2008 et 2010. Les autorités en ont coupé l'accès depuis la Tunisie, ne le rendant accessible qu'en passant par Tor ou par des proxys.

Les activistes de *Takriz* ont aussi fondé en 2010 le Parti Pirate Tunisien. Ils sont des pionniers de l'activisme arabe en ligne. Et leur développement leur a permis d'être de plus en plus influents. Les membres de *Takriz* ont pu collaborer avec des médias internationaux et des organisations comme Al Jazeera, Wikileaks ou Reporters sans Frontières.

Le pays le plus connecté du Moyen-Orient aujourd'hui est le Bahreïn avec 96 % de la population connectée, soit 1 300 000 utilisateurs. Les pays qui dénombrent le plus grand nombre d'utilisateurs en 2015 sont l'Iran avec 55 % de la population connectée, soit près de 45 millions d'utilisateurs et l'Égypte avec 50 % de la population connectée, soit près de 40 millions d'utilisateurs. Si Bahreïn a embrassé le numérique, le pays demeure sévère pour les cyber-activistes.

Dans le Monde arabe, les réseaux sociaux ont connu un essor important. Le nombre d'utilisateurs de Facebook au Moyen-Orient est passé de 12 millions en janvier 2010 à 21 millions en décembre 2010. 75 % d'entre eux ont entre 15 et 29 ans. On compte en 2015 environ 85 millions d'utilisateurs de Facebook au Moyen-Orient.³⁸ Facebook a lancé sa version arabe début 2009. La pénétration de Facebook a augmenté de 8 % durant les deux premières semaines de janvier 2011 passant de 1 800 000 d'utilisateurs à 2 millions. Les régimes vieillissants n'ont réalisé que trop tard l'importance de cet outil. En 2010, un tiers de la population du Moyen-Orient avait entre 15 et 29 ans.³⁹ On peut toutefois noter que certains politiques ont vu en internet une opportunité comme l'égyptien Mohamed El Baradei, qui a utilisé Facebook pour sa campagne présidentielle en 2010.³⁹ L'Égypte compte en ce moment environ 3,3 millions d'utilisateurs pour 78 millions d'habitants.

En Syrie en 2000, on estimait à 30 000 utilisateurs d'internet pour 16 millions d'habitants. Ils sont aujourd'hui 6 millions d'utilisateurs pour 22 millions d'habitants.⁴⁰ Pour ce qui est des réseaux sociaux, leur popularité a été encore plus tardive. En 2010, 240 000 Syriens étaient sur Facebook, soit 1% de la population, ils étaient 7 millions en mai 2014.²⁵ Twitter est de plus en plus souvent utilisé. Entre 2011 et mars 2012 son utilisation a augmenté de 40 % en Syrie. Il faut dire que la version arabe de Twitter est arrivée en 2012, bien après celle de Facebook.

Il est apparu une autre facette du Monde arabe à travers internet et l'utilisation des réseaux. Un bloc qui aspire à s'extirper d'un carcan social devenu trop envahissant est maintenant bien visible sur internet.

Yves Gonzalez-Quijano⁴¹ soulève un paradoxe intéressant concernant l'Arabie Saoudite. L'Arabie Saoudite est classée au 3e rang mondial en nombre de vidéos visionnées sur YouTube, derrière les États Unis et le Brésil. D'après Google, cela représente 90 millions de vidéos vues chaque jour. Dans le cas de l'Arabie Saoudite, ces chiffres ont un écho particulier puisqu'il s'agit d'un pays où les images sont réglementées et adaptées au public par des flous et par des coupes dans les scènes jugées incompatibles avec le wahhabisme. D'autre part les vidéos-clubs saoudiens sont exclusivement réservés aux hommes. Les vidéos comiques comme les chansons ou le *stand-up comedy*, de plus en plus répandus sur la toile grâce à une nouvelle génération de YouTubeurs, diffusant sous forme de séries de vidéos courtes, ont aussi connu un succès en Arabie Saoudite à la fin des années 2000. Dans une vidéo YouTube, l'activiste Hisham Fageeh reprend la chanson de Bob Marley, « *No woman no cry* » et la parodie dans la version critique de la politique de séparation Femme/Homme de l'Arabie Saoudite « *No woman no drive* ».⁴² Cette vidéo a été vue par plus de 13 millions d'internautes. Cette nouvelle manière d'expression humoristique a rapidement connu un franc succès dans ce pays strict. Ces vidéos permettent aux YouTubeurs de s'exprimer sans dépasser les limites imposées par le gouvernement

38 "Arab social media reports", Mohammed Bin Rashid School of Government

39 BBC, *Egypt Facebook Campaign for ElBaradei presidency*, 16 février 2010

40 Livestat

41 Arabités numériques. Le printemps du Web arabe, éd. Sindbad / Actes Sud, 2012.

42 Alaa Ward, *No Woman no drive*, 2013

qui ne laisse pas passer les critiques comme on a pu le voir avec l'arrestation du blogueur Raïf Badaoui. Cet engouement pour ce nouveau média révèle plusieurs choses. Il y a dans ce phénomène une parade habile de la jeunesse à la censure mais aussi un apprentissage de codes propres aux YouTubeurs occidentaux que les YouTubeurs saoudiens ont su adapter à leur environnement. En reprenant Bob Marley en anglais, Hisham Fageeh s'adresse à une culture extérieure et d'autre part à un public anglophone ce qui lui permet de s'adresser à un public élargi.

Lorsque l'on regarde les chiffres, il faut prendre en compte le fait que les utilisateurs d'internet dans le Monde arabe sont majoritairement des jeunes qui utilisent internet comme source d'information et pour communiquer. Les populations des pays arabes ont un fort pourcentage de jeunes par rapport aux sociétés européennes dans lesquelles la moyenne d'âge de la population est beaucoup plus élevée. Ces jeunes ont connaissance des tendances mondiales et suivent l'évolution des technologies. Ils savent user des nouvelles normes sociales en ligne et attirer l'attention de groupes extérieurs. Cette génération est beaucoup plus ouverte, de fait, aux différentes cultures et peut dialoguer avec des internautes du monde entier. On le voit notamment avec l'utilisation de références issues de la culture occidentale comme les chansons, les films ou encore les graffitis qui se sont repandus dans le Monde arabe ces dernières années. À l'évidence, le groupe démographique « jeune » n'est pas, par essence, libéral dans le sens social et certaines élites traditionnelles ont, elles aussi, été capables de tirer avantage des outils en ligne pour gagner en notoriété et en popularité. Les anciennes générations plus conservatrices n'ont pour autant pas la même approche vis-a-vis d'internet et y sont peu présentes, ce qui est par ailleurs le cas dans de nombreux pays. Au Maroc par exemple, 80% des utilisateurs de Facebook ont moins de 30 ans.⁴³

L'expression des femmes sur la sphère publique est aussi de plus en plus fréquente et l'arrivée de nouveaux débats sur la toile montre un certain désir de transcender les tabous concernant la sexualité, notamment celle des femmes, et l'homosexualité. La YouTubeuse égyptienne Aliaa Gad a par

exemple entrepris une série de vidéos sur sa chaîne, *Afham TV*, afin de parler de sexualité. Il en existe bien d'autres dans le Monde arabe, qui ont choisi de communiquer sur des sujets tabous. Il s'agit ici d'explications des plus triviales sur la sexualité comme pour rattraper une éducation sexuelle inexistante. On parle de culture où les mariages forcés ont pu être - et sont parfois toujours - pratiqués, les femmes n'ont pas ou peu d'éducation et encore moins d'éducation sexuelle. J'ai moi même connu des histoires de femmes au sein de ma famille au Maroc qui illustrent bien ces points. L'évolution de l'éducation des femmes est récente et la lutte pour l'égalité des sexes reste difficile mais ces nouveaux espaces de diffusion permettent de débattre d'interdits dans le Monde arabe.

Certains activistes expriment une volonté de voir changer leur société sur les droits des femmes et des homosexuels. On a pu voir aussi les activistes féministes protester contre le port du voile dans plusieurs pays arabes. Les mouvements et les appels contre le port du voile ont été nombreux. Des féministes iraniennes ont lancé la page Facebook *My stealthy Freedom* qui a très vite connu le succès et a été médiatisé dans le monde entier. Elles ont diffusé des photos et vidéos de femmes retirant leur voile et dénoncent toutes sortes d'abus sexistes dans le Monde arabe de la même manière qu'un groupe comme « Osez le féminisme » en France. Les publications sont toutes traduites en arabe, en anglais et en français pour atteindre le plus grand public. La page Facebook compte aujourd'hui un million de *likes*. *My stealthy Freedom* a aussi lancé un site internet exclusivement en anglais.⁴⁴

Les réseaux sociaux dont l'influence se mesure par les chiffres ouvrent d'autres possibilités. Parmi les nouvelles sciences numériques, l'analyse des données des centres de recherche spécialisés dans l'informatique s'intéressent de près au *big data* et ont tenté de décrypter les données diffusées sur internet au Moyen-Orient. De ces données peuvent se développer de nouvelles théories sur l'utilisation d'internet mais aussi de nouveaux outils.

1.c. Analyse de données : promesses et limites

L'utilisation des données apporte une approche statistique aux effets des médias sociaux sur les mouvements politiques. L'utilisation des données doit cependant être pertinente donc réfléchie, surtout dans le cas du Moyen-Orient. L'université de Washington a analysé les tweets par mots clefs dans les pays du Maghreb et du Moyen-Orient : les médias sociaux ont montré un pic de messages ayant pour thème la liberté et la démocratie, la semaine avant la chute du président Hosni Moubarak.⁴⁵ Des analystes politiques cherchent des moyens innovants d'utiliser les informations des médias sociaux. Jusque-là les vidéos ont servi à documenter le conflit. C'est ce que fait l'ONG *Syria Justice and Accountability Center*. Elle a lancé en 2012 une collecte pour compiler les documents associés aux événements en Syrie, principalement des vidéos en ligne. *Syria Conflict Monitor* a lancé en juin 2013 une plateforme en ligne analysant le développement, les modes d'actions et les évolutions de différents groupes armés sur le territoire. D'autres centres comme *Global Data on Events, Location and Tone* utilisent les informations en ligne et les analyses de données ainsi qu'un *bot* (programme) pour la traduction. Il existe de nombreux centres de recherche qui travaillent sur l'analyse de données et les différents moyens de les utiliser.

L'analyse de données est une source de savoir loin d'être fiable à 100%, et pour plusieurs raisons. Les statistiques sont utiles pour évaluer une situation, d'autres outils comme la géolocalisation peuvent aider à vérifier l'origine de contenus par exemple. Cependant les activistes mettent souvent en place des protections de leurs données pour contourner les systèmes de surveillance. D'autre part de nombreux sites web arabes sont enregistrés dans d'autres pays pour des raisons pratiques liées aux formalités demandées par certains pays arabes et parfois pour éviter la censure. Les données de l'ICANN ne comprennent donc pas forcément toutes les données propres à un pays. Puis lorsque l'on parle d'analyse de langage il faut garder à l'esprit que les internautes peuvent s'exprimer dans plusieurs langues. Dans le Monde arabe on trouve majoritairement l'arabe,

l'arabizi (l'arabe écrit avec les caractères latins), l'anglais et le français. L'utilisation de « bots » pour la traduction n'est pas non plus totalement fiable, malgré des progrès importants réalisés ces dernières années. L'analyse du langage génère certaines erreurs.

Autre exemple d'utilisation de l'analyse des données : la cartographie numérique. Un Système d'information géographique (SIG) est un système informatique permettant, à partir de diverses sources, de rassembler, d'organiser, de gérer, d'analyser, de combiner, d'élaborer et de présenter des informations localisées géographiquement, contribuant notamment à la gestion de l'espace.⁴⁶

L'utilisation des données et la recrudescence des cartes collaboratives ont créé de nouvelles utilisations des cartes. Le « maptivisme » peut être défini comme l'utilisation d'une carte pour soutenir une cause. Ces cartes sont de plus en plus fiables grâce aux nouveaux outils mais jusqu'où peut-on avoir confiance en ces nouvelles techniques ? Une carte utilisée par un média est une interprétation d'un espace utilisé et modifié pour retranscrire certaines informations triées dans un but précis avec un certain langage iconographique. On voit alors plusieurs moyens de traduire les informations dans l'utilisation de différentes échelles, dans le choix des couleurs et le choix des éléments représentés. Les choix de la représentation changent aussi la perception de l'observateur sur le conflit ou les solutions possibles pour favoriser son dénouement. Ces choix sont le plus souvent liés à la politique du pays dont le média est issu.

La cartographie digitale est un des nouveaux outils de protestation. Certains cyber-activistes se servent de nouveaux outils comme *Google Maps*, *Open street map* (service de cartographie collaborative sous licence *Creative Commons*) et les mettent à jour en temps réel grâce à l'utilisation des nouveaux outils d'internet. *Syria Tracker* en est un exemple syrien. Il s'agit d'une carte interactive de la Syrie utilisant le *crowd-sourcing*. Créé par des activistes collectant des informations venant de citoyens syriens à propos de violations des droits de l'Homme ou d'autres cas de violences depuis avril

45 [United State institute of peace, "Blogs & Bullets"](#),

46 Société française de photogrammétrie et télédétection, 1989

2011, l'organisation tente de collecter un maximum d'informations sur chaque rapport, notamment les noms, lieux ou autres détails sur les victimes qu'elle lie à des images et vidéos. Les rapports sont géolocalisés et mis en ligne sur la carte en direct par des bénévoles basés aux États-Unis.

Syria Tracker est géré par des activistes pour des opposants au régime. D'autres acteurs extérieurs utilisent aussi la cartographie numérique.

ISW⁴⁷ (*Institute for the Study of War*) est un institut de recherche américain influent produisant des cartes et des analyses de diverses zones de conflits dans le monde et tout particulièrement au Moyen-Orient. Cet institut se décrit comme une organisation précise, bien documentée et objective dans sa démarche. Cependant, un scandale a éclaté au sein d'ISW en 2013 après la découverte d'un faux CV d'Elizabeth O'Bagy, une des chercheuses d'ISW, ayant produit un faux doctorat. Après enquête, Elizabeth O'Bagy s'est révélé être lobbyiste pour le SETF (*Syrian Emergency Task Force*), une organisation américaine préconisant le renversement armé du gouvernement syrien.⁴⁸

Si le producteur de la carte est politisé et a des intérêts économiques relatifs à la situation de l'espace qu'il doit représenter, l'objectivité d'une telle carte est alors sujette à caution. La carte peut être utilisée comme outil de propagande, le contexte de production est donc primordial. ISW utilise l'*open source intelligence*, le renseignement d'origine « sources ouvertes », une méthode de collecte et d'analyse d'informations publiques, provenant de différents médias, notamment d'informations recueillies sur internet et d'analyse de données recoupées. Toutes ses informations proviennent alors de l'espace public, et sont ensuite analysées et confrontées pour être vérifiées. On peut néanmoins douter de la fiabilité d'un tel procédé, du fait de la marge d'erreur occasionnée.

47 ISW

48 The Daily Beast, «Exclusive: Embattled Syria 'Expert' Elizabeth O'Bagy Says She Made 'Many Mistakes'», 16 septembre 2013

LE PRINTEMPS SYRIEN, NAISSANCE D'UNE GUERRE CIVILE

2.a. Printemps syrien

En Syrie, la population est essentiellement de confession musulmane sunnite et alaouite, chrétienne, ou druze. La Constitution donne une place dominante au parti Baas, dirigé par une minorité alaouite, attirée au début du mouvement comme de nombreuses minorités, par le panarabisme, le socialisme arabe et une approche séculière du politique.

Cette idéologie baassiste sera le moteur d'un renversement du gouvernement par un groupe militaire en 1963. Arrivé au pouvoir après ce coup d'État, Hafez al-Assad, le père de Bachar al-Assad restera à la tête du parti jusqu'à sa mort, en 2000. Bachar al-Assad prendra sa succession, à l'âge de 34 ans, à la faveur d'un opportun changement de Constitution autorisant les candidats à se présenter aux élections présidentielles, non plus avec l'âge minimum de 40 ans, mais à partir de... 34 ans.

Élu une première fois le 10 juillet 2000, Bachar al-Assad fut reconduit dans son mandat le 27 mai 2007, puis le 3 juin 2014. Son 3^e mandat présidentiel à la tête du pays s'achève théoriquement en 2021, mais la feuille de route de l'ONU visant à mettre fin à la guerre en Syrie prévoit la tenue d'élections législatives et présidentielles anticipées, la mise en place d'un gouvernement de transition et la rédaction d'une nouvelle Constitution.

L'ONU plaide pour des élections générales en 2017 et : *« appuie, à cet égard, un processus politique dirigé par les Syriens et facilité par l'Organisation des Nations Unies, qui mette en place, dans les six mois, une gouvernance crédible, inclusive et non sectaire, et arrête un calendrier et des modalités pour l'élaboration d'une nouvelle Constitution, et se dit favorable à la tenue, dans les 18 mois, d'élections libres et régulières, conformément à la nouvelle Constitution, qui seraient conduites sous la supervision de l'ONU, à la satisfaction de la*

*gouvernance et conformément aux normes internationales les plus élevées en matière de transparence et de responsabilité, et auxquelles pourraient participer tous les Syriens, y compris de la diaspora, qui en ont le droit, comme prévu dans la Déclaration du Groupe international d'appui à la Syrie du 14 novembre 2015 ; (...) Souligne qu'il faut que toutes les parties en Syrie prennent des mesures de confiance pour contribuer à assurer la viabilité d'un processus politique et d'un cessez-le-feu durable ».*⁴⁹

La mainmise du parti Baas sur les instances politiques, et celle de la minorité alaouite sur les forces de sécurité ont certainement contribué à la cohésion du mouvement de contestation en Syrie. Une des premières réponses politiques aux manifestations de 2011 fut d'ailleurs l'ouverture aux autres partis, suivie d'un référendum. Mais *« l'autorisation du multipartisme en juillet 2011, pas plus que la nouvelle Constitution adoptée en février 2012 ne changent, en pratique, la répartition actuelle des élections de 2011 à l'Assemblée du peuple, ni la structure politique, économique et sécuritaire cooptative du pouvoir, ni la répression actuelle. »*⁵⁰

Preuve de la rigidité des mécanismes de *« représentation »* politique : le 13 avril dernier, le parti Baas et ses alliés ont remporté sans surprise la majorité des sièges du Parlement à l'issue des législatives organisées dans les territoires sous le contrôle du gouvernement. La quasi-totalité des sièges ont été pourvus par des candidats baassites (plus de 200 sièges sur 250) .⁵¹ & ⁵² Ajoutons que le pouvoir du Parlement syrien est à nuancer, la Constitution donnant des pouvoirs élargis au président.

En face d'un gouvernement sclérosé institutionnellement là où il est présent et démissionnaire ailleurs, certains groupes de l'opposition sont devenus de véritables sociétés organisées. Puisqu'ils occupent des zones où l'État est absent,

49 [Résolution 2254 du Conseil de Sécurité de l'ONU sur la Syrie, 18 décembre 2015](#)

50 [Le Monde, « Conflit syrien \(I\) : le cœur clanique et politique du régime », 17 octobre 2012](#)

51 [France 24, « Le parti de Bachar al-Assad remporte les législatives en Syrie », 17 avril 2016](#)

52 [Le Monde, « Syrie : le parti d'Assad remporte sans surprise « ses » élections législatives », 17 avril 2016](#)

ils développent des infrastructures et organisent les services publics. Ils sont aussi protégés par des organisations armées. Cela est le cas pour l'opposition syrienne mais aussi pour des organisations comme l'état islamique.

Nous allons voir l'évolution de la contestation en Syrie. L'approche chronologique est indispensable à la compréhension du conflit. Loin d'être exhaustive, elle retrace des grandes lignes des événements qui permettent d'avoir une vision claire des revendications, des groupes qui ont pu se former et des tentatives de résolution du conflit.

Pour l'établir, j'ai utilisé des sources supra-étatiques : rapports de l'ONU, Union européenne... Je me suis également servie d'archives de médias tels que France 24, la BBC, la Deutsche Welle, l'AFP, Le Monde, Al Jazeera, The Guardian ou encore Vice. J'ai d'autre part recherché les vidéos en lignes, la méthodologie consistant principalement à axer mes recherches autour d'événements facilement accessibles au moyen d'un lieu et d'une date

Le 26 janvier 2011, un homme nommé Hasan Ali Akleh s'immole par le feu, à Hassaké, trois semaines après la mort de Mohamed Bouazizi en Tunisie. Le 3 février, un appel à manifester nommé « *Day of Rage* » est organisé sur Facebook et Twitter pour demander des réformes gouvernementales, mais cet appel n'est pas beaucoup entendu.⁵³ Les manifestations des 4, 5 et 6 février 2011 provoquent un renforcement de la sécurité, notamment à Damas.⁵⁴ Une dizaine de manifestants sont arrêtés. Le gouvernement annonce alors une série de mesures politiques, sociales et policières.

Le 17 février, une manifestation éclate à Damas après qu'un jeune marchand ait été battu par les forces de l'ordre. Environ 1 500 personnes sont présentes. Rapidement, une vidéo est postée sur YouTube⁵⁵. Le 1^{er} mars, un homme nommé Hussan al Din Mansur marche avec une bannière sur laquelle est écrit « *On en a assez de Bachar, sauvez nous des gangs* ». Il est immédiatement arrêté, puis finalement relâché. Deux jours plus tard,

un pardon général de prisonniers politiques est promulgué pour tout ceux n'ayant pas été accusés de « *crime politique* ».

Le 6 mars, 15 adolescents de la localité de Deraa sont arrêtés pour avoir tagué le slogan de la révolution égyptienne « *Le peuple veut la chute du régime* ». Ils sont torturés, ce qui entraîne une série de protestations.

Le 7 mars commence une grève de la faim dans la prison d'Adra pour demander la fin des arrestations massives, l'arrêt de l'état d'urgence mis en place par le parti Baas en 1963 et la libération des prisonniers politiques. S'en suit le 10 mars une autre grève de la faim de prisonniers kurdes.

Le tournant de cette révolution débute quelques jours plus tard. Une page Facebook intitulée « *La révolution syrienne contre Bachar al-Assad 2011* » appelle à « *une Syrie sans tyrannie, sans loi sur l'état d'urgence, ni tribunaux d'exception* » et incite à protester « *dans toutes les villes syriennes* » le 15 mars. Ce jour-là, des images sont diffusées sur Al Jazeera⁵⁶ mais restent peu visibles dans les médias français. Des rassemblements ont lieu, entre autres, à Damas, Deraa et Hassaké. L'armée tire sur les manifestants, quatre personnes sont tuées dans la capitale syrienne et des centaines d'autres sont blessées. Cette journée marque le début d'une série de manifestations massives et d'une violente répression. Les forces de police tirent sur la foule de manière quasi-systématique.

Trois jours plus tard, le 18 mars 2011, quatre manifestants sont tués à Deraa⁵⁷ où 3 000 à 4 000 personnes se sont réunies pour réclamer des réformes à la sortie de la grande prière du vendredi.

Le 23 mars, une nouvelle manifestation réunit 20 000 personnes à Deraa. Une centaine de personnes seront tuées. Le gouvernement dira alors qu'aucun ordre de tirer n'a été donné.

Le 25 mars, des manifestations ont lieu à Homs et à Banyas avant de s'étendre à tout le territoire.⁵⁸ Autour de la mosquée

53 Reuter, «Tunisian «day of rage» takes aim at premier», 25 février 2011

54 Al Jazeera, «Syria: A kingdom of silence», 9 fevier 2011

55 YouTube, Misbar Syria , 17 fevrier 2011

56 Syrian Revolution/YouTube, «Al Jazeera report on Syrian Protests 15th March 2011», 15 mars 2011

57 Libération, «Syrie: Deraa, sept jours de soulèvement», 24 mars 2011

58 YouTube, moomneh, 03/25/2011

de Deraa, les locaux du parti Baas (parti du président) sont incendiés, ainsi que l'entreprise de téléphonie de Rami Maklouf, le cousin de Bachar al-Assad. Le gouverneur de la province de Deraa est limogé. Les membres du ministère de l'Intérieur viennent présenter leurs condoléances et promettent des réformes pour l'emploi, notamment des étudiants.

Le 29 mars, le gouvernement présente sa démission, à l'exception du premier ministre Naji Otri. Le lendemain, Bachar al-Assad s'exprime au Parlement. Il évoque alors une conspiration et annonce être favorable aux réformes, mais ne mentionne aucune des réformes majeures que sont le pluralisme politique, la liberté d'expression et la levée de l'état d'urgence. Le lendemain, le gouvernement annonce la création d'une commission d'enquête sur les morts de Deraa et Lattaquié. Il met alors en place une série de réformes pour calmer la population. Le 7 avril, il naturalise des centaines de milliers de Kurdes apatrides depuis 1962⁵⁹. Des Kurdes du nord-est du pays vont néanmoins manifester deux jours plus tard avec le slogan « *On ne veut pas seulement la nationalité, on veut aussi la liberté* »⁶⁰.

Face aux manifestations anti-gouvernementales, Damas organise ses contre-manifestations : « *forêts de drapeaux syriens, des multitudes de portraits du président Assad, des milliers de personnes ont convergé à pied ou en bus vers la place des Sept-Fontaines, à Damas, face à l'imposant bâtiment de la banque centrale, où a été tendu un immense portrait du chef de l'Etat.* »⁶¹

Le 14 avril, un nouveau gouvernement est formé et Bachar al-Assad décrète la libération de toutes les personnes arrêtées depuis le début des manifestations. Puis il lève l'état d'urgence le 16, précisant toutefois qu'il n'accepterait plus aucune manifestation.⁶²

Le 25 avril, une nouvelle manifestation éclate à Deraa. Le gouvernement envoie alors des chars, tuant 18 personnes.

59 CNN, «Stateless Kurds in Syria granted citizenship», 8avril 2011

60 eKurd, «Kurds in Syria join protests calling for citizenship», 1^{er} avril 2016

61 Le Monde, «Le gouvernement syrien a démissionné», 29 mars 2011

62 LeMonde, Syrie : levée de l'état d'urgence en vigueur depuis 1963, 19/04/2011

Deux jours plus tard, plus de deux cents membres du gouvernement démissionnent.

Le 21 mai, l'armée envoie le corps de Hamza al Khatib à sa famille. Adolescent de 13 ans, son corps est couvert de contusions, pénis arraché et criblé de balles. Il devient alors un symbole majeur de la révolte.⁶³ Il avait été déclaré disparu par sa famille le 29 avril 2011.

Des manifestations verront alors le jour dans tout le pays et seront chaque fois lourdement réprimées par le régime. La situation devient telle que le gouvernement déploie des moyens de plus en plus importants pour contrer les manifestants, tout en continuant de décréter de nouvelles mesures et des accusations contre des gangs armés pour calmer les tensions, mais les protestations continuent. Les militants des droits civiques demandent la fin de l'état d'urgence et la libération des prisonniers.

À partir de ce moment, les défenseurs des libertés commencent à se rassembler dans des structures qu'ils nomment « Comités Locaux de Coordination », pour organiser des actions, en particulier sur les réseaux sociaux. Ils sont aujourd'hui présents sur Facebook⁶⁴ avec près de 350 000 likes et le compte Twitter @LccSy qui regroupe 25 700 followers (pour 54 suivis). Le site web n'est plus actif depuis 2013 puisque les internautes les suivent plus facilement sur les réseaux mais les Comités de Coordination ont ouvert un centre de presse composé de jeunes activistes. Des comités sont présents dans plusieurs villes dont Deraa, Homs, Hama, Idlib, Raqqa et Damas.

En avril, la ville de Deraa est encerclée par des chars et les forces de police contrôlent les habitants pour arrêter des opposants. Les forces de sécurité coupent aussi des lignes électriques. Le mufti (chef religieux) de Deraa décide de quitter ses fonctions.

En mai, les manifestations dégénèrent à Homs. De violentes protestations dans plusieurs villes du pays vont pousser des opposants au gouvernement à se réunir comme le « Comité de Coordination des Forces pour le Changement Démocratique ».

63 ! Explicit YouTube, Hamza al-Khatib, 7 février 2014

64 Facebook, Local Coordination Committees of Syria

Le 20 juin, Bachar al-Assad s'exprime en public en évoquant une « conspiration ». Ce discours ne calme pas la population, même si des centaines de prisonniers djihadistes sont libérés de prison autour de Damas, Raqqa et Idlib suite à une amnistie.⁶⁵ Les ambassades des États-Unis et de la France sont prises pour cible à Damas en juillet par des partisans de Bachar al-Assad⁶⁶.

Le 31 juillet, veille de ramadan, l'armée tue près de 150 civils à Hama.⁶⁷

Le 1er août, l'ancien colonel Riyad al-Assad fonde l'Armée Syrienne Libre avec d'anciens militaires opposés au régime. Le groupe diffuse une vidéo sur YouTube le jour même. L'ASL est vite rejointe par d'autres déserteurs et devient l'une des forces majeures de l'opposition.

Le 7 août, la Ligue arabe exige l'arrêt des attaques du gouvernement et le retrait des troupes dans les quartiers résidentiels ainsi que la mise en place d'une inspection des avancées pour la paix avec des observateurs extérieurs. Bachar el-Assad s'y engage le 2 novembre sans l'appliquer. La Ligue arabe rappelle ses ambassadeurs et exclut la Syrie dix jours plus tard.⁶⁸ La Turquie et la Jordanie appellent alors à la chute de Bachar al-Assad et leurs ambassades seront attaquées à Damas.

Le 15 septembre, un groupe d'opposants crée le Conseil National Syrien chargé de coordonner l'opposition, reconnu en tant qu'autorité le 29 novembre par l'Armée Syrienne Libre. Il est composé notamment d'activistes pour les droits civiques comme Burhan Ghalioun, qui en prendra la tête en août, mais aussi de penseurs et hommes politiques dont des Kurdes et de nombreux membres des Frères Musulmans.

En octobre, les forces de police et les Shabiha, des sympathisants alaouites de Bachar al-Assad, intensifient leurs frappes

à Homs, Lattaquié, dans la banlieue de Damas et à Deraa. Des membres de l'opposition vont alors viser les postes de police.

Environ 1 200 prisonniers, enfermés pour leur participation aux manifestations de 2011 sont ensuite libérés le 15 novembre.⁶⁹ Cela n'empêche pas l'Armée Syrienne Libre d'attaquer dès le lendemain le siège de l'Air Force, armée de lance-roquettes, puis le siège du parti Baas le 20 novembre 2011.

Human Rights Watch en novembre 2011 dénonce des « crimes contre l'humanité »⁷⁰. Deux mois plus tard, l'ONG désigne 74 responsables militaires qui auraient ordonné de tirer sur la foule.⁷¹

En à peine un an, la révolte pacifique a dégénéré en une guerre civile complexe. L'opposition (et faut-il parler d'opposition ou « des » oppositions ?) tente de s'organiser mais fait face à des forces puissantes et déterminées à conserver le pouvoir, quitte à tuer tous les opposants. Des milices se forment de manière plus ou moins organisée. À mesure que le temps passe, les organisations politiques et les coalitions se multiplient. Chaque groupe possède une histoire, des motivations, une lecture socio-politique qui lui est propre. L'Armée Syrienne Libre (ASL) et le Conseil National Syrien se distinguent en sachant coordonner leurs actions militaires, gagnant du terrain autour de villes comme Deraa, Homs, Hama et Idlib.

Les discours et les réformes de façade peinent à cacher la réalité d'un terrain qui illustre une stratégie gouvernementale aussi autoritaire que brutale : le 10 janvier 2012, Bachar al-Assad s'exprime et annonce un référendum pour voter une nouvelle Constitution. Il dénonce un complot de pays étrangers, de groupes terroristes et « des médias » pour se défendre de tirer sur les civils. Il parle de « plan de destruction » à l'encontre de la Syrie et se dit prêt à lutter contre le terrorisme.

65 [The Guardian, Why Isis fights, 17 septembre 2015](#) / [France Info, Syrie : un opposant à Damas raconte la libération des djihadistes, 5 janvier 2015](#)

66 [Le Monde, «Syrie : l'ambassade de France à Damas cible d'attaques répétées», 11 juillet 2011](#)

67 [The Telegraph/YouTube, Scores dead as Hama attacked by Syrian troops, 31 juillet 2011](#)

68 [Le Monde, «La Ligue arabe suspend la Syrie et exige des sanctions», 12 novembre 2011](#)

69 [Amnesty international, Syrian "Damascus Spring" activist set free, 15 novembre 2011](#)

70 [Human Rights Watch, «Syria: Crimes Against Humanity in Homs», 11 novembre 2011](#)

71 [Human Rights Watch, Syria: 'Shoot to Kill' Commanders Named», 19 décembre 2011](#)

Début février, le bataillon Al Faruq de la brigade Khalid Ibn Walid, une brigade de Homs d'environ 3 000 combattants rattachée à l'Armée Syrienne Libre, mène de nombreux combats à Homs contre l'armée syrienne et recrute massivement.⁷²

Lorsque Bachar al-Assad annonce, le 15 février 2012, l'organisation d'un référendum sur une nouvelle Constitution, des bombardements sont alors en cours à Homs. La nouvelle Constitution sera adoptée à 89,4 % selon les résultats officiels.⁷³ Deux journalistes sont tués par des tirs d'obus sur leur immeuble. De nombreux reporters sont blessés. L'envoyée spéciale du Figaro, Edith Bouvier lance un appel à l'aide sur une vidéo YouTube.⁷⁴

En mars, le gouvernement dénonce des « terroristes » après la découverte, à Homs, des corps sans vie d'une cinquantaine de femmes et d'enfants. Puis Bachar al-Assad annonce des législatives ici, prévues pour mai.

Le brigadier général de l'Armée Syrienne Libre Mustafa Al-Sheikh crée le « Conseil militaire syrien pour la révolution » pour coordonner les brigades de l'Armée Syrienne Libre mais le colonel Riad Mousa al-Assad, membre de l'ASL exprime son désaccord, estimant que le général al Sheil ne représente pas l'Armée Syrienne Libre.

L'ASL se compose en effet de brigades plus ou moins coordonnées et pas toujours aussi soudées que l'on peut voir dans les médias.

De février à mai 2012, les violences s'intensifient. Le Qatar et l'Arabie Saoudite apportent un soutien diplomatique, financier et matériel au Conseil National Syrien et à l'Armée Syrienne Libre pour contrer les forces de l'armée syrienne et des Shabihas⁷⁵. Le 10 février, la Russie et la Chine posent leur veto à une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU contre le gouvernement syrien, le deuxième en quatre mois.⁷⁶

72 Le Figaro, «Syrie : ASL, une armée rebelle en train de se structurer», 9 juillet 2012

73 France Inter, «Homs et Hama bombardées, Bachar al-Assad annonce un référendum», 15 février 2012

74 Syrie libre/YouTube, SYRIE, Homs: SOS d'Edith Bouvier, journaliste Française blessée -23/02/2012-sous-titres français, Syrie Libre, 23 février 2012

75 Sympathisants alaouites de Bachar al-Assad

76 Le Monde, «A l'ONU, la Russie et la Chine

Fin mars, Bachar al-Assad accepte un cessez-le-feu proposé par Kofi Annan, émissaire des Nations unies et de la Ligue arabe en Syrie.⁷⁷ Il entre en vigueur le 12 avril, mais reste fragile : les troupes restent et les protestations continuent. L'ONU parle alors « d'exécutions sommaires » commises par le régime. Homs continue d'être bombardée.

Les négociations de Genève ont été mises en place par les Nations Unies pour négocier des solutions de résolution du conflit. En juin 2012 pour Genève I, Kofi Annan a annoncé un accord sur le besoin de négocier un gouvernement transitoire avec tous les pouvoirs exécutifs en Syrie. Les négociations avec des représentants syriens n'ont alors pas débuté. Il faudra attendre Genève II début 2014 pour entamer un vrai dialogue. En réalité, ces négociations ont été un échec. Aucun accord n'a pu être mis en place entre les représentants du gouvernement et la délégation de l'opposition.

De nombreux pays dont les États-Unis, la France, l'Allemagne, l'Espagne et le Japon expulsent leurs ambassadeurs syriens⁷⁸ en 2012. L'ONU décide le 16 juin 2012⁷⁹ de suspendre la mission d'observation, même si ses envoyés ne quitteront le territoire qu'en août 2012. Bachar al-Assad évoque une « *guerre totale* »⁸⁰ lors du discours d'investiture du nouveau gouvernement, le 26 juin 2012. L'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme (OSDH) dénombre alors au moins 11 100 morts civils et 21 soldats du régime depuis le début du conflit.

En mai, des tanks arrivent pour la première fois à Alep. Le 26, dans la ville d'al-Hulah, les corps mutilés d'une centaine d'hommes et de femmes sont retrouvés. Dans un message à l'Assemblée du peuple diffusé à la télévision, Bachar al-Assad se défend de ses crimes en disant que « *quand un chirurgien dans une salle d'opération*

opposent leur veto à une résolution sur la Syrie», 4 février 2012

77 Le Monde, «Syrie : le plan de paix de Kofi Annan semble compromis», 9 avril 2012

78 L'express, «Les Occidentaux expulsent les ambassadeurs syriens», 29 mai 2012

79 Le Monde, «Syrie : pour Londres, la mission d'observation de l'ONU est «remise en cause», 16 juin 2012

80 Le Monde, «Le régime syrien, de plus en plus menacé, décrète la 'guerre totale'», 28 juin 2012

*coupe, nettoie et ampute, qu'est ce qu'on lui dit ? Est-ce qu'on lui dit, 'tes mains sont tachées de sang ?' ou est-ce qu'on le remercie d'avoir sauvé le patient ? ».*⁸¹

En juillet, l'armée attaque Treimsa à l'aide de chars et d'hélicoptères et cause la mort d'environ 200 personnes. Puis pour la première fois, l'armée va bombarder Damas. L'Armée Syrienne Libre va alors contre-attaquer et tuer le beau-frère de Bachar al-Assad, ministre de la défense ainsi qu'un général. L'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme (OSDH) estime à 200 le nombre de morts dans la seule journée du 18 juillet.

Après un veto de la Russie et la Chine ce même jour, Kofi Annan annonce sa démission à l'issue de son mandat, le 31 août 2012. L'ONU pointe du doigt le gouvernement syrien, suspecté de crimes contre l'humanité.⁸²

Les combats s'intensifient alors au nord du pays notamment à Alep et Idlib entre l'armée syrienne et l'Armée Syrienne Libre.

En novembre 2012, l'ONU condamne les actions de rebelles ayant exécuté des soldats de l'armée syrienne. Un mois plus tard, la Coalition Nationale Syrienne, alliance chargée de coordonner l'opposition et de créer un gouvernement de transition, est reconnue par les États-Unis et le Conseil de Coopération du Golfe comme « légitime représentant » du peuple syrien. D'autre part, le groupe Jabhat al-Nusra, ou Front al-Nosra, groupe salafiste lié à al-Qaïda est inscrit sur la liste des groupes terroristes par les États-Unis⁸³, puis par l'ONU⁸⁴.

Fin 2012, de nombreuses villes ont été ravagées par les bombardements, notamment Alep et Damas. L'agence des Nations Unies pour les réfugiés estime qu'au moins 500 000 Syriens auraient quitté le pays. Les tentatives internationales de résolution du conflit restent vouées à l'échec. La situation

militaire empire. Une grande partie du territoire est touchée, les bombardements sont massifs, réguliers et la situation humanitaire s'est fortement dégradée.

Le discours de Bachar al-Assad va peu évoluer. Le 7 janvier 2013, il prononce un discours après sept mois d'absence médiatique. Il appelle au dialogue et dénonce une fois de plus les complots et les « terroristes ». Il accuse Israël d'avoir attaqué un centre de recherche aux alentours de Damas. Il annonce une nouvelle fois des réformes politiques.⁸⁵

En mars, l'ONU évoque désormais un million de réfugiés. Les États-Unis et le Royaume-Uni envoient de l'aide à la Coalition, qui siègera par ailleurs à la Ligue arabe.

D'avril à mai, différents groupes vont déclarer leur allégeance à des groupes trans-nationaux. Abu Mahammad al-Joulani, fondateur du Front al-Nosra, qui commence à imposer la loi islamique depuis quelques mois, se déclare « non rattaché » à l'état islamique, tout récemment rebaptisé État islamique en Irak et au Levant (ISIL) par Abou Bakr al-Baghdadi. Hassan Nasrallah, leader du Hezbollah (Libanais) déclare qu'il combattrait au côté de Bachar al-Assad.⁸⁶

L'ONU comptabilise 4,25 millions de personnes déplacées sur le territoire syrien et évoque 100 000 morts depuis le début du conflit.

La première accusation d'utilisation d'armes chimiques (gaz sarin et moutarde) date de 2013. Bachar al-Assad avait reconnu en juillet 2012 posséder un arsenal chimique.⁸⁷ Les États-Unis et la France avaient menacé la Syrie d'une intervention en cas d'utilisation de ces armes.⁸⁸ Malgré ces mises en garde, Bachar al-Assad en fera usage en août 2013 dans la banlieue de Damas, faisant au moins 1 300 morts. De fortes présomptions existent pour 16 autres attaques chimiques présumées. L'ONU a ouvert des enquêtes. Elles n'ont pas

81 The Guardian, "Assad compares Syria crackdown to surgeons saving patients' lives", 3 juin 2012

82 Libération, «Syrie : Kofi Annan démissionne de son poste de médiateur», 2 août 2012

83 Le Monde, «Syrie : le Front al-Nosra inscrit sur la liste terroriste des Etats-Unis», 11 décembre 2012

84 France 24, «L'ONU classe le Front al-Nosra comme groupe terroriste», 1^{er} janvier 2013

85 Le Monde, "Bachar al-Assad et la crise syrienne en six discours", 07 janvier 2013

86 InfoMoyenOrient/YouTube, "Hassan Nasrallah : Hezbollah is fighting alongside Bachar al-Assad", 15 juillet 2013

87 Le Monde, «Les armes chimiques, ligne rouge d'une intervention en Syrie», 27 mai 2013

88 Huffington Post, «Armes chimiques en Syrie : la «ligne rouge» a-t-elle été franchie ?», 26 avril 2013

permis de confirmer la nature chimique des attaques ni d'en désigner les auteurs avec certitude.⁸⁹

Ghouta près de Damas, à Khan Al-Assal près d'Alep, à Jobar, à Saraqeb dans le nord-ouest et à Achrafié Sahnaya. En revanche, les indices ne sont pas jugés concluants à Bahhariyé, ni à Cheikh Maqsoud, un faubourg d'Alep.

En septembre, l'ONU contraint la Syrie à détruire ses armes chimiques, sans autre sanction.⁹⁰

Barack Obama et David Cameron tentent de faire voter une action militaire, mais se heurtent au refus de leurs Parlements. Washington et Londres envoient alors des observateurs pour veiller au bon déroulement des opérations de démantèlement des armes chimiques, qui sera finalisé en octobre.

De leur côté, les groupes islamistes commencent à s'organiser et gagnent du terrain. Ils gagnent des bases de l'Armée Syrienne Libre, ce qui pousse Barack Obama et Cameron à suspendre leur aide.

Plus de 2 millions de Syriens ont quitté le pays dont plus de 40 000 vivent dans des centres de réfugiés dans les pays voisins. Les bombardements sont toujours en cours, près de 300 personnes sont tuées à Alep entre octobre et décembre 2013.⁹¹

L'armée syrienne gagne du terrain jusqu'à la frontière libanaise en mars et Homs en mai. Un cessez-le-feu de 48h permet aux rebelles de quitter la ville.⁹²

Puis des élections législatives sont organisées en juin 2014 sur les territoires contrôlés par le gouvernement. Ce sont les premières élections pluralistes depuis l'arrivée du parti Baas au pouvoir. D'autre part, Abou Bakr al-Baghdadi se proclame « calife ».⁹³

L'état islamique gagne du terrain et atteint rapidement les environs de Raqqa, aujourd'hui le fief de l'état islamique. Le journaliste américain James Foley est exécuté en août.⁹⁴

Dès septembre, les États-Unis soutenus par l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis bombardent des positions connues de l'état islamique autour de Raqqa et d'Alep.⁹⁵ L'état islamique gagne aussi du terrain à Kobane, à la frontière Turquie, où sont présentes les forces kurdes du YPG (forces armées des kurdes du PYD en Syrie), les Peshmergas (Irak) et les Yézidis, mais aussi des volontaires de l'Armée Syrienne Libre. La coalition va alors bombarder les positions de l'état islamique à Kobane.

En octobre, l'armée syrienne reprend Alep.

Le Liban refuse de continuer à accueillir des réfugiés après l'arrivée de plus d'un million de personnes à sa frontière. La crise des réfugiés devient de plus en plus importante et les pays alentours déclarent tour à tour ne plus pouvoir les accueillir.

En décembre, le gouvernement syrien laisse finalement passer l'aide humanitaire à Alep.⁹⁶

L'ONU comptabilise 76 000 personnes tuées en 2014.

Les perspectives de résolution du conflit semblent s'éloigner. La communauté internationale n'arrive pas à trouver une voix consensuelle alors qu'une opposition légitime peine à émerger et que l'Europe s'alarme autant de l'afflux des réfugiés que du renforcement de l'état islamique.

En janvier, le YPG kurde gagne du terrain face à l'état islamique à Kobane.⁹⁷

89 [Le Monde](#), «Syrie : l'ONU confirme l'utilisation d'armes chimiques dans cinq sites», 13 décembre 2013

90 Nations Unies, «Security Council Requires Scheduled Destruction of Syria's Chemical Weapons, Unanimously Adopting Resolution 2118 (2013)», 27 septembre 2013

91 Wochit News/YouTube, «Week-long Aleppo Air Raids Kill More Than 300: Monitor», 23 décembre 2013

92 CAMSRRY3/YouTube, «Siria. Homs.Syrian Army liberate Homs city 10 May 2014», 11 mai 2014

93 France24/YouTube, «L'EIIL annonce la

création d'un "califat" islamique et Abou Bakr al-Baghdadi est désigné "calife", 30 juin 2014

94 Evaonnews/YouTube, «American Journalist James Wright Foley Final Words Before Execution», 22 août 2014

95 ClarionProject/YouTube, «Reported U.S. Airstrike on ISIS in Raqqa, Syria on September 23, 2014», 22 septembre 2014

96 UNHCR/YouTube, «Syria: Aid Reaches Eastern Aleppo», 11 avril 2014

97 Soran Viyan/YouTube, «INSIDE KOBANE BBC 2015 / YPG-YPJ vs ISIS », 4 janvier 2015

Le gouvernement syrien déclare cesser les bombardements à Alep, tandis que *Human Rights Watch* l'accuse de continuer à utiliser des barils explosifs. Les États-Unis, soutenus par la Turquie, vont armer certains groupes de l'opposition.

En mars 2015, l'état islamique perd du terrain en Syrie et en Irak. Le chef du Front al-Nosra, Abu Homam al Shami, et trois leaders majeurs, meurent dans une frappe de missile américain à Alep.⁹⁸ En mai, l'état islamique prend le contrôle de Palmyre et commence à détruire la ville historique. Le groupe renforcera aussi, en juin, ses positions autour de Raqqa et attaquera Kobane et la ville d'Hassake. Les États-Unis font pression sur la Turquie qui envoyait des armes dans des zones au nord du pays contrôlées par des groupes islamistes, dans l'optique de démilitariser la région.⁹⁹

Le 26 juillet 2015, Bachar al-Assad concède dans un discours, que son armée manque de ressources humaines. Ce qui explique, selon lui, les récentes défaites. Le président syrien explique que l'armée, ne pouvant lutter dans tout le pays, se cantonne aux régions auxquelles il est le plus attaché. C'est à dire les régions où le régime a un certain pouvoir, les zones de l'est (Lattaquié, Damas, Hama et Homs - les régions alaouites). Un mort sur trois appartiendrait à l'armée, d'après le comptage effectué par l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme (OSDH). Dans son discours, Bachar al-Assad encourage la formation de milices pro-régime. Il se dit toujours prêt à attaquer les « terroristes » : *« Tant que le terrorisme fait partie de l'opposition extérieure qui participe au dialogue [...], parler de solution politique ne serait que des paroles creuses. Toute proposition politique qui n'est pas fondée sur la lutte contre le terrorisme serait vide de sens »*.¹⁰⁰

Deux mois plus tard, la Russie commence ses bombardements en Syrie. Moscou dit tirer sur des positions de l'état islamique, cependant les raids visent aussi des positions de l'opposition à l'ouest du pays... où l'état islamique n'est pas présent.

98 BBC, "Syria's al-Nusra Front commander 'killed in strike' ", 6 mars 2015

99 Reuter, «Exclusive: Turkish intelligence helped ship arms to Syrian Islamist rebel areas», 21 mai 2015

100 Liberation, "Bachar al-Assad reconnaît la «fatigue» de son armée" , 27 juillet 2015

Bachar al-Assad dénonce le 14 novembre 2015 la politique française qui a, selon lui, « contribué à l'expansion du terrorisme ».¹⁰¹

En décembre, le Royaume-Uni lance à son tour une offensive aérienne contre l'état islamique.

L'armée syrienne chasse les rebelles de Homs et en reprend le contrôle.

De nombreux pays sont alors impliqués en Syrie. L'organisation internationale reflète une diplomatie difficile entre les soutiens de Bachar al-Assad et les soutiens de l'opposition. Les divisions au sein de l'ONU empêchent toute action, notamment à cause de l'appui de la Russie au régime.

Début 2016 ont commencé des négociations à Genève avec le Haut Comité des Négociations (HCN), « une coalition d'opposants politiques et de groupes armés syriens formée en décembre en Arabie Saoudite ».¹⁰² Le HCN a d'abord refusé de se rendre aux négociations sans la garantie d'un accès des zones les plus précaires à de l'aide humanitaire et qu'une cessation des hostilités soit mise en place.

Des négociations préliminaires ayant permis une cessation partielle des hostilités, les membres du HCN se sont finalement rendus à Genève le 30 janvier. Les opposants au régime en Syrie ont rapidement protesté de nouveau, arguant que malgré une accalmie certaine, la cessation des hostilités n'était pas totalement respectée, et pour rappeler que dans le cadre d'un combat contre Bachar al-Assad, une cessation des hostilités n'était pas suffisante. Ban Ki-moon a par ailleurs accusé la Russie d'avoir fait des « ravages » en attaquant des civils.

Les médias de l'opposition ont suivi les négociations et publient régulièrement sur les réseaux sociaux. Certains voient ces négociations avec le gouvernement syrien comme une impasse, d'autres y décèlent le seul espoir d'éviter un long dénouement armé. Un étudiant de Raqqa interrogé par les citoyens journalistes

101 Le Monde, "Pour Bachar al-Assad, la politique française a « contribué à l'expansion du terrorisme » ", 14 novembre 2015

102 Le Monde, «L'opposition syrienne participera aux négociations de paix à Genève», 29 janvier 2016

de *Raqqa Is Being Slaughtered Silently* a estimé que « *Genève III est une perte de temps et ne sera pas bien différent de Genève II, sera similaire à Genève I et sera peut être même un prélude à Genève IV qui sera sûrement organisé dans un an... ce qui veut dire que les tueries vont continuer* ».

Étant donné l'évolution des négociations, l'opposition syrienne a annoncé fin janvier 2016 qu'elle ne participerait pas aux négociations tant que les bombardements continueraient et que l'accès de l'aide humanitaire dans les villes assiégées ne serait pas rétablie. Les 11 et 12 février 2016, une réunion a eu lieu à Munich, avec parmi les acteurs notables : les États-Unis, la Russie et l'envoyé spécial de l'ONU, Staffan de Mistura.

Ces négociations préliminaires ont débouché sur la mise en place d'une aide humanitaire et la cessation des hostilités (à l'exception des groupes islamistes). La cessation des hostilités a été respectée par une centaine de groupes militaires syriens, selon Bassma Kodmani¹⁰³ universitaire syrienne co-fondatrice du Conseil National Syrien et membre de la délégation du Haut Comité aux Négociations présente à Genève. Malgré ce respect de la trêve par de nombreuses factions, le gouvernement a poursuivi ses bombardements, notamment dans les régions du nord du pays. Des nombreuses localités restent également assiégées.

La nouvelle session de négociations de Genève a débuté en mars 2016 avec l'objectif annoncé de mettre en place un gouvernement de transition. Pour ces négociations, l'opposition est toujours représentée par le Haut Comité de Négociations. Environ un tiers des forces militaires de l'opposition y figurent. Les chefs militaires semblent de plus en plus favorables à une négociation.

Selon Bassma Kodmani⁸⁶, les preuves contre Bachar al-Assad ont un rôle assez limité en temps de guerre puisque les grandes puissances, notamment les États-Unis et la Russie, privilégient les négociations. Il serait en effet malhabile d'entamer des négociations avec quelqu'un que l'on menace de jugement. C'est aussi dans un processus diplomatique que le démantèlement des armes

chimiques a entraîné la destruction des armes sans mesures pénales. Néanmoins la Cours Pénale Internationale et les organisations humanitaires travaillent en parallèle aux négociations. Il est donc probable que des procédures judiciaires soient mises en œuvre *in fine*.

En mars, un raid américain tue le numéro deux de l'état islamique, Abdelrahmane Al-Qadouli. À la fin du mois, l'armée syrienne parvient à reprendre Palmyre avec l'aide de la Russie, du Hezbollah et de gardes de la révolution iranienne. Aujourd'hui, Bachar al-Assad est toujours au pouvoir et les bombardements ont repris.

Peu après le retour de John Kerry de Genève, le 3 mai 2016, à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, le Secrétaire d'État américain a déclaré devant le Département d'État américain, qu'il condamnait : « *ce qu'il est convaincu être des attaques du régime le 27 avril à l'hôpital d'Alep, au cours desquelles 27 personnes, dont le dernier pédiatre, ont été tuées* ».

Le ministre Russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a réitéré son avis, qu'il n'y a pas d'autres solutions que la table des négociations. Il confirme par ailleurs la politique de Bachar al-Assad de bloquer l'accès à l'aide médicale et alimentaire.¹⁰⁴ Les négociations ont permis l'acheminement de certaines aides dans des zones accessibles, qui restent encore insuffisantes en mai. Sergueï Lavrov a lui aussi adressé un message aux journalistes et activistes de Syrie lors de la Journée mondiale pour la liberté de la presse : « *Vous verrez l'État mal intentionné et les acteurs non étatiques de même essayer d'intimider, de coopter, de censurer et de réduire au silence ceux dont le travail est d'enquêter et de rapporter la vérité.* »

De nombreux pays ont pris part au conflit en Syrie. Les faiblesses de la communauté internationale pour trouver une issue démontre à quel point les efforts diplomatiques ont été difficiles, entre les soutiens de Bachar al-Assad et ceux des groupes d'opposition.

L'ONU a, de façon criante, été paralysée par l'appui de la Russie à Damas, et la réticence de la Chine à approuver des

103 Conférence de Souria Houria, «Les négociations de Genève», 3 avril 2016

104 U.S. Department of State /YouTube, "Secretary Kerry Comments on the Situation in Syria", 3 mai 2016

résolutions. Le représentant du régime aux négociations, Bachar Ja'afari, ne veut pas parler de la démission de Bachar al-Assad. C'est un élément important, à évoquer au plus tôt, selon l'émissaire de l'ONU sur la Syrie, Staffan de Mistura¹⁰⁵. Les tentatives de résolutions sont remises en question par la position de la Russie qui a ralenti les négociations par son appui à Bachar al-Assad. Le journal Libération, en octobre 2015, a d'ailleurs dénoncé le système d'entraide autoritaire par un article titré « Dictateurs de tous les pays, unissez-vous! ».¹⁰⁶

La position russe semble évoluer timidement. Mais lors des révoltes en Libye, les Russes qui étaient des alliés de Kadhafi ont fini par se positionner du côté du Conseil de sécurité des Nations Unies pour le destituer.¹⁰⁷ La Russie est restée fidèle à Bachar al-Assad.

Les médias russes couvrent maintenant les négociations. Le ministre des Affaires étrangères russe a communiqué sur son site web avant les négociations de mars. Il s'inquiétait de la situation humanitaire dans certaines zones de Syrie, notamment dans les villes de Madaya, Foah et Kefraya. Moscou annonçait dès lors travailler avec les Nations Unies et ajoutait que tous les influenceurs potentiels devaient s'impliquer pour que l'aide humanitaire puisse entrer dans villes tenues par des « groupes terroristes ».¹⁰⁸ La Russie n'a évoqué ni l'opposition ni les forces de sécurité de Bachar al-Assad.

Après l'accord de cessation des hostilités, Moscou a publié un rapport début avril sur une conversation téléphonique entre le ministre des Affaires étrangères russe Serguei Lavrov et le Secrétaire d'État américain John Kerry, qui auraient échangé sur les solutions de résolutions dans la bataille soudée contre les groupes terroristes.¹⁰⁹

La position de la Russie est probablement une des clefs de la résolution du conflit. Elle évolue, de manière incertaine. Son recul sur le terrain et la volonté affichée de vouloir apporter des solutions au conflit est nouvelle. Une des hypothèses à cet infléchissement est que Moscou tente sans doute de maintenir sa crédibilité sur la scène internationale, en raison des nombreuses preuves de crimes de guerre exfiltrés de Syrie à l'encontre du gouvernement syrien, notamment les clichés des 11 000 victimes du dossier « Cesar », le « nom de code d'un photographe de la police militaire syrienne qui a fait défection en 2013 en emportant avec lui les clichés de milliers de cadavres ». Les images, révélées par *Human Rights Watch*, ont été publiées par la presse et sont arrivées jusqu'à la Chambre des représentants aux États-Unis en 2014. La France a ouvert en enquête pour crime de guerre en septembre 2015. L'ONG *Human Rights Watch* a dénoncé des crimes contre l'humanité en Syrie dès le 1^{er} juin 2011.

Les États-Unis, eux, ont fait le choix de limiter leur implication.¹¹⁰ Cependant en avril, à la suite de bombardements¹¹¹, Barack Obama a déclaré lors d'une conférence¹¹² qu'il avait parlé au président Vladimir Poutine pour essayer de rétablir la cessation des hostilités.¹¹³ Washington a envoyé 250 soldats en Syrie en précisant qu'ils combattraient contre l'état islamique.¹¹⁴ Cinq membres de *White Helmets* ont été tués par des bombardements le 25 avril.

Le 22 février, Washington et Moscou annoncent ensemble un accord avec Damas pour la mise en place d'un cessez-le-feu. Cette trêve entre en vigueur le 27 février 2016. Elle ne concerne pas les djihadistes de l'état islamique, du Front al-Nosra, ni les groupes considérés comme terroristes par le Conseil de sécurité de l'ONU.¹¹⁵

105 The Guardian, « Assad's presidency not up for discussion, Syrian government negotiators say », 21 mars 2016

106 Libération, « Dictateurs de tous les pays, unissez-vous! », 5 octobre 2015

107 L'OBS, « Libye : Moscou lâche Mouammar Kadhafi », 27 mai 2011

108 The Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation, « Comments from Foreign Ministry's Information and Press Department on the humanitarian situation in Syria », 15 janvier 2016

109 The Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation, « Press release

on Foreign Minister Sergey Lavrov's telephone conversation with US Secretary of State John Kerry », 4 avril 2016

110 RT, « State Dept never heard of Obama's 'no boots on the ground' in Syria »

111 Al Jazeera, « Death and destruction as Syria ceasefire buckles », 21 avril 2016

112 BBC, Obama 'Cessation of hostilities in Syria is very fragile', 24 avril 2016

113 Alarabiya, « Obama urges reinstatement of Syria ceasefire » 24 avril 2016

114 France24, « Obama in Germany: US President orders to send 250 additional troops to Syria », 25 avril 2016

115 Le Monde, « Syrie : Bachar al-Assad

Fin avril, Staffan de Mistura, l'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, a appelé Washington et Moscou à défendre le cessez-le-feu alors que les bombardements avaient repris dans la région d'Alep. Le dernier volet des négociations de Genève, débuté le 13 avril, s'est achevé sur un échec : « *les principaux représentants de l'opposition ont quitté la table des négociations pour protester contre la dégradation de la situation humanitaire et les violations de la trêve* ». ¹¹⁶ Et Steffan de Mistura de préciser : « *les parties syriennes ont à présent accepté la nécessité d'une transition politique* » qui sera chapeautée par une « *nouvelle et inclusive gouvernance, qui remplacera la gouvernance actuelle en Syrie* ». Des fossés demeurent cependant dans la compréhension de la forme que peut revêtir la transition.

Sur le terrain, la dégradation de la situation a conduit l'ONU à demander un accès pour l'aide humanitaire dans les villes de Douma, Darraya, Madamiyet, Elsham et East Harasta.

On remarque que chaque été est marqué par des événements cruciaux dans l'évolution de la révolte. En 2011 avec le passage à la lutte armée, puis en 2012 arrive l'aviation, la balistique et l'utilisation de barils explosifs.

C'est aussi en 2012 qu'apparaissent les premiers djihadistes sur le territoire.

En 2013 les armes chimiques font environ 2 000 morts en quelques heures, ce qui va enflammer le débat au sein de la population, d'une part à cause de leur utilisation et d'autre part parce que les États-Unis vont négocier la destruction de ces armes sans que leur utilisation ne soit punie. De plus, l'état islamique s'est aussi servi des attaques pour lancer des appels à la mobilisation avec l'argument que les arabes étaient massacrés.

Pendant l'été 2014, Abou Bakr al Baghdadi se déclare calife de l'état islamique. De nombreux journalistes occidentaux sont exécutés et les États-Unis décident de bombarder Daech. Les populations ressentent alors un sentiment d'abandon, assez visible sur les réseaux sociaux.

L'Occident se focalise sur l'état islamique et les populations ont du mal à suivre ce qui se passe sur le terrain, puisque le régime accuse l'opposition, al-Qaïda, l'état islamique, les Kurdes ou encore Israël et que les tensions sont nombreuses entre certains groupes d'opposition.

Aujourd'hui, en plus de l'État syrien, le conflit concerne de nombreux acteurs. Nous allons explorer le rôle des grands groupes d'opposition.

accepte la trêve proposée par Washington et Moscou», 22 février 2016

116 France 24, «Selon Staffan de Mistura, le cessez-le-feu en Syrie est en 'grave danger'», 28 avril 2016

2.b. Groupes de l'opposition

L'opposition syrienne aujourd'hui comprend différents groupes aux liens complexes et aux alliances changeantes. Des accords ont pu être mis en place pour coordonner certains groupes mais il existe toujours une multitude de groupuscules avec des revendications propres. Parmi les groupes les plus importants en terme de territoire il y a l'Armée Syrienne Libre, les Kurdes syriens au nord du pays, l'organisation de l'état islamique, les groupes affiliés à al-Qaïda, comme le front al Nosra, et divers groupes islamistes comme Ahrar ash Sham et Al-Tawheed.

Les Kurdes

Les Kurdes, basés au nord de la Syrie, et dont le territoire dépasse la frontière avec la Turquie, jusqu'en l'Irak et en Iran, ont une position tout à fait particulière puisqu'ils n'ont pas les mêmes revendications que les groupes de l'ouest ni les mêmes adversaires. Le PYD, branche armée du PKK (Kurdes de Syrie), est basé dans les régions nord près des territoires de l'état islamique et d'al Nosra mais assez loin en revanche des zones contrôlées par le gouvernement syrien. L'armée syrienne s'est globalement retirée de ces zones mais continue de combattre les islamistes à l'est d'Alep. Les Kurdes ont des velléités indépendantistes. Ils contrôlent aujourd'hui environ 15% du territoire syrien.

Après l'apparition de Daech, les Kurdes ont commencé à contrôler des zones originellement non occupées par des Kurdes, notamment au nord de Raqqa. Ils ont mis en place un service militaire obligatoire de 6 mois¹¹⁷ qui a été étendu à 9 mois début 2016. Du fait de leur position géographique, ils sont plus souvent confrontés à l'état islamique et aux groupes liés à al-Qaïda qu'aux forces de Bachar al-Assad, même si le régime garde des positions entre Hama et Alep¹¹⁸.

Damas a joué un double jeu avec les Kurdes du PKK, dont il a laissé la branche armée prendre le contrôle d'un territoire élargi, et ces derniers ont eu des relations ambiguës avec le pouvoir de Bachar al-Assad. Ce mouvement kurde, considéré par les Nations Unies, l'Europe et la Turquie

comme un groupe terroriste, a reçu un soutien financier du gouvernement syrien. Mais début 2015, des affrontements violents ont eu lieu dans les régions nord, entre le PYD et l'armée syrienne. Les Kurdes sont maintenant opposés à Bachar al-Assad mais leur positionnement n'est pas toujours clair. D'autre part, la Turquie combat le PKK sur le terrain : Ankara a bombardé des positions kurdes en Syrie le 13 février 2016¹¹⁹.

Les Kurdes syriens ont proclamé leur autonomie en mars 2016 comme « entité fédérale démocratique » dans les zones qu'ils contrôlent au nord de la Syrie, et installé des représentations du « Rojava », le kurdistan syrien, dans plusieurs capitales occidentales.¹²⁰

Les Chrétiens

Les Chrétiens de Syrie ne sont pas visiblement unifiés sur le plan politique. Les élites des villes contrôlées par les forces loyales à Bachar al-Assad le soutiennent majoritairement. Cependant, des Chrétiens syriaques anti-Assad du nord se sont rangés du côté des Kurdes, qui, bien qu'ayant des positions ambiguës, combattent le régime avec les Syriaques dans les régions nord et nord-est, notamment à Qamishli.¹²¹

Al-Qaïda

Les groupes islamistes ayant fait allégeance à al-Qaïda, principalement le Front al-Nosra, ne sont pas rattachés à l'état islamique. En 2013, Abou Bakr al Baghdadi a annoncé le rattachement l'al-Nosra à l'état islamique.¹²² Le chef du Front al-Nosra a cependant démenti ses propos en se disant rattaché seulement à al-Qaïda. Le chef d'al-Qaïda, Ayman al Zawahiri, a déclaré que le Front al-Nosra est l'unique branche armée d'al-Qaïda en Syrie.¹²³ Leurs positions majeures sont situées dans deux zones à l'ouest et au sud d'Alep.

119 France 24, «La Turquie bombarde les kurdes syriens du PYD dans le nord de la Syrie», 13 février 2016

120 Le Monde, «Les Kurdes syriens auront pignon sur rue à Paris», 12 mai 2016

121 Ittihadserenilebne /YouTube, «Syriac Military Council in Syria», 13 janvier 2014

122 France24, "Al-Qaïda en Irak revendique la paternité d'un groupe de djihadistes anti-Assad ", 09 avril 2013

123 Le Point, Zawahiri affirme que le Front Al-Nosra est la branche d'Al-Qaïda en Syrie, 08 novembre 2013

117 Al-Jazeera, «Syria Kurds impose mandatory military service», 17 juillet 2014

118 ISW, "Syrian Control of Terrain: A View from Turkey", 27 septembre 2015

L'état islamique

L'état islamique contrôle environ 40 % de la Syrie, une grande partie de l'Est du pays le long de l'Euphrate, la région qui entoure Palmyre des zones au nord et quelques zones plus proches de l'est aux alentours de Homs et Damas.

L'armée Syrienne Libre

L'Armée Syrienne Libre se bat sur plusieurs fronts, elle contrôle une zone importante au nord-ouest du pays, autour d'Alep et d'Idlib. Les combattants dominent des zones dans le sud, autour de Deraa, et ont plusieurs positions à l'ouest du pays, notamment à Hama, Homs et Lattaquié. Cependant, l'Armée Syrienne Libre est beaucoup moins unie qu'au début du conflit. Ils s'agit davantage maintenant d'une myriade de groupes armés rebelles, plus ou moins autonomes dont la coordination s'est un peu désagrégée. Ils contrôlent néanmoins des zones dites « libres » qui représentent aujourd'hui environ 20% de la Syrie.

Les Coalitions politiques

Le Conseil National Syrien (CNS), créé en septembre 2011 est une structure à majorité sunnite, réunissant plus d'une trentaine de groupes d'opposition, parmi lesquels les Frères Musulmans, des groupes kurdes et assyriens.

Le 11 novembre 2012, le Conseil National Syrien adhère à la Coalition Nationale des Forces de l'Opposition et de la Révolution. Cette coalition travaille à la construction d'un gouvernement de transition. Elle est reconnue sur la scène internationale comme légitime. Elle comprend plusieurs partis d'opposition, dont les islamistes modérés du CNS, mais aussi des membres laïcs. Des membres du PKK et des groupes islamistes n'y sont pas représentés. La Coalition Nationale des Forces de l'Opposition et de la Révolution est reconnue par le conseil de l'Armée Syrienne Libre.

La Coalition Nationale des Forces de l'Opposition et de la Révolution a été soutenue à sa création par la Commission Générale de la Révolution Syrienne, une coalition d'environ 40 groupes rebelles créé en 2011. Mais cette dernière, en conflit avec le Conseil National Syrien, a finalement quitté la coalition en 2013.

Le Comité Local de Coordination, un réseau de groupes d'opposition capables de réunir et coordonner des informations sur le conflit, telles que le nombre et les noms de victimes, les lieux des attaques (etc.) a aussi reconnu l'autorité de la Coalition Nationale des Forces de l'Opposition et de la Révolution en novembre 2012¹²⁴ mais a décidé de quitter la coalition en août 2015.¹²⁵

Le Haut Comité aux Négociations (HCN) représente aujourd'hui l'opposition syrienne pour les négociations de Genève. Il s'agit d'une coalition née en décembre 2015 en Arabie Saoudite.¹²⁶ Le HCN comprend plusieurs groupes d'opposition, laïcs comme religieux. Il comprend aussi des groupes islamistes « modérés » mais aussi 30 % des groupes armés d'opposition sur le territoire. Le président de la Coalition Nationale Syrienne en fait aussi partie.¹²⁷

-
- 124 [Local Coordination Committees](#)
125 [Al Arabiya](#), "Syrian opposition group quits major coalition ", 2 août 2015
126 [Le Monde](#), "L'opposition syrienne participera aux négociations de paix à Genève", 29 janvier 2016
127 [France24](#), "Les États-Unis et la Russie annoncent un accord pour un cessez-le-feu en Syrie pour le 27 février", 22 février 2016

CONTRÔLE D'INTERNET ET LEVIERS DE CONTESTATION

3.a. Contrôle de la population

Le régime syrien est un régime autoritaire. La répression est violente et organisée. Avec l'arrivée des nouvelles technologies, elle est aussi plus visible. Les activistes qui ont publié sur les réseaux sociaux ou sur des blogs sont pistés et subissent des tortures. On leur demande très rapidement leurs codes d'accès pour accéder à leur réseau de contacts.

La surveillance et le fichage des éléments gênants ne sont pas nouveaux, même en démocratie. « *La surveillance des citoyens au nom de l'ordre public, tantôt généralisée et tantôt ciblée sur des « classes dangereuses », est vieille comme l'Etat moderne. Il ne s'agit pas seulement des pratiques de régimes autoritaires telles que le fichier des Juifs de Vichy : c'est dès le règne de Louis XIV que l'on fiche prostituées, mendiants, nomades et mal-pensants ; et l'on sait aussi le profit que tira la police de l'« invention », deux siècles plus tard, des empreintes digitales... sous un régime républicain et démocratique.* »¹²⁸

Munir Al Hariri, brigadier général de la sécurité politique jusqu'en novembre 2012, a fui la Syrie pour s'exiler à Amman en Jordanie. Il témoigne en 2015 lors d'une interview diffusée par Arte¹²⁹ sur les techniques de tortures du gouvernement. Il parle alors d'écoles où les soldats sont formés de manière systématique aux outils de tortures. Cela comprend le fouet, le bâton, le *shabeh* qui consiste à suspendre le prisonnier par les poignets au plafond afin que ses pieds ne touchent pas le sol, l'électricité, les « chaises allemandes » qui contorsionnent le corps, le « dulab » où le prisonnier est immobilisé et « plié » dans un pneu de voiture. Selon lui, le principe est de prouver la force du régime en « tuant un pour éduquer l'autre ». L'ONG *Human Rights Watch* a par ailleurs diffusé une vidéo sur YouTube qui documente les

différentes techniques de torture et les conditions de détention.¹³⁰ Plusieurs chefs de sécurité ont déserté leur service mais rares sont ceux qui acceptent de témoigner.

Munir Al Hariri parle de plus de 200 000 détenus en Syrie entassés dans les cellules des centres de détention comme à l'aéroport de Mezze à Damas. La Coalition Nationale Syrienne a filmé les cellules et salles de torture d'un centre de détention d'Idlib après sa libération et a diffusé ces images en juin 2015 sous forme de courts documentaires commentés par des témoignages d'anciens détenus de ce centre.¹³¹

Un photographe surnommé « Cesar » a été chargé par le gouvernement dès mars 2011 de photographier les prisonniers des centres de détention de la police militaire de Damas. Accablé par ce qu'il voit dans ces centres, il commence à transmettre les dossiers au groupe d'opposition « Courant National Syrien » (*Al-tayyar al-watani al-suri*), un groupe islamiste modéré faisant parti du Conseil National Syrien. En juillet 2013, il déserte son poste et fuit le pays vers la Jordanie. 45 000 photos ont été largement diffusées dont 26 948 photos de 6 627 prisonniers provenant de 24 centres de détention de Damas.¹³² Certaines de ces photos ont été exposées par l'ONU à New York début 2015.¹³³ Sur ces photos, les corps sont identifiés par des numéros. Il y a quatre photos par corps. Des dossiers sont constitués pour archiver les informations sur les morts. Tarek Maternawi, ancien détenu du centre de Damas et de l'hôpital militaire 601, où une partie des photos de Cesar ont été prises, travaille aujourd'hui avec d'autres militants à l'identification des victimes et à la diffusion de leur identité pour étayer les preuves.

En décidant de diffuser des informations confidentielles, les risques encourus sont lourds. Sur internet, les traces laissées par un internaute sont potentiellement un risque de se faire repérer et arrêter. Le réseau internet syrien est composé de trois câbles sous-marin. Le réseau est contrôlé par le Syrian Télécommunication Establishment (STE)

128 LDH, « Société de surveillance, vie privée et libertés »

57 "Disparus, la guerre invisible en Syrie", Sophie Nivelles-Cardinale, Etienne Huver, 15 mars 2015

130 HumanRightsWatch/YouTube, "Syria's Torture Centers Revealed", 2 juillet 2012

131 Syrian National Coalition /YouTube, Death Dungeons, 25 juin 2015

132 Opération Cesar, Garance Le Caisne, Stock 7 octobre 2015

133 Le Monde, "L'ONU expose l'horreur de la guerre en Syrie", 15 mars 2015

fondé par Bachar al-Assad et sous contrôle du ministère des Télécommunications et des Technologies qui met à disposition le réseau aux opérateurs et la Syrian Computer Society (3G) fondée par Bassel al-Assad. La STE a lancé un appel d'offres¹³⁴ en 1999 précisant qu'elle serait la seule compagnie à fournir internet aux opérateurs et qu'elle n'accepterait que des fournisseurs qui permettent le filtrage et la surveillance.

De nombreux sites ont été bloqués ou remplacés par des versions non sécurisées sur des périodes plus ou moins longues. Parmi eux figurent Facebook et Yahoo en 2011.

Comme ce fut le cas en Égypte, le gouvernement décide de rendre accessibles certains sites pour obtenir des informations sur les hacktivistes. « *Le gouvernement égyptien s'est largement abstenu de filtrer les activités sur Internet ou de bloquer des sites Web, préférant faire emprisonner ou harceler quelques blogueurs.* » En 2012, Le régime a tracké les activistes avec l'aide du cheval de Troie (logiciel malveillant) *Blackshades* créé en 2010 par un groupe de fraudeurs. Le principe de ce *trojan* est de s'installer à partir d'un clic sur le lien d'une vidéo et de contrôler l'ordinateur à distance. Des méthodes de *phishing* ont également été utilisées pour contrôler l'activité en ligne de certains activistes.¹³⁵

Internet est un outil à double tranchant. Il permet de dénoncer la dictature, d'informer mais aussi de surveiller, d'espionner et d'arrêter les dissidents. Si un acteur communique de son téléphone portable, il est alors géolocalisable, ce qui peut être un atout majeur pour un pouvoir qui peut intercepter les messages, tracer des groupes et anticiper les actions mises en place par l'opposition.

La société française Qosmos, spécialisée dans l'édition de logiciels depuis 2000 et leader du *Deep Packet Inspection*, qui permet d'intercepter les données circulant sur le réseau dont notamment les contenus de messageries, a été accusée en juin 2012 par la Ligue des Droits de l'Homme et la Fédération Internationale des Droits de l'Homme d'avoir fourni des

solutions informatiques d'espionnage à des entreprises collaborant avec le gouvernement de Bachar al-Assad dans un projet nommé « *Asfador* ».

La société Qosmos fournissait les sondes qui permettent de récupérer des informations sur le réseau, en ciblant par exemple un e-mail ou un nom. La première fuite sur ce projet vient du média Bloomberg en novembre 2011.¹³⁶ James Dunne, un des lanceurs d'alerte responsable du service de documentation technique de Qosmos a par la suite été licencié en décembre 2012 pour « avoir manqué à ses obligations de loyauté et de confidentialité ». Il a alors attaqué Qosmos aux Prud'hommes qui a déclaré son licenciement « sans cause réelle et sérieuse ». Qosmos a été condamné à lui verser 67 085 euros d'indemnités, avec exécution provisoire. Qosmos a fait appel mais la Cour d'appel de Paris a confirmé l'annulation du licenciement de James Dunne en octobre 2015.¹³⁷

Le projet comprend plusieurs entreprises : l'entreprise californienne NetApp Inc, la société allemande Utimaco à qui Qosmos sous-traitait et qui sous traitait elle-même à la société italienne Area Spa. Avec *Asfador*, les forces de sécurité étaient capables de voir à distance la navigation des internautes et de tracer les réseaux de contacts des internautes. Qosmos a porté plainte en septembre 2012 pour « accusations calomnieuses ». En avril 2014 est ouverte une information judiciaire et en avril 2015, Qosmos est placée sous le statut de témoin assisté du chef de complicité de crimes de torture.¹³⁸

Amesys, une autre entreprise d'informatique française, a été accusée d'avoir fourni, depuis 2006, du matériel de surveillance avec le Projet *Eagle* à Mouhamar Kadhafi et en 2011 de complicité de torture en Libye. Le 6 décembre 2011, Hervé Féron, député socialiste interroge le ministère des Affaires étrangères sur « le rôle de la France dans la vente et l'emploi d'armes technologiques destinées à la surveillance de l'internet

136 Bloomberg, «*Syria Crackdown Gets Italy Firm's Aid With U.S.-Europe Spy Gear*», 04 novembre 2011

137 Le Monde, «*Le lanceur d'alerte James Dunne gagne aux prud'hommes contre Qosmos*», 27 mars 2015

138 FIDH, «*La société Qosmos placée sous le statut de témoin assisté : une avancée importante dans l'affaire en cours*», 17 avril 2015

134 Technical Specifications for the National Internet Backbone and STPE ISP

135 Cairn, «*La révolte en réseau : le « printemps arabe » et les médias sociaux*», 2012

et donc, de la population en Libye ». Il demande un contrôle à l'exportation des technologies numériques de surveillance. Alain Juppé répond alors que « les systèmes informatiques auxquels il est fait référence sont développés sur la base de produits du marché grand public. A ce titre, ils n'entrent pas dans la catégorie des matériels de guerre ni dans celle des biens à double usage »¹³⁹. Leur exportation était alors jugée légale. Qosmos aurait d'autre part fourni à Amesys des sondes Jupiter d'interception de communications avant 2008.¹⁴⁰

Ces deux scandales ont été largement diffusés par de nombreux médias dont Médiapart, Libération, France Inter, Le Monde, France24, Le Figaro, etc. Ils ont bien évidemment été diffusés sur de nombreux blogs et médias indépendants pour la liberté d'expression en ligne dont « Révolte numérique »¹⁴¹ ou les médias en ligne comme « Numerama »¹⁴² ou « @rrêt sur images »¹⁴³ et les blogs comme « lesmoutonsenrages »¹⁴⁴. Le blog de Christian Paul le mentionne aussi¹⁴⁵. Il existe d'autre part des *hashtags* #Amesys et #Qosmos.

Il existe aussi des logiciels espions créés par des hackers, comme « Casper ». Casper est un *malware* détecté en 2014 sur le site du ministère de la justice syrien.¹⁴⁶ Des informations ont été diffusées par Le Monde d'après des informations provenant d'Edward Snowden sur un virus appelé Babar qui aurait été développé par des hackers français. Un autre virus appelé *Evil Bunny* a été analysé¹⁴⁷ par Paul Rascagnères, un spécialiste en cyber sécurité, qui remarque des similitudes de codage entre les trois virus *Babar*, *Evil Bunny* et *Casper*. Toutes les cibles étaient syriennes selon Joan Calvet, chercheur à l'ESET.

Bachar al-Assad occupait le poste de président de la société syrienne d'informatique avant de prendre le pouvoir. Un poste qui révèle un intérêt certain et un savoir faire en nouvelles technologies.

L'Armée Électronique Syrienne est un groupe de hackers créé en 2011 et affilié au gouvernement. Les analystes n'ont pas réussi à déterminer leur origine et leur position exacte. Toutefois le département américain pour la Justice a pu en démasquer trois en mars 2016¹⁴⁸ grâce à des communications échangées sur Gmail et sur Facebook : un homme originaire de Homs, un autre originaire de Damas et le dernier, Allemand.¹⁴⁹

Il existe d'autres groupes autoproclamés « cyber-armées ». McAfee dénombrait 14 groupes actifs début 2013 et majoritairement provenant de gouvernements totalitaires : « *Les pays dont ces groupes sont originaires se retrouvent, comme tous les autres, classifiés dans le rapport de Reporters Sans Frontières au sein du classement mondial de la liberté de la presse. (...) Si l'on excepte l'Arménie, tous les pays hébergeant ces cyber-armées se retrouvent à des rangs au-delà de 100. Et 9 sur les 13 ont un rang entre 138 et 176. Il n'est donc pas faux d'affirmer que ces groupuscules fleurissent surtout dans des pays à tendances totalitaires et extrémistes. Leurs membres sont des patriotes (authentiques ou manipulés) souvent qualifiés de cyber-guerriers. Ils prétendent agir au nom de leur gouvernement en soutenant généralement des thèses ultranationalistes. Leur réel engagement politique est souvent limité et leur idéologie confuse.* »¹⁵⁰

139 Assemblée Nationale, Question N° : 123675

140 Médiapart, «Qosmos-Amesys et libertés publiques», 21 août 2013

141 Revolte Numérique, «Affaires Amesys Qosmos et Cie»

142 Numerama, «Qosmos»

143 @rrêt sur images, «Qosmos, la start up française accusée de complicité de torture en Syrie» 10 septembre 2014

144 Les moutons enragés, «Qosmos : tel est fou qui croyait prendre», 15 mars 2015

145 Christian Paul, «La protection de la vie privée à l'heure de la surveillance numérique»

146 Le Monde, «Casper, le logiciel espion cousin de Babar qui surveillait la Syrie», 05 mars 2015

147 GData, «Babar: espionage software finally found and put under the microscope», 28 février 2016

148 BBC, «Syrian Electronic Army hacker suspects charged», 23 mars 2016

149 Departement of Justice Americain, "Computer Hacking Conspiracy Charges Unsealed Against Members of Syrian Electronic Army", 22 mars 2016

150 François PAGET, «L'hacktivisme», juillet 2013

les positions militaires, les membres des instances militaires et les technologies dont ils disposent. Ils récupèrent aussi des informations sur les organisations humanitaires : leurs plans, les besoins dans les différentes régions, les informations personnelles des réfugiés ou encore leur solidité financière.

Concernant les médias, ils ont récupéré des informations sur la connaissance et l'archivage des informations sur les violations de droits commis par le gouvernement, les rapports sur certains événements et les stratégies de communication des médias.

Ils traquent d'autre part les membres de l'opposition en repérant leurs activités en ligne et leurs réseaux. Ils ont aussi fermé un certain nombre de comptes Facebook et Twitter ou encore spammé des pages. Ils ont d'ailleurs piraté en 2013 Tango et Viber et volé les communications privées de millions de personnes.¹⁵¹

Ils attaquent aussi des acteurs politiques anti-régime comme le site de l'armée américaine et du bureau exécutif américain. Ils peuvent utiliser des techniques de *phishing*. Pour certaines entreprises, ils envoient des mails via une adresse d'un média en redirigeant vers des copies de pages non sécurisées pour récupérer les identifiants et les mots de passe des employés. Ils peuvent utiliser le même principe avec de simples liens sur des pages hackées. En avril 2013, ils envoient un tweet du compte de *The Associated Press* en disant que deux bombes avaient explosées à la Maison Blanche. Ce hack provoque alors une chute de la bourse de 200 milliards de dollars.¹⁵² CNN, le Washington Post et Time ont été hackés en août 2013. Pour Reuters, attaqué en juin 2014, les hackers ont redirigé le site sur une page où était inscrit « *Hacked by Syrian Electronic Army, Stop publishing fake reports and false articles about Syria ! UK government is supporting the terrorists in Syria to destroy it, Stop spreading its propaganda* ». ».

Il existe par ailleurs des hackers engagés contre le régime dans le monde entier. Le terme « *hacktiviste* » a été

utilisé pour la première fois en 1997 par le groupe de hackers « The Cult of the Dead Cow ».¹⁵³ En 2001, ils publient un manifeste de l'hacktivisme où ils déclarent : « *Nous sommes des hackers et des défenseurs de l'expression libre, et nous développons des technologies pour contester la censure parrainée par l'État de l'Internet.* »¹⁵⁴

Il est cependant délicat de savoir quel impact ils ont. Des actions comme celles d'Anonymous sont impossibles à analyser puisque de fait, Anonymous n'est pas une organisation définie mais regroupe des hacktivistes de plus ou moins haut niveau qui se disent agir au nom d'Anonymous. « *Les plus nombreux [hacktivistes] se regroupent sous la bannière Anonymous. Leur militantisme coopératif est basé sur des équipes d'individus à la fois focalisées sur la défense de causes très diverses à caractère local ou liées à des mouvements globaux comme l'alter mondialisme ou la lutte contre la Scientologie. Ils sont rejoints par de nombreux militants « post-it », activement engagés à certains moments, dormants à d'autres, mais restant informés (connectés) au groupe pour agir dès qu'un projet à défendre les galvanise. Anonymous est donc plus une idée qu'un groupe.* »¹⁵⁵ Olivier Laurelli, co-fondateur de *reflets.info*, lui même condamné pour des vols de documents sur internet¹⁵⁶, a déclaré à l'AFP que les actions d'Anonymous pouvaient être gênantes pour les services d'enquêtes, notamment lorsque les hackers suppriment des comptes.¹⁵⁷

Néanmoins d'autre groupes d'hacktivistes sont plus facilement identifiables, comme *Telecomix*. En juillet 2011, ce groupe de hackers engagés pour la liberté d'expression avait déjà développé des technologies de contournement de la censure sur internet en installant des points relais en Égypte lorsqu'internet a été coupé en 2011.

153 Les Inrocks, «Petite histoire du Web militantisme et de l'hacktivisme», 16 avril 2010

154 The Cult of the Dead Cow, « Hactivismo », 4 juillet 2001

155 François PAGET, «L'hacktivisme», juillet 2013

156 Liberation, Il télécharge des documents en libre accès, la justice le condamne, 22 mai 2015

157 Huffington Post Québec, "Attentats de Paris: La déclaration de guerre d'Anonymous est contre-productive", 16 novembre 2015

151 FireEye, Behind the syrian conflict's digital frontlines, 02 février 2015

152 FireEye, World War C : comprendre les motivations des États derrière certaines cyberattaques avancées

En Syrie, Telecomix a lancé une opération nommée *#OpSyria*. L'opération consistait à informer les opposants au régime des protections numériques et à proposer des serveurs proxy et VPN (tunnels chiffrés par un serveur distant) ainsi qu'un IRC (*tchat* protégé). Après une tentative ratée d'envoi de mails à des adresses mails syriennes trouvées sur internet, les hackers ont changé de procédé et ont redirigé toutes les pages du service internet syrien sur une page d'information sur les protections face à la surveillance. La page est apparue le 5 septembre en Syrie et a été efficace puisque les utilisateurs de l'IRC se sont multipliés.¹⁵⁸ Les sites d'Anonymous France ont par ailleurs relayé l'opération.¹⁵⁹

Telecomix a aussi récupéré des informations sur le fonctionnement de *BlueCoat*, une société américaine de surveillance du net qui s'est révélée être utilisée par le régime syrien.¹⁶⁰ Telecomix est un groupe d'acteurs de terrain, qui ne font pas de communication d'informations et de *leaks*. Ils donnent les outils aux populations pour agir par elles-mêmes. Leur rôle est cependant primordial pour que les informations circulent. Si les informations peuvent être envoyées à d'autres acteurs qui ont les moyens et l'envie de les diffuser, elles peuvent aussi avoir un impact sur la politique internationale.

D'autres réseaux se sont spécialisés dans la diffusion d'informations gênantes. Les fuites diffusées par les réseaux comme Wikileaks qui a maintenant un véritable poids dans le monde entier, ont un impact évident sur l'image des personnes concernées par ses fuites. Wikileaks s'est imposé comme une source de confiance et est cité par les médias internationaux qui publient ses fuites.

Wikileaks publie des fuites du monde entier depuis 2006. Aujourd'hui l'organisation revendique 10 millions de fichiers publiés. Qu'il s'agisse de documents politiques ou historiques, son but premier est de dévoiler des informations confidentielles. Julian Assange, le fondateur de Wikileaks a déclaré que « *la première victime de la guerre, c'est la vérité, les atteintes à la*

vérité commencent bien avant la guerre et se poursuivent bien après la fin de la guerre ». ¹⁶¹ Sur son site, Wikileaks invite les internautes en possession de telles informations à les envoyer au moyen d'un lien sur le réseau Tor qui protège l'anonymat du diffuseur. Le 5 juillet 2012, Wikileaks a publié les *Syria Files*, plus de deux millions de mails embarrassant de figures politiques syriennes, ministres et sociétés, datés d'août 2006 à mars 2012.¹⁶²

Lorsque les *leaks* concernent un gouvernement, il peut pâtir d'une image salie sur la scène internationale. Des accords entre un tel gouvernement et un tiers mettent à mal l'image de ce second. Il n'est pas forcément habile dans ce cas de s'associer et ce, qu'importe le sujet. Ainsi lorsque des membres des Républicains et du FNJ se sont rendus en Syrie et ont rencontré Bachar al-Assad au sujet des Chrétiens d'Orient, ils ont été largement critiqués par de nombreux médias comme l'article du Lab d'Europe 1 qui titre « L'album de vacances de députés LR et de l'ex-président du FNJ en week-end chez Bachar al-Assad ». ¹⁶³ Même dans un but humanitaire, l'image de Bachar al-Assad est trop dégradée pour qu'une visite politique puisse être vue de façon positive.

Les médias syriens diffusent aussi des *leaks* directement sur leurs plateformes numériques. *Zaman al-Wasl*¹⁶⁴ est un média indépendant syrien. Ce site a diffusé la liste de 1 736 documents d'identité de djihadistes en mars 2016. Des djihadistes d'une quarantaine de pays recrutés par l'état islamique y sont présents. On dénombre 72 % d'Arabes dont 25 % de Saoudiens contre seulement 1,7 % de Syriens.¹⁶⁵ Le dossier qui contenait environ 22 000 fiches contenait de nombreux doublés. Ils ont pu être publiés après un mois de travail. Ce dossier proviendrait d'activistes de Raqqa. Cependant, il est assez difficile de connaître la source première.

Fathi Bayoud, membre de *Zaman al-Wasl*, travaillait avant la révolte pour *SANA (Syrian Arab News Agency)*, un

158 Le Figaro, « #OpSyria: des hackers contre la censure syrienne, 15 septembre 2011
159 anonymous-france.eu, Telecomix Syrie, 12 septembre 2011
160 Reflets.info - Fihmt.com - Reporters sans frontières/Syrie

161 LCP, « Wikileaks Enquete sur un Contre Pouvoir », juillet 2015
162 BBC, "Syria files: Wikileaks releases 2m 'embarrassing' emails ", 5 juillet 2012
163 Europe1, "L'album de vacances de députés LR et de l'ex-président du FNJ en week-end chez Bachar al-Assad ", 27 mars 2016
164 Zaman-en
165 Zaman, « Exclusive: 1736 documents reveal ISIS jihadists personal data », 08 mars 2016

média syrien officiel. Il explique que la situation des journalistes avant la révolte était particulièrement délicate. Les déplacements à l'étranger nécessitent une autorisation préalable du ministère de l'Information ainsi qu'une lettre de leur employeur à l'étranger. Les agences de presse dans les zones contrôlées par Bachar al-Assad appartiennent à l'État. Elles sont d'autre part liées au ministère de l'Information. Les journalistes récupèrent directement les sujets et sont payés après chaque reportage. SANA a lancé un site web en 1997.¹⁶⁶ Depuis 1963, aucun journal indépendant n'a été créé.

Un autre journaliste, Stephen Starr a travaillé de 2007 à 2012 à Damas en tant que journaliste pour *Forward*, un média anglophone syrien nationalisé en 1958. Il raconte qu'en juillet 2011, une campagne publicitaire est lancée à Damas par le gouvernement pour appeler au calme dont un des slogans était « *Je suis du côté de la loi* ». Peu de temps après, des activistes antigouvernementaux ont commencé à poster des photo-montages de cette campagne en changeant les textes comme « *Je suis avec la loi, mais où est elle ?* ». Après un échange avec le directeur du média anglophone syrien Baladna, Basel Bannoud, il raconte que leur budget s'est effondré à cause de l'absence de publicité et que leur équipe a dû être divisée par trois. Pour lui, le gouvernement fait appel aux médias lorsqu'il a besoin d'une information et n'accorde les contrats qu'à ceux liés au régime. Cela serait le cas pour n'importe quelle entreprise. Le gouvernement choisit en général des entreprises dont les salariés sont des chrétiens pro-régime ou des alaouites et leur donne les licences. D'autre part, les journalistes étrangers sont suivis sur le terrain par des membres des services de sécurité, ce qui ne leur permet pas d'effectuer des interviews directes avec les populations.¹⁶⁷

Aujourd'hui, certains journalistes ont pu quitter les territoires contrôlés par le gouvernement et travailler pour des médias indépendants. Alors quelles sont les actions des populations et comment l'opposition utilise-t-elle les outils numériques ?

3.b. Activités en ligne de l'opposition

Shiraz Maher, l'une des auteurs d'un récent rapport du Centre International pour l'étude de la radicalisation par l'utilisation des réseaux sociaux dans le conflit syrien, affirme à la BBC que « *c'est le conflit le plus socialement médiatisé de l'histoire* ».

Pendant le conflit, les journalistes internationaux ont eu un accès limité aux zones de guerre, contrairement aux crises en Égypte ou en Tunisie. Rares sont ceux qui ont risqué d'envoyer des reporters, même si quelques-uns ont pu entrer. Reporters sans Frontières compte 47 journalistes et 139 citoyens journalistes tués depuis mars 2011. La Syrie est classée 176^{ème} sur 179 au classement mondial de la liberté de la presse. Les journalistes n'ayant pas d'accès aux zones de conflits, les informations ont été largement diffusées grâce à internet ou aux médias sociaux. Sans la participation des citoyens journalistes, les informations ne peuvent pas être partagées. La collaboration entre les activistes et les médias est essentielle pour que les médias internationaux puissent couvrir la crise syrienne. Il existe une convergence entre les populations et les médias. Les hacktivistes sont à la fois spectateurs, acteurs et diffuseurs. Les médias internationaux sont une importante alternative pour montrer la situation et mobiliser les instances internationales.

Quand en début 2011 apparaissent les premiers appels massifs aux manifestations sur internet, on a pu voir lors des manifestations du printemps arabe de jeunes manifestants munis de téléphones portables, filmant et diffusant les images en temps réel. « *Nombre de composantes des répertoires protestataires (manifestations, sit-ins, fêtes...) fonctionnent désormais sur un mode dédoublé. A l'action de premier degré, qui manifeste la force du groupe mobilisé, contribue à la création ou à la maintenance d'une relation entre participants et exprime des revendications, se superpose de façon de plus en plus pesante une action de second degré. Celle-ci est orientée vers la mise en scène médiatique de la protestation. Il s'agit aussi, parfois d'abord, d'agir pour obtenir des articles, du temps d'antenne, un compte rendu favorable.* »¹⁶⁸

166 Syrian Arab News Agency

167 STARR, Stephen, 15 Aout 2015, « Revolt in Syria : eye-witness to the uprising », 2nd Ed

168 Erik Neveu, « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », 1999
Volume 17 Numéro 98 pp. 17-85

Internet est un outil idéal pour diffuser des informations et l'utilisation massive d'internet durant les protestations montre de nouvelles stratégies dans le soulèvement des peuples, dans un nouvel espace d'expression accessible. Selon la théorie de Patrick Champagne sur la « manifestation de papier », les manifestations n'ont d'impact que si elles sont médiatisées. Avec les médias sociaux en ligne, cette médiatisation est réalisable par la société civile.

Si les acteurs des révolutions du printemps arabe sont majoritairement des jeunes, en Syrie, la majorité de la population est tout simplement jeune. L'âge médian est de 23 ans pour les hommes et 24 ans pour les femmes selon l'estimation de la CIA de 2015. Ils connaissent les outils numériques et les exploitent.

Depuis qu'internet est disponible au grand public, il est un outil idéal pour la société civile. L'utilisation massive d'internet durant les protestations montre de nouvelles stratégies dans le soulèvement des peuples, dans un nouvel espace d'expression.

Au cours de mes recherches, j'ai pu identifier plusieurs types d'utilisation d'internet : un outil de diffusion d'informations, un outil de coordination des actions, un outil fédérateur et un outil de sensibilisation. Ces stratégies de communication sont distinctes mais fondamentalement complémentaires. En effet les revendications ne sont possibles que si le conflit est médiatisé. La diffusion d'informations permet de légitimer les actions sur la scène internationale. Parmi les médias syriens importants que j'ai pu observer comme l'*Aleppo Media Center* (AMC), *Shaam* ou encore *Zaman*, j'ai remarqué qu'ils tiennent une ligne éditoriale relativement proche des grands médias internationaux. Il est manifeste que cela favorise une collaboration puisqu'ils publient aujourd'hui des sujets de manière similaire. D'autre part certains ont travaillé avec des journalistes internationaux sur le terrain avant qu'ils ne quittent le territoire, ils ont pu acquérir certains codes et certaines techniques.

Internet utilisé comme outil d'organisation concerne principalement les réseaux sociaux même s'il existe d'autres moyens comme les *tchats* qui s'apparentent aux réseaux sociaux par leur forme de communication « *many to many* ». Les réseaux sociaux sont des outils de

coordination très efficaces puisqu'ils permettent aux populations d'obtenir les dernières informations et de communiquer leurs propres informations à grande échelle, en temps réel et n'importe où puisqu'ils utilisent majoritairement les téléphones portables pour se connecter.

Internet est aussi utilisé comme un outil fédérateur pour motiver l'opposition et garder un espoir en échangeant sur la culture et les valeurs communes, en partageant des expériences. Ces échanges peuvent ressouder les communautés. Par ailleurs l'entraide est très présente sur les réseaux sociaux et il est vrai que dans certaines zones, les populations doivent s'organiser seules pour réorganiser une vie sociale désintégrée. Enfin, sur internet, l'opposition montre une image positive qui suscite l'empathie afin d'élargir son influence et de trouver des soutiens extérieurs.

Diffuser

Lors d'un entretien que j'ai eu avec Nicolas Hénin, journaliste français enlevé par l'état islamique le 22 juin 2013 et libéré le 12 avril 2014, ce dernier m'a confié qu'une question revient de manière récurrente chez ses collègues journalistes. Ils lui demandent s'il y a une documentation « crédible » des événements syriens.

Pour Nicolas Hénin, les vidéos de faits diffusés par la population sont tellement nombreuses comparées aux fausses vidéos que YouTube reste le centre d'archive vidéo le plus complet. YouTube est utilisé en masse pour diffuser des vidéos. La grande majorité de ces vidéos ne laisse pas place au doute. On trouve souvent plusieurs vidéos prises par différentes personnes pour un même événement donné. L'avantage de YouTube est bien évidemment l'image qui permet de capter rapidement l'audience.

Dans le cas de l'état islamique, on constate qu'il existe une vraie stratégie de communication. Très présents sur YouTube, les djihadistes ont créé des affiches, des radios, des magazines dont le magazine numérique de propagande « *Dabiq* ». Leur système de propagande est complet et organisé méticuleusement pour attirer un maximum de combattants. Ils ont même lancé une application Android pour l'apprentissage du djihad dès le plus jeune âge. « les bambins apprennent l'orthographe avec des « *P comme pistolet* » et des « *R comme roquette* » » ¹⁶⁹ En comparaison

169 BFMTV, «L'effroyable application avec

avec les vidéos diffusées par al-Qaïda, nous voyons bien que l'EI a beaucoup misé sur la mise en scène. En effet sur les premières vidéos d'al-Qaïda, on voit souvent un homme seul parler devant une caméra fixe, les plus connues étant les vidéos enregistrées par Ben Laden.¹⁷⁰ De son côté, l'état islamique met en scène et réalise ses vidéos avec tout l'univers du jeu vidéo, violence, explosion, mise en scène, effets spéciaux etc. Il vise bien un public précis de jeunes.

Dans le cas des journalistes indépendants, le but n'est pas le même. Il ne s'agit pas de recruter des combattants mais de diffuser rapidement des preuves des événements. Elles sont majoritairement prises à l'aide de téléphones portables de qualité moyenne même si de plus en plus, les médias parviennent à s'équiper de caméras et d'équipements professionnels. Aujourd'hui ils peuvent éventuellement éditer les vidéos car ils disposent de plus de moyens et de techniciens qualifiés. Ils peuvent monter les vidéos, ajouter des voix off ou encore des sous-titres pour capter une audience étendue. Selon les réseaux, on trouve donc tous types de vidéos, de différentes qualités. Les vidéos sont prises pour diffuser les événements ou éventuellement un message. Lorsque les déserteurs de l'armée de Bachar al-Assad déclarent la création de l'Armée Syrienne Libre le 29 juillet 2011, ils postent immédiatement une vidéo sur YouTube.¹⁷¹ On voit bien que la vidéo a été prise avec des moyens limités mais le but de cette vidéo est d'abord de diffuser un message, la qualité de la vidéo a donc une importance secondaire.

Le sociologue Fabien Granjon note dans une étude sur le militantisme en France que les militants s'emparaient des techniques liées à internet dans les années 90. Les militants étaient souvent très actifs et issus de certaines catégories sociales. *« On peut d'ailleurs pointer une sorte de paradoxe : alors que les mouvements auxquels je me suis intéressé sont plutôt porteurs d'une critique sociale liée aux questions de précarité et de désaffiliation, et s'efforcent donc de travailler avec des populations parfois très marginales, on trouve toujours en leur sein une sorte de premier cercle*

*militant — on pourrait presque parler d'une « élite militante »... —, regroupant des individus qui en général ont déjà eu auparavant d'autres engagements, disposent d'un fort capital culturel et d'un haut niveau de certification scolaire, et sont évidemment les premiers, voire les seuls, à mobiliser les ressources du Net de manière très poussée. »*¹⁷²

Un média peut se concevoir de plusieurs manières. Un média peut être objectif ou prendre position en raison d'intérêts particuliers. Les médias en démocratie doivent respecter une certaine éthique. En Europe, les syndicats de journalistes suivent des chartes déontologiques. Il existe de nombreux codes propres au journalisme. Un média démocratique doit faire en sorte que l'information soit visible et compréhensible par tous sans prendre position. Dans le cas de la Syrie, les médias étatiques sont entièrement contrôlés par le gouvernement. Qu'en est-il des nouveaux médias indépendants ? Quelles sont leurs positions et comment traitent-ils l'information ? Peuvent-ils réellement rester objectifs dans un état de crise ? Comment s'organisent-ils face aux difficultés du terrain et quelles sont leurs motivations ?

Les médias indépendants internes à la Syrie se sont beaucoup développés depuis le début de la guerre. A partir de 2012, après un an de violences, de nombreux activistes ont commencé à se rassembler et à voir dans la création d'agences de presse un moyen de faire front par l'information des populations mais aussi par la diffusion internationale, espérant un soutien extérieur. Les médias libres sont une dimension indispensable d'une démocratie. Ils informent, portent à la réflexion et à la discussion. A l'apparition de la télévision, les informations étaient intégralement contrôlées par l'État. Aujourd'hui avec les réseaux satellitaires et internet, les médias ont aboli les frontières. Néanmoins au Moyen-Orient, la censure des gouvernements autoritaires est repandue. La prolifération des centres de presse en Syrie révèle un profond besoin d'expression et internet offre un moyen de communication pour des individus qui ne peuvent pas s'exprimer librement dans l'espace public sans s'exposer à la critique liée à une certaine culture d'interdits.

laquelle Daesh veut embrigader les enfants» 17 mai 2016
170 Buford T. Justice/YouTube, "Osama/Usama Bin Laden On 9/11", 14 juillet 2007
171 Thesyrianinterpreter/YouTube, "Defected officers declare the formation of "Syrian Free Army", 29-7-2011"

172 Granjon Fabien. L'Internet militant Entretien avec Fabien Granjon. In: Matériaux pour l'histoire de notre temps, n°79

Des médias indépendants ont développé des stratégies de communication bien avant internet. Dès les premiers dessins de la préhistoire, laisser une empreinte a été un moyen de communication personnel dans le but d'être visible par d'autres.

Benjamin Bayard, président de *French Data Network*, fait souvent référence à la création de l'imprimerie, qui a suscité une certaine appréhension, pour expliquer la peur d'internet : « les gens à qui Internet fait peur sont à peu près les mêmes que ceux à qui l'imprimerie faisait peur : ceux qui ont un business en place »¹⁷³. Dans le cas du conflit syrien, internet a un enjeu qui est effectivement un vecteur d'influence et donc un outil nuisible au gouvernement syrien qui perd en partie le contrôle de l'information.

« Il y a eu la société de l'écriture manuscrite qui a permis le passage de la préhistoire à l'histoire, puis la société que l'imprimerie a formée qui est l'un des facteurs clés dans le passage du Moyen-âge à la Renaissance et enfin, il y a internet, qui change beaucoup plus profondément les tissus sociaux que la télévision.¹⁷⁴ » « Le lien entre la renaissance et l'imprimerie n'est pas un simple lien de causalité : ce n'est pas parce que l'imprimerie a été inventée qu'il y a eu la renaissance. C'est parce que la société a eu besoin de changer qu'elle avait besoin de se doter d'un outil pour diffuser le savoir. »¹⁷⁵

Ces propos sont comparables aux révoltes du printemps arabe. Internet est un nouvel outil, mais les révolutions ne peuvent pas lui être imputées.

« Il y aurait d'un côté des médias, de l'autre des mouvements sociaux. Or, la représentation de mouvements sociaux confrontés à des médias qui leurs seraient extérieurs et étrangers n'est pas sans poser quelques questions (...) historiquement nombre de mouvements sociaux ont su - savent encore - se doter d'une presse et d'une palette d'instruments de communication autonomes. Le mouvement chartiste britannique disposait d'une presse tirant par centaines de milliers d'exemplaires. »¹⁷⁶

173 Liberation, «L'Internet fait peur, comme autrefois l'imprimerie», 7 mars 2009

174 YouTube, «Comprendre un monde qui change : Internet et ses enjeux - Benjamin Bayart», 15 Novembre 2013

175 Agoravox, «Comprendre un monde qui change : Internet et ses enjeux », 8 novembre 2013

176 Erik Neveu, «Médias, mouvements sociaux,

Il existe de nombreux centres d'information dans les villes libérées par l'Armée Syrienne Libre où le climat permet d'effectuer un travail de journaliste. Les moyens techniques ont aussi évolué depuis 2011. Youcef Seddik, directeur de l'*Aleppo Media Center* (AMC) dit qu'il ne pourrait pas les dénombrer dans la seule ville d'Alep. Ces médias sont plus ou moins importants, il peut s'agir de petites agences de presse comme *Edlib News Network*, qui est composée d'une douzaine d'activistes, où de réseaux plus importants communiquant avec les médias internationaux comme *Zaman*, *Shaam* ou l'AMC.

Les centres de presse travaillent aussi entre eux. Des petits médias peuvent communiquer avec des réseaux plus importants des informations que ces derniers pourront retransmettre à plus grande échelle. Cela permet de vérifier les informations grâce à un réseau de correspondants connus. Ces échanges sont aussi essentiels aux activistes pour obtenir les informations sur les événements qui se passent dans d'autres régions. Les médias internationaux fonctionnent avec des réseaux de correspondants qui ne peuvent pas se déplacer sur tout le territoire. En effet en Syrie, les médias se cantonnent souvent à des territoires d'échelle au mieux régionale.

Les réseaux de journalistes ont des motivations similaires. Dans les zones libres, les médias sont contre le gouvernement et contre l'état islamique. Leurs opinions peuvent différer sur d'autres groupes d'oppositions selon leur position géographique. Les nouvelles sur les Kurdes qui se concentrent sur les territoires du nord, nord-est sont plutôt abordées par les médias de cette région tandis qu'un média comme *Raqqa is Being Slathered Silently* (RBSS) se concentre sur l'état islamique.

Les centres de presse ont mis en place de nombreux moyens de diffusion des informations. Ils sont tous présents sur internet mais diffusent aussi sur d'autres supports. Il existe aujourd'hui huit journaux locaux distribués gratuitement mais aussi des radios indépendantes comme *Radio Fresh* qui émet depuis Kafr Nabel pour donner des nouvelles de la région. On trouve aussi des chaînes de télévision d'opposition comme *Orient News* et *Syria Tomorrow*.

De nombreuses radios ont émergé du conflit. *Media Support* en comptait au moins une vingtaine en 2014. La radio analogique a pu être utilisée pour diffuser l'information en

palliant aux coupures de réseau. Certaines radios diffusent aussi en ligne. Selon Enrico de Angelis, spécialiste des médias arabes et professeur à l'université américaine du Caire, les radios sont aussi plus intéressantes sur le plan économique. Il existe différents types de radios, tout comme les autres médias syriens, elles diffusent soit des informations locales comme *Radio Fresh*, soit des informations nationales comme *Radio Orient* ou encore *Radio ANA*.

Leurs choix éditoriaux sont parfois liés à leurs contraintes : impossibilité de se déplacer, réseau restreint, moyens financiers trop faibles. Leurs contenus peuvent aussi être en lien avec une volonté de diffuser localement. Cela peut même se restreindre à certains groupes par le choix du ou des langages de diffusion. Les lignes éditoriales sont également diverses. Chaque média choisit de traiter ou non des sujets. Ainsi *Radio Fresh* diffusera des sujets sur la société quand *Al kul* ne diffusera que des informations factuelles.¹⁷⁷

Un point commun à la plupart de ces médias est qu'ils sont composés de jeunes citoyens dont la plupart n'étaient pas destinés au journalisme mais le sont devenus suite aux révoltes. De nombreux citoyens journalistes ou activistes indépendants ont fait le choix de s'associer à un centre de presse. Le journalisme en Syrie s'apparente aujourd'hui davantage à une forme d'engagement civique. Mais cela est le cas pour d'autres professions. Comme l'explique un médecin d'Alep lors d'un reportage de Vice, il est impensable pour certains médecins d'arrêter ou de quitter le territoire.¹⁷⁸ Les activistes qui ont choisi de s'investir dans ces médias risquent une répression violente. Ils doivent protéger leur identité pour se protéger eux-mêmes et protéger leur famille. Ils risquent d'autre part des attaques en se rendant dans des zones de danger.

Selon la taille des centres de presse, la diffusion se fait à plus ou moins grande échelle et n'a pas tout à fait les mêmes objectifs. Les petites agences se concentrent davantage sur les nouvelles locales qui sont alors diffusées, typiquement, dans une ville et au besoin partagées avec de plus grands réseaux. On voit sur Twitter où l'activité est visible par tous, que les médias locaux se suivent les uns les autres. Ils ont alors accès aux articles, images, vidéos et autres publications de manière quasi-instantanée.

Les organismes de presse internationaux ont rapidement fait appel aux médias restés sur le terrain pour avoir des images sûres, vérifiées par ces correspondants locaux. Plusieurs médias ont noué des partenariats avant de s'exiler hors de Syrie. Les grands médias qui ont dû quitter le territoire face au danger ont pu contacter leurs anciens collaborateurs sur place. Néanmoins ces médias ne sont pas en mesure de fournir une protection aux journalistes locaux.

Pour les médias indépendants, la majeure partie des sujets couverts concernent les nouvelles militaires des zones de conflits et les nouvelles politiques. Ces rédactions diffusent aussi des informations sur les actions humanitaires et plus particulièrement les petites agences de presse qui publient les actualités des services comme les centres de distribution alimentaire, les hôpitaux ou les écoles qui changent parfois de lieux. Ils publient aussi des informations sur les nouvelles des conseils locaux et leurs actions de reconstruction dans les villes. Cela peut aussi concerner les actualités de *The Syria Campaign*¹⁷⁹ qui développe des solutions d'approvisionnement de nourriture et d'aide médicale mais aussi les actions des *White Helmet*¹⁸⁰ (en partenariat avec *The Syria Campaign*) qui s'occupent entre autres du sauvetage des victimes de bombardements.

Les journalistes comptent sur eux-mêmes. Ils construisent parfois leurs locaux et récupèrent du matériel, ont des moyens souvent limités même si certains réseaux ont réussi à accumuler du matériel professionnel adapté à leur travail.

« Une caractéristique forte des nouveaux mouvements politiques ou sociaux : ils permettent un transfert facile des compétences privées et/ou professionnelles dans le domaine militant, et cela a sans doute beaucoup joué pour l'appropriation des nouveaux outils à un niveau organisationnel »¹⁸¹

Nous l'avons vu, parmi les médias majeurs basés en Syrie figurent *Zaman*, *Aleppo Media Center*, *Shaam News Network*, *Raqqa Is Being Slaughtered Silently* et *Syria Revolution Network*. Nous allons étudier leurs modes de fonctionnement.

179 *The Syria Campaign*

180 *White Helms*

181 Granjon Fabien. L'Internet militant Entretien avec Fabien Granjon. In: Matériaux pour l'histoire de notre temps, n°79

177 CFI, « Les nouvelles radios syriennes, Bilan, défis et perspectives », juin 2015

178 l'explicit - Vice, Syria, 6 juin 2013

Shaam News Network est un réseau indépendant syrien diffusant en arabe et en anglais, bien que la section anglaise du site web ne soit plus disponible actuellement. Ce réseau a été fondé en 2011 par Abulhassan Abazeed. Il est basé à Damas mais dispose de plusieurs infrastructures sur le territoire et ne communique pas sur le nombre de contributeurs à son réseau.

L'organisation produit de nombreux articles sur la situation politique. Elle suit les avancées diplomatiques de la Coalition Nationale Syrienne et des instances internationales. *Shaam* tente de couvrir la révolte syrienne et d'informer les Syriens sur le territoire mais aussi de servir de relais pour les médias internationaux. Ses informations et vidéos sont retransmises sur des médias arabophones (notamment Al Jazeera) et anglophones. En France, ses vidéos ont été diffusées à plusieurs reprises par France Télévisions, France 24, TV5 Monde, LCP AN, le site web de Radio France ou encore Arte. *Shaam* revendique une démarche « objective » tout en affichant clairement une opposition farouche au gouvernement et aux islamistes.

Ses équipes sur le terrain sont composées de jeunes citoyens journalistes. L'organisation a développé des équipes de vidéastes et de photographes. Elle fournit à ses journalistes des instructions et des supports techniques pour les aider à protéger leur identité en ligne, notamment les messageries.

Le site web de *Shaam* rassemble des articles sur les nouvelles syriennes, sur les actions militaires, humanitaires, des informations économiques et d'autres actualités syriennes. La rédaction produit des documentaires et développe une banque d'images d'archives dédiée à la révolution syrienne.

Le réseau *Shaam* est construit en six départements organisés autour d'un pôle de direction. La direction générale et un conseil d'administration coordonnent le réseau.

Un département financier gère les questions de budget des nombreux projets.

Le département stratégique analyse le terrain pour organiser les positions des différents journalistes en fonction des événements. La direction définit des objectifs pour répartir les journalistes dans les points stratégiques tout en évitant de les mettre dans des situations périlleuses. *Shaam* développe un réseau de communication destiné aux journalistes sur les zones en mouvement.

Le troisième département concerne les relations publiques où une équipe travaille sur la commercialisation des activités et sur la construction d'une image vendeuse pour les médias clients et les agences de presse. Ce service, entre communication et marketing, donne des directives aux journalistes pour valoriser l'image de la révolution syrienne sur la scène internationale. En ce sens *Shaam* a un positionnement militant.

Le quatrième département est en charge des ressources humaines. Il travaille d'abord sur la cohérence du réseau et l'organisation humanitaire selon les besoins stratégiques. Il essaie de rassembler du personnel qualifié pour les projets techniques qui demandent un savoir-faire particulier. Il dispose aussi d'une capacité de formation des nouveaux employés, en particulier sur des questions informatiques : d'abord la sécurité sur internet, puis celle sur le terrain.

Un département technologique qui a pour fonction de sécuriser les systèmes d'information, le site de l'organisation et ses communications avec les journalistes. Ce service fournit en cas de besoin un appui technique aux correspondants sur le terrain.

Le dernier et le plus important département est celui de mise en forme et de diffusion par réseau satellite. Cette division est elle-même composée de plusieurs pôles. Elle y gère principalement la communication des médias et des informations des journalistes sur le terrain et diffuse quotidiennement des nouvelles sur les manifestations et nouvelles humanitaires sur leur site web. Elle produit des rapports écrits sur l'évolution des positions militaires et des groupes armés, des bombardements et des différentes attaques, et réalise des rapports vidéos montés et commentés grâce à une équipe spécialisée.

182 *Shaam*

Pour cela une équipe de graphistes, d'infographistes et de vidéo a été formée. De plus, ce département est organisé dans le but d'échanger avec les Syriens mais aussi avec le monde. Pour cela le département a ouvert une section de traduction en anglais et en espagnol. Des traducteurs travaillent sur les textes aussi bien que sur les vidéos. Les équipes sélectionnent des vidéos qu'elles commentent et/ou sous-titrent, transmettent à l'équipe vidéo et diffusent les contenus. L'équipe anglophone comprend aussi des médiateurs entre *Shaam* et des médias clients, ils répondent surtout aux demandes des médias internationaux. Ce département a par ailleurs développé un pôle culturel qui diffuse de la littérature et divers écrits qui peuvent être des histoires ou des poésies sur la révolution syrienne. Enfin un pôle audiovisuel s'occupe de la mise en place des contenus multimédias.

Shaam peut diffuser les vidéos directement sur leur YouTube en arabe, en anglais ou en espagnol ou transmettre des fichiers via internet aux médias internationaux.

ALEPPO MEDIA CENTER #AMC

Le réseau *Aleppo Media Center* (AMC) est un réseau de 35 personnes établi à Alep. Son équipe est composée de photographes, de journalistes et de techniciens. L'AMC a été créé en 2011 pour former un réseau d'information en collaboration avec des médias internationaux dont notamment Reuters, Al Arabiya et l'AFP. Comme *Zaman*, l'AMC forme des citoyens volontaires au journalisme. Elle fournit aussi des informations et des vidéos à des chaînes d'information de l'opposition comme *Orient News* et *Syria Tomorrow*. Le réseau AMC est actif sur les réseaux sociaux arabes mais a gelé ses activités sur les réseaux en anglais en 2014. Sur Twitter, le compte arabophone @AleppoAMC a plus de 21 700 *followers* et leur compte anglophone @AMCEnglish en a 2 700. La page Facebook en langue arabe compte 35 000 *likes* et tout comme pour Twitter, sa page en anglais compte 3 300 *likes* bien qu'elle ne publie plus depuis 2014. Sur son site web, *Aleppo Media Center* publie le même type de contenu que *Zaman*, avec en plus quelques actualités internationales et un onglet sport qui se concentre principalement sur le football. La version anglaise originellement

présente a été arrêtée. AMC est aussi à l'origine d'une station de radio montée dans le nord du pays fin 2015.¹⁸³

Youcef Seddik et Zein al-Rifai, co-fondateurs de l'AMC ont tenu une série de rencontres et de conférences en France et en Belgique avec le soutien du Collectif des amis d'Alep, une association française.

En 2011, l'actuel directeur de l'AMC, Youcef Seddik, étudiait la littérature à l'université de Damas. Quand la révolte a débuté, il s'est retranché en 2011 à Alep et s'est formé sur le terrain au journalisme jusqu'à fonder ce réseau. Quand, en 2012, l'Armée Syrienne Libre libère près de 70% de la ville, des journalistes étrangers arrivent alors dont certains vont travailler en collaboration avec l'AMC.

Zein al-Rifai, lui, était aussi étudiant en littérature, mais à l'Université d'Alep. Il a travaillé avec les chaînes locales mais aussi pour Al Jazeera qui était alors la seule télévision du Moyen-Orient à diffuser des informations sur les attaques en Syrie avant la création des chaînes d'opposition. Zein est correspondant pour l'AFP depuis 2013. Il raconte que les smartphones sont très présents en Syrie et qu'au départ, les deux fondateurs de l'AMC filmaient eux-mêmes à l'aide de smartphones. Pour Zein, il est difficile de rendre compte des événements de manière objective étant donné la proximité des producteurs d'information à leur sujet et l'état émotionnel dans lequel les citoyens journalistes se trouvent.

Six membres de l'équipes ont trouvé la mort, cinq à Alep et ses alentours lors de bombardements entre 2012 et 2014, un autre a succombé des suites de tortures après avoir été capturé dans une zone contrôlée par le gouvernement en 2015.

Trois hommes et une femme qui travaillaient dans la même zone ont aussi été capturés et torturés mais ont finalement été relâchés.

Les bureaux de l'AMC ont été visés par des bombardements fin 2013.

« Nous nous sommes adressés au monde mais nous cherchons encore l'écho. »

Zein al-Rifai,
Cofondateur de l'AMC,
Correspondant pour
l'AFP en Syrie,
15-03-2016

¹⁸³ CFI, "Aleppo Media Center" lance sa radio au nord de la Syrie" 17 décembre 2016

Dans les régions contrôlées par l'état islamique, certains réseaux se sont spécialisés sur les djihadistes. Ils peuvent aussi être contactés par ceux qui souhaitent quitter les territoires occupés par l'état islamique. Les informations qu'ils détiennent peuvent être utilisées comme preuve de bonne foi et comme une monnaie d'échange.

Parmi ces réseaux, *Raqqa Is Being Slaughtered Silently* : ce média a été créé en 2014 par un groupe de 18 activistes anti-Assad originaires de Raqqa. La ville étant la capitale autoproclamée de l'état islamique, ses membres ont décidé d'ouvrir un média essentiellement basé sur les nouvelles des avancées de l'état islamique. Leur site web est en arabe et en anglais. Le compte Twitter @Raqqa_SL qui compte 56 700 *followers* (pour 467 suivis) publie également en anglais et en arabe alors que le compte Facebook de RBSS qui compte 392 700 *likes* ne diffuse qu'en arabe. Abu Mohammad, un des fondateurs, chargé de la rédaction des articles, explique ce choix en raison du système de traduction de Facebook qui permet aux utilisateurs anglophones de comprendre leurs publications. *Raqqa Is Being Slaughtered Silently* a reçu le Prix international pour la liberté de la presse du CPJ (*Committee to Protect Journalists*).

Aujourd'hui, l'organisation compte moins d'une vingtaine de membres. La majeure partie de l'équipe est basée à l'intérieur de la ville de Raqqa. Ces membres font le travail de terrain et mettent tous les documents, les vidéos et les images en ligne sur un réseau sécurisé qui leur sert aussi à échanger des informations.

Tous ont suivi des cours de sécurité informatique. Les autres membres s'occupent de la diffusion et de la mise en forme en dehors de la ville, dont Abdalaziz Alhamsa, porte-parole exilé en Allemagne qui gère la quasi-totalité de la diffusion sur internet et fait la transition avec les médias internationaux sur la situation à Raqqa.

C'est le média indépendant le plus important de la région. Les membres travaillent en collaboration avec de nombreux médias internationaux comme le *Huffington Post*, *France 24*, *The Telegraph*

ou encore *The Guardian*. *Raqqa Is Being Slaughtered Silently* a été connu dès le commencement du conflit et rapidement sollicité par la presse internationale suite à un rapport diffusé sur l'échec de la mission américaine pour libérer le journaliste James Foley et les otages américains l'été 2014. Cette source s'est révélée précieuse pour les médias internationaux dans cette région presque inaccessible aux journalistes étrangers, RBSS a pu fournir des informations et des médias exclusifs.

Les douze membres du réseau à Raqqa utilisent de faux noms afin de se protéger de l'état islamique qui les tracke activement et a hacké leurs comptes à plusieurs reprises. L'EI a d'ailleurs annoncé vouloir exécuter publiquement leurs membres en cas de capture. Deux personnes ont déjà été tuées, qui auraient avoué être des membres de RBSS. Ces aveux ont été faits sous la torture et il semble que ces deux personnes n'en faisaient en fait pas partie.

Quatre activistes d'équipe ont été tués dont trois fin 2015. Moutaz Bellah Al-Ibrahim a été capturé, torturé et tué par l'état islamique en mai 2014 à Tel Abyad dans la banlieue de Raqqa. Il travaillait en parallèle avec le réseau *Shaam*. Ibrahim Abd Al-Qader a été tué dans son appartement à Urfa en Turquie accompagné d'un autre activiste. Peu de temps après, en décembre 2015, Ahmad Mohamed Almosa a été assassiné, de deux balles dans la tête, par un motard masqué à Abu al-Duhur, dans la province d'Idlib. Le dernier en date est Naji Jerf, tué à Gaziantep en Turquie fin décembre 2015 alors qu'il tournait un documentaire sur l'état islamique.

Sur les questions de légitimité, ces reporters citoyens ne cherchent pas à s'afficher comme des journalistes professionnels. Ils diffusent dans plusieurs buts dont le principal est de dissuader quiconque de venir à Raqqa. Ils cherchent à diffuser et trouver le plus d'informations possibles sur les positions de l'état islamique et les combats en cours. D'autre part, ils filment aussi les conditions de vie à Raqqa pour montrer les difficultés rencontrées par les populations sous le contrôle de l'état islamique où tout l'approvisionnement est contrôlé, pour décrédibiliser les djihadistes et dissuader les gens susceptibles de vouloir les rejoindre. Ces journalistes amateurs et militants font aussi de la provocation en collant des affiches ou

184 [Raqqa is Being Slaughtered Silently](#)

en taguant les murs avec des messages anti-Assad et anti-état islamique. Ils comptent énormément sur l'image et la vidéo comme outil de communication et n'hésitent pas à poster des images dures sur les réseaux. Ils produisent aussi des cartes, des rapports et un magazine.

Le site web de RBSS est divisé en cinq domaines. Les deux parties principales concernent les nouvelles de Raqqa et les nouvelles nationales avec un intérêt prononcé sur les informations concernant l'état islamique. Une autre partie reprend des informations et des études sur la Syrie provenant de groupes extérieurs. La quatrième partie regroupe des articles concernant les violations des droits humains et la dernière partie comporte des analyses et des documents dont une majorité de photos et de vidéos, tous produits par des groupes extrémistes.

Les positions de *Raqqa Is Being Slaughtered Silently* sont très claires, ses membres sont contre le gouvernement de Bachar al-Assad, contre l'état islamique et contre la Russie. Ses auteurs n'ont pas manqué de se moquer des représentants d'Assad en disant qu'après avoir dit que tous les problèmes étaient dûs à des groupes terroristes, le gouvernement devrait négocier avec une délégation dont il nie l'existence même.

RBSS cependant n'exprime aucune opinion sur les solutions éventuelles de résolution du conflit, mais en voit deux possibles : la négociation ou les armes. *Raqqa Is Being Slaughtered Silently* a néanmoins interrogé des citoyens de Raqqa pour avoir leur avis sur le troisième volet des négociations de Genève. D'après ces entretiens, il ressort qu'une majeure partie des personnes interrogées soutiennent les négociations même si l'espoir d'une résolution par des négociations est faible étant donné les nombreuses récidives de violations des accords précédents.

SYRIAN REVOLUTION NETWORK

Parmi les réseaux, certains s'éloignent des codes internationaux. *Syrian Revolution Network* a fait le choix de publier librement des contenus et de revendiquer une subjectivité. Ce média indépendant, créé à Alep début 2011, prend souvent position sur les actualités qu'il publie, contrairement à l'AMC ou à RBSS.

Ce réseau d'environ 200 activistes n'est pas affilié aux médias internationaux. Son compte Twitter [@RevolutionSyria](#) compte 205 000 abonnés, les publications sont faites en anglais et en arabe. Le compte Facebook¹⁸⁵ compte 1 516 931 *likes*. Les rédacteurs y publient, exclusivement en arabe, des nouvelles d'Alep provenant des correspondants locaux mais aussi des nouvelles nationales liées au conflit, ainsi que de nombreux messages d'espoir et de soutien. Le nombre de réactions aux posts sur Facebook est important. Certaines publications lancent des débats ou simplement des messages empathiques. Un site web existe aussi, exclusivement en arabe.

Dans un de ses articles, le 16 octobre 2016, *Syrian Revolution Network* évoque les sites web révolutionnaires, qualifiés de lieux de « rencontre » et de « centre d'attention ». Le ou les rédacteurs parlent également de la censure et des fermetures de sites et de comptes comme d'un fléau qui contraint les activistes à recommencer leur travail.

Les auteurs racontent que nombre des sites révolutionnaires mentionnés ont fini par fermer parce qu'ils refusaient d'évoluer en parallèle avec les réseaux sociaux. Le parti pris est clair : les réseaux sociaux et les sites web doivent se rejoindre pour combiner les avantages de chacun dans une même optique.

Syrian Revolution Network fait partie des acteurs ayant appelé aux manifestations, notamment celles du 15 mars aux ambassades de Syrie¹⁸⁶, peu après le rétablissement de Facebook et YouTube après une suspension par le gouvernement.

Le réseau est composé de plusieurs équipes. D'abord une équipe de direction générale, puis une équipe stratégique qui gère la campagne médiatique mais aussi la communication avec différents groupes révolutionnaires pour coordonner la révolte et les actions politiques. L'organisation dispose aussi d'une équipe multimédia, d'une équipe de consultants qui communiquent avec des acteurs extérieurs qui peuvent être des artistes, des médias ou des personnalités politiques et d'une équipe technique qui gère notamment les questions de sécurité informatique.

185 [Syrian.Revolution/Facebook](#)

186 [Syrian Revolution Network/Facebook](#),
Evenements du 15 mars 2011

Leur site est divisé en de nombreuses parties. Un onglet concerne la vie civile et des réflexions sur la société, l'activisme, la religion, le quotidien, etc. Une page de cette section référence les morts du conflit avec les photos de défunts et les circonstances de leur décès.

Le site évoque beaucoup la mobilisation. Un autre onglet concerne des articles parlant d'attaques plus spécifiquement des crimes attribués au régime. Puis vient une partie multimédia qui diffuse des articles, des photos, des bandes dessinées, des bannières et des vidéos sur la révolte. Une quatrième partie est dédiée aux nouvelles politiques, militaires et humanitaires. Une cinquième partie concerne les nouvelles en temps réel, traitées par des posts courts. C'est là que le site est le plus actif.

On voit qu'il existe une diversité dans la manière de traiter l'information avec des choix éditoriaux précis selon les buts recherchés mais aussi les moyens. Aujourd'hui des organisations soutiennent certains médias par des initiatives pour la liberté d'expression. Le *Bureau of Conflict and Stabilization Operations* (CSO) a été lancé par le gouvernement américain en 2012 pour pouvoir suggérer des pistes de solutions aux crises internationales. Ce département a créé en coopération avec le Royaume-Uni et le Canada le *Syrian-run Office of Syrian Opposition Support* pour former et étendre les réseaux de journalistes citoyens mais aussi pour établir un réseau d'interlocuteurs fiables. Cette structure travaille avec des sociétés privées et des associations présentes sur le terrain syrien.¹⁸⁷ Neuf radios syriennes en sont partenaires et bénéficient d'un appui.

L'Union Européenne soutient aussi des projets dans le cadre de l'« Instrument européen », un projet pour la démocratie. Un France, la CFI (l'agence française de coopération médias) a aussi lancé un projet nommé « L'incubateur des médias syriens » en 2014. La CFI a ouvert des locaux à Gaziantep, en Turquie, ville où sont concentrés de nombreux médias syrien, le plus souvent pour assurer la diffusion et la mise en ligne des contenus. Ces locaux sont des lieux de formation de journalistes, du matériel est mis à disposition. Une structure travaille à la coordination des médias et à leur diffusion à plus grande échelle.¹⁸⁸

187 [US department of State, CSO: One-Year Progress Report, 8 mars 2013](#)

188 [CFI, "L'incubateur des médias syriens ", 2014](#)

Les sites web sont nécessaires aux organismes comme plateforme de diffusion de contenu. La diminution de la diffusion en anglais par certains médias peut suggérer plusieurs hypothèses : les cibles d'audience ont pu changer, la longueur du conflit a pu générer le désintérêt de l'opinion internationale, les contraintes ne permettent peut-être pas de déployer les ressources nécessaires, ou alors, les partenariats avec les médias internationaux ont rendu redondants les efforts de transmettre en anglais : si les groupes d'information syriens transmettent les informations directement aux médias, ils peuvent les laisser prendre en charge la diffusion des sujets dans le monde et se concentrer sur la diffusion au sein de la Syrie.

Il existe d'autres médias indépendants qui ne sont pas sur le terrain mais diffusent des informations sur les nouvelles de Syrie. Il s'agit souvent d'activistes originaires des régions en guerre qui se sont exilés à l'étranger comme *Syria Deeply*¹⁸⁹. Cette structure basée aux États-Unis diffuse en anglais, à l'exception de quelques archives en arabe. Elle est présente sur le web grâce à un site, sur Twitter avec 34 000 *followers* pour 1 400 suivis et sur Facebook avec 51 668 *likes*. Le site web de *Syria Deeply* comporte plusieurs thématiques. Les membres de l'équipe produisent des articles sur les dernières informations. Une carte du conflit utilise les données venant d'une part de l'agence des Nations Unies pour les réfugiés et d'autre part du *Violation Documentation Center in Syria*, une ONG syrienne qui recense les morts depuis avril 2011. Le site comporte aussi une section appelée *Syria Files*, destinée à expliquer le conflit. On y trouve un dossier sur l'histoire du conflit, des images des acteurs du gouvernement, une vidéo interactive sur l'histoire de l'état islamique, un article sur l'opposition, une vidéo sur les acteurs internationaux et une partie contenant de la documentation sélectionnée provenant de différentes ONGs dont *Amnesty International*, *Human Rights Watch* ou encore *ISW (Institute for the Study of War)*. *Syria Deeply* permet d'éclairer de nombreux aspects du conflit pour les non-initiés.

Il existe de nombreux autres médias indépendants basés hors de Syrie, faisant de la vulgarisation, comme *Syria Direct*¹⁹⁰

189 [Syria Deeply](#)

190 [Syria Direct](#)

ou *Syrian Network for Human Rights*.¹⁹¹ Ces derniers s'orientent le plus souvent vers une information générale sur la situation du pays. Pour aider les internautes à comprendre le conflit, ils recourent à des discours simplifiés. Ils ne diffusent pas les mêmes nouvelles que les médias traditionnels et préfèrent présenter des schémas de compréhension. En France l'association *Syria Houria* a même diffusé un guide « Pour les nuls ».¹⁹²

Les médias ont un rôle primordial dans la crise syrienne puisque les activistes et journalistes ont un besoin vital d'informations. Les médias permettent d'avoir une vision globale du conflit grâce à un réseau dans les régions. Une forme de coopération est nécessaire pour permettre une couverture totale du territoire. Même si les médias ne sont pas présents partout, la coopération reste très présente dans le conflit syrien. D'abord parce que la population doit s'organiser indépendamment du pouvoir étatique et parce que les moyens sont limités, l'entraide et la communauté sont alors indispensables.

Fédérer

Sur internet, la notion de communauté s'est particulièrement remarquée avec l'utilisation des blogs. En Syrie de nombreux blogueurs ont commenté la révolution et souvent les blogueurs se soutiennent entre eux. Ils se citent, commentent, suivent les actualités de la communauté et partagent des informations. Des figures sont ressorties de ces blogs en lignes, comme Razan Ghazzawi. Cette blogueuse syrienne a reçu le prix *Best of Blogs* du média allemand Deutsche Welle pour son combat en ligne. Elle a été arrêtée fin 2011 en Syrie. Étrangement, le post précédant son arrestation était dédié à la libération d'un autre blogueur, Hussein Ghreir. Son arrestation a été suivie le jour même par un appel sur Facebook pour sa libération. Elle a d'abord été relâchée, puis a été ré-emprisonnée, avant d'être mise en liberté conditionnelle en 2012. Elle doit maintenant se présenter au commissariat tout les jours sauf le vendredi et est interdite de sortie du territoire. Le compte Facebook « freerazan » a été actif jusqu'à janvier 2014. Il a servi à demander la libération de plusieurs blogueurs du Monde arabe dont Alaa Abdel-Fattah

191 [Syrian Network for Human Rights](#)

192 [Syria Houria](#), « Le conflit syrien pour les nuls », 24 juin 2015

ou encore Ali Abdulemam. La solidarité entre blogueurs est nourrie par une détermination commune au combat politique, dans un contexte où les risques encourus sont considérables. Lorsqu'un blogueur est arrêté, toute la communauté se sent visée.

Il existe par ailleurs des cas d'usurpation d'identité concernant les blogs. L'un assez connu, est celui d'une « blogueuse syrienne » tenant le blog « *A gay girl in Damascus* »¹⁹³. Ses propos ont été repris dans des médias prestigieux, parmi lesquels The Guardian. Il s'est avéré que l'auteure du blog était en réalité un américain d'une quarantaine d'années. Il a fermé le blog depuis. Le nombre de blogueurs dans le Monde arabe est important. Il est donc probable qu'une partie soit fausse mais comme pour YouTube, une majeure partie des activistes blogueurs le sont également hors ligne.

Un autre aspect de l'utilisation d'internet pour souder les communautés est la coordination d'actions pour la reconstruction de la vie sociale. Cela se traduit parallèlement par le débat sur internet. De la révolte sont apparus des conseils locaux, les *Syrian local administrative councils*. Ces conseils locaux sont constitués de groupes d'élus des zones libres qui travaillent à la reconstruction des infrastructures et de la vie sociale. Leurs activités sont diverses. Ils reconstruisent les réseaux électriques, les infrastructures de gestion de l'eau, des routes. Ils construisent des écoles et des centres de soin (souvent souterrains), des centres alimentaires, ils participent à l'organisation de la vie culturelle avec l'organisation de marchés, d'expositions, de spectacles et fournissent des services de presse. Internet sert à discuter des problématiques.

D'autres acteurs ont lancé des actions permettant de préserver le patrimoine. Suite aux bombardements et aux pillages, une partie du patrimoine a été détruite ou volée. Le patrimoine est le témoin de la culture, le préserver est peut être un moyen de conserver une identité syrienne et d'amener un peu d'humanité dans le chaos. À Daraya, dans la banlieue de Damas, un groupe de jeunes a lancé l'initiative de rassembler des livres trouvés dans les décombres pour créer *Fajr* (en

193 [BBC](#), « Syria Gay Girl in Damascus blog a hoax by US man », 13 juin 2011

dessous), une bibliothèque souterraine. Ces jeunes tentent de préserver une partie du patrimoine et de le partager. Ils notent aussi les adresses d'où proviennent ces livres lorsque c'est possible pour pouvoir les rendre un jour.

Le patrimoine est aussi disponible en ligne. Pour garder une trace des œuvres syriennes, Sana Yazigi a créé le musée en ligne *The Creative Memory*¹⁹⁴. Des œuvres d'art et d'autres moyens d'expression : graffitis, bannières, bandes dessinées, audios ou vidéos de la révolte syrienne y sont archivés et diffusés. Les œuvres sont répertoriées afin d'être conservées en cas de destruction et partagées avec le monde. La page Facebook¹⁹⁵ dédiée compte près de 12 000 *likes* au moment de la rédaction de ce mémoire.

Dans un objectif similaire de transmission, de conservation et de partage, le groupe *Humans of Syria*, regroupe une cinquantaine de jeunes photographes Syriens qui diffusent des portraits de syriens. Dans leur démarche, ils tentent de transmettre une autre image de la Syrie où l'individu est mis en valeur, mais aussi de garder des traces de la vie quotidienne des populations en temps de guerre. Chaque photo est accompagnée d'un commentaire du protagoniste. Ce projet est inspiré du photographe américain Brandon Stanton qui publie sur son site *Humans of New York*¹⁹⁶ des portraits de personnes à New York et en Iran. Il s'est aussi rendu au Pakistan et en Jordanie où il a photographié des réfugiés syriens. *Humans of Syria* diffuse sur sa propre page Facebook¹⁹⁷ en arabe, en anglais, et parfois en français, la page compte plus de 14 000 *likes*. Sur Instagram, 1 200 *followers* suivent leur compte¹⁹⁸ et 1 800 *followers* sur Twitter¹⁹⁹.

La préservation du patrimoine peut également provenir d'acteurs extérieurs. Suite au pillage de nombreux sites historiques, notamment à Palmyre, l'Unesco a lancé fin 2015 le projet *Million Image Data-base Project* pour archiver en trois dimensions le patrimoine de plusieurs pays du Moyen-Orient, dont la Syrie. Environ 5 000 caméras seront déployées d'ici la fin 2016 et leurs contenus seront disponibles sur leur base de données.

Les populations se soutiennent et tentent de conserver une identité syrienne malgré les difficultés d'organisation et la fatigue. Travailler sur des projets de reconstruction est un moyen de rester positif et peut-être de ne pas craquer comme certains réfugiés qui n'ont plus de moyens d'action.²⁰⁰

Une autre manière d'attirer le regard de la scène internationale est de sensibiliser pour obtenir des soutiens. Les organisations humanitaires en Syrie diffusent des informations sur leurs actions, ils prennent des photos, écrivent des articles et publient sur les réseaux.

Sensibiliser

*Planet Syria*²⁰¹ regroupe 80 associations humanitaires dont *The Syria Campaign*, *Syrian Network for Human Rights*, les comités locaux de coordination ou encore le SCSHR (*Syrian Centre for Studies and Human Rights*). Le groupe diffuse sur un site internet en 14 langues.

THE SYRIA CAMPAIGN & THE WHITE HELMETS

The Syria Campaign est une plateforme indépendante créée en 2014. Elle diffuse des informations, organise l'aide humanitaire et mobilise l'opposition. Selon Khalaf Smoqi, activiste Yazidi membre de Yazda, le groupe réunit probablement les activistes les plus influents de Syrie. Le lancement de *Syria Campaign* a été financé par la *Foundation Asfari*²⁰² qui mène aussi une campagne de levée de fonds pour l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, ainsi que les ONG *International Rescue Committee* et *Save the Children*. *The Syria Campaign* a une position particulièrement importante puisqu'elle négocie l'aide humanitaire. *The Syria Campaign* se présente comme les *White Helmets*. Les deux ne se présentent pas en tant que média mais en tant que soutien humanitaire et militant des droits humains.

*White Helmets*²⁰³ est une institution humanitaire indépendante aussi connue sous le nom de *Syria Civil Defence*²⁰⁴ au sein de laquelle des volontaires syriens s'engagent pour aider les populations.

194 [The Creative Memory](#)
195 [The Creative Memory/Facebook](#)
196 [Humans of New York](#)
197 [Humans of Syria/Facebook](#)
198 [Humans of Syria/Instagram](#)
199 [Humans of Syria/Twitter](#)

200 [AFP, "Perdre la raison face aux barbelés", 18 avril 2016](#)
201 [Planet Syria](#)
202 [Asfari Foundation](#)
203 [The White Helmets](#)
204 [Syria civil defence](#)

Ils vont notamment sur les zones des bombardements pour secourir les victimes et extraire les survivants ensevelis dans des bâtiments touchés par des bombardements. Le groupe est financé majoritairement par des campagnes de *crowdfunding* dont *herofund* qui a récolté 360 000 \$ en avril 2016²⁰⁵. Il est aussi actif sur les réseaux sociaux, surtout sur Twitter avec 21 300 *followers* du compte [@SyriaCivilDef](#). La page Facebook est assez peu alimentée en comparaison (entre 5 et 10 publications par mois) et n'est plus active depuis novembre 2014. Deux sites web sont opérationnels : le site web *White Helmets* qui est surtout une vitrine qui présente sommairement les activités de l'organisation, et le site *Syria Civil Defence* qui décrit le travail effectué de manière plus précise.

Les membres de *The Syria Campaign* publient de nombreux rapports et des infographies sur la situation syrienne²⁰⁶. Ils produisent aussi des vidéos qu'ils diffusent sur leur chaîne YouTube²⁰⁷ où ils ont 2 574 abonnés et 2 028 823 vues. Ils publient sur Facebook, Twitter, YouTube et sur leur site web exclusivement en anglais, ce qui traduit bien la recherche de soutiens ou de relais internationaux. Ils ont 8 500 *followers* sur Twitter. Sur Facebook, ils comptabilisent 56 000 *likes*. Ils postent sur les réseaux sociaux des nouvelles syriennes et s'en servent aussi comme plateforme de promotion de leur travail. Ils ne diffusent pas de nouvelles syriennes sur leur site web mais des articles sur différents sujets de fond sur la crise syrienne, dans l'optique d'éclairer les actualités les plus importantes comme les nouvelles sur les négociations politiques ou encore sur les différents sièges. Le point de vue de ce groupe, c'est que les instances internationales ont échoué dans leur mission de résolution de la crise syrienne. Il se donne pour mission de mobiliser des acteurs potentiellement capables d'influencer la scène internationale. L'équipe dirigeante est composée de quatre membres : Anna Nopla est la directrice de projet, James Sadre est directeur de campagne à Beyrouth, Bissan Fakihi, ancien citoyen journaliste, travaille sur les campagnes à Beyrouth et Hania Mourtada gère la communication. Leurs deux objectifs principaux sont d'obtenir des accords avec les organisations

internationales susceptibles de délivrer une aide humanitaire et de faire pression sur les États pour qu'ils s'impliquent pour aider les civils. *The Syria Campaign* est partenaire de *Planet Syria*.

Dans un registre totalement différent, des activistes ont choisi d'user d'humour pour sensibiliser les populations à leurs cause. L'humour est un moyen de communication puissant sur les réseaux. Du contenu drôle va se partager beaucoup plus facilement. La satire est utilisée pour critiquer de manière provocante, pour créer un buzz. C'est un moyen différent de sensibiliser le public. En Tunisie on a pu le voir avec le phénomène Ammar404 qui raille le pouvoir. Baptisé 404 par des blogueurs pour contester la censure et le contrôle d'internet sous Ben Ali, [@Ammar404](#) a aussi son compte Twitter et le Tumblr [ammar404.tumblr.com](#) qui rassemble des photos de Tunisiens contestant la censure.

En Syrie, les modes d'expression ce sont aussi étendus avec des normes « globales ». Dans la petite ville de 20 000 habitants de Kafranbel, près d'Idlib, certains citoyens ont pu élaborer un récit différent et le rendre audible, en défiant l'autorité dépositaire de la version officielle : « *travaux de graffiti, combats de hip-hop et de rythmes de métal, des bannières créatives soulevées dans les manifestations et d'innombrables autres bases populaires ont pénétrés le soulèvement.* »²⁰⁸ Ils ont réussi à gagner l'attention par leur humour. Le 6 avril 2013, ils ont posté une photo de militants avec une bannière sur laquelle était inscrit : « *Kim Jong-Un, tes tentatives de protéger Assad en détournant l'attention du monde sont infantilisantes. Tu recevras une fessée pour ça.* »²⁰⁹

Lors du siège de Madaya, plus de 40 000 habitants ont été confinés sans aucun approvisionnement extérieur, provoquant une famine meurtrière. Des activistes sur les réseaux sociaux et plus particulièrement sur Twitter ont commencé une campagne pour la protection des animaux de compagnie de Madaya, mangés par la population affamée. Cette campagne avait pour but de sensibiliser l'audience internationale

208 [Open démocratie, «Kafranbel: a paradigm of creative storytelling», 30 Septembre 2014](#)

209 [REUTERS/Mohamed Kaddoor/Shaam News, Avril 2013](#)

205 [Herofund - White Helmets](#)

206 [Who is killing civilians in Syria?](#)

207 [The Syria Campaign](#)

sur un ton d'humour noir. Un des messages présents dans cette campagne était le fait qu'il est peut être plus facile de mobiliser les populations extérieures sur le drame en Syrie avec des chats qu'avec la cause des populations. Les activistes sur les réseaux sociaux ont publié des photos et des vidéos avec le hashtag [#Madaya](#) qui ont atteint les médias et la scène internationale. Un d'entre eux a même produit une vidéo montrant des chats qui se plaignaient de leurs conditions de vie difficiles à Madaya et appelant les défenseurs des droits des animaux à venir les sauver.²¹⁰ Le premier message de la vidéo est « *On a essayé de faire porter la voix des humains de la planète Syrie mais elles n'ont pas été vraiment entendues. Aujourd'hui on fait passer notre message par les animaux, ils pourraient trouver des oreilles attentives* ». Ce message est une illustration du manque d'appui international. Cependant le régime qui qualifiait d'abord ces images de trucages a finalement été contraint de réouvrir l'accès à l'aide humanitaire. Il aura tout de même fallu 7 mois de siège avant cette intervention. Le gouvernement a par ailleurs déclaré que l'aide humanitaire avaient été détournée par des groupes rebelles.

De toute évidence, s'il peut y avoir des acteurs extérieurs venant au secours des populations, leur nombre reste faible. Sur le terrain, les populations doivent s'organiser seules pour pour compenser une société désintégrée mais aussi pour coordonner les protestations. Pour cela, les réseaux sont un atout majeur.

210 [linkis/ Alzaeem Yaser «Un message différent sur le siège de Madaya - briser le siège\)», 1er Janvier 2016](#)

HACKTIVISME DANS LA REVOLTE SYRIENNE :

RÔLE D'INTERNET ET DES RÉSEAUX SOCIAUX DANS LA MÉDIATISATION DU CONFLIT ET DANS L'ACTION MILITANTE

Les réseaux sociaux permettent l'interaction, le partage et la diffusion d'informations par n'importe quel acteur. Ils sont un outil récent à la mobilisation des groupes et pour coordonner des actions ascendantes (*bottom-up*). « Ces dernières années, internet accueille, et sans doute est-ce là l'un des aspects les plus remarquables, de nouvelles formes de mobilisation informationnelle qui se caractérisent par leur spontanéité, ainsi que par leur nature auto-organisée, décentralisée et fortement réactive. »²¹¹

Un réseau peut permettre de trouver des solutions collectives par un agglomérat d'actions individuelles. L'organisation horizontale de ces réseaux rend possible la communication directe entre personnes sans devoir passer par des intermédiaires et sans avoir à se connaître. Il est possible de contacter des acteurs et de développer des communautés virtuelles qui reposent sur des idées communes. Elles ne sont pas soumises aux barrières physiques, ce qui est d'autant plus avantageux lorsque les routes sont contrôlées. Les groupes en réseau sont des vecteurs d'influence et d'idées. Ils permettent de nombreuses formes d'expression et un partage instantané. « L'ultra connectivité des sociétés modernes a modifié deux éléments fondamentaux dans nos modes de communication : la vitesse – sans omettre la fréquence évidemment – et le volume des échanges. »²¹²

Les acteurs sur les réseaux sociaux s'ils sont égaux du point de vue technique sont aussi soumis aux mêmes règles sociales. Ainsi on retrouve des leaders d'influence qui possèdent plus de pouvoir de diffusion. Selon Youcef

Seddik d'Aleppo Media Center, les réseaux sociaux ont un rôle important puisqu'ils permettent de diffuser des informations sans passer par les médias. Ces réseaux sont une manière de plus de communiquer avec le monde mais aussi avec les Syriens de l'opposition qui utilisent plus commodément les réseaux sociaux que les médias internationaux pour chercher des informations.

Les activistes et citoyens journalistes se sont emparés de ces nouveaux outils pour documenter les crimes de guerre et les zones de conflits. Mais le régime syrien a aussi exploité ces outils pour diffuser des informations. Il est donc difficile d'identifier l'impact des médias sociaux sur le conflit. L'opposition syrienne est divisée sur les réseaux. Certains groupes demandent des armes aux instances internationales tandis que d'autres prônent des actions pacifiques. Les points de vue divergents sont identifiables sur Twitter, grâce aux *hashtags* utilisés. Les journalistes internationaux doivent faire preuve de recul et évitent de se fier aux médias sociaux, ils ont même développé des techniques d'authentification des vidéos sur YouTube et les réseaux sociaux²¹³. Les grands médias indépendants syriens utilisent les réseaux sociaux parallèlement à leurs sites. Des profils existent, qui ont acquis une notoriété liée à une réputation de fiabilité. Ces *hubs* font office de *gate keepers* pour ne pas diffuser n'importe quelle information.

La notoriété sur internet est un facteur de visibilité. Les organisations utilisent des stratégies de communication sur internet pour étendre leur influence. La visibilité est loin d'être égalitaire « l'idée selon laquelle nous serions tous sur le même plan et aurions tous les mêmes armes pour prendre parti dans une mobilisation ou un mouvement est absolument fautive, que ce soit sur le Net ou ailleurs. Le principe selon lequel les nouvelles technologies pourraient conduire à une égalité entre les acteurs ne joue qu'à la marge, pour la redistribution de certaines notoriétés ou de certaines compétences, et donc parfois de certains rôles dans les organisations »²¹⁴

211 Dominique Cardon et Fabien Granjon, *Médiactivistes*, Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), « Contester », 2010

212 Lecubevert, *Les réseaux sociaux: Nouveau terrain d'expression du mécontentement citoyen*

213 Les Observateurs France24, «Comment vérifier les images des réseaux sociaux ?», 6 novembre 2015

214 Granjon Fabien. *L'Internet militant Entretien avec Fabien Granjon*. In: *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°79,

Le sociologue Manuel Castells a travaillé sur le pouvoir dans la société en réseau dans son ouvrage « *Communication Power* » en 2009. Il note que le pouvoir dépend des membres du réseaux qui agissent comme *gate keepers*. Il parle de la croissance d'un phénomène qu'il appelle le *mass self-communication* ou auto-communication de masse. Ce concept est défini comme la capacité des messages privés à atteindre la masse pourrait favoriser le changement social.²¹⁵

Deux ans après l'apparition de Facebook, le réseau social est entré dans le top 10 des sites les plus fréquentés par les internautes arabes.²¹⁶ Si Facebook n'a pas été la cause des printemps arabes, il a contribué au déclenchement et à l'organisation des révoltes. Parallèlement sur Twitter, on peut déjà remarquer que l'on retrouve des *hashtags* similaires dans les différents pays touchés par le printemps arabe, notamment [#jan14](#) en Tunisie après la fuite de Ben Ali vers l'Arabie Saoudite mais aussi [#jan25](#) pour la révolution du 25 janvier en Égypte ou encore [#feb20](#) au Maroc pour le mouvement du 20 février pour les réformes sociales, signe de la reproduction de certaines normes dans la contestation des révolutions arabes.

Certains mouvements se propagent également par delà les frontières comme *Mad Graffiti Week*, un appel lancé sur Facebook à réaliser des graffitis contestataires. Parti d'Égypte, ce mouvement a essaimé en Syrie et en Iran. Le médium du graffiti suggère plusieurs points essentiels. Avec l'art de rue, la communication est clairement destinée à un public jeune, contestataire et ouvert. Ce mode d'expression, par définition subversif est un signal fort dans des pays limitant les libertés, cette restriction étant une composante constante des révolutions arabes. Le graffiti, par son existence même est un appel à contester la culture dominante, l'archaïsme des sociétés, les régimes politiques autoritaires. On ne retrouve pas seulement des slogans dans ces graffitis, on y trouve aussi des créations artistiques originales, créées pour interpeller, et un espace public approprié, par le « bas ». Il témoigne une volonté

de mémoire et de partage. Ces graffitis sont le plus souvent photographiés et diffusés sur internet. Ce médium suggère une volonté de rapprochement à une culture non légitime et dépasse la barrière de la langue lorsqu'il s'agit de dessins et de valoriser les actions pacifiques, comme on peut le voir avec tous les blogs et médias qui diffusent des objets culturels, que ce soit des œuvres d'art, des poèmes ou de la musique. Si les graffitis peuvent être déconsidérés par certains occidentaux, dévalorisés en raison de leur côté provocant ou bien sur-esthétisés et valorisés à l'extrême par le marché de l'art, comme les travaux de Banksy ; en Syrie, pour les conservateurs, ils sont perçus comme des procédés littéralement diaboliques.

Twitter a connu une évolution tout aussi étonnante que Facebook dans le Monde arabe et plus particulièrement en tant qu'outil de protestation. En 2009 lors du soulèvement en Iran contre la réélection de Mahmoud Ahmadinejad, les internautes ont tweeté massivement. Parmi les nombreux slogans de la révolte, un des slogans qui s'est vite répandu sur internet était « *Where is my vote* », puis face à l'absence de correspondants sur place, les journalistes ont répandu « *La révolution ne sera pas télévisée, elle sera twitterisée* ». (en référence au poème devenu chanson de Gil Scott Heron, *The revolution won't be televised* »²¹⁷. Cette même année est parue *Persepolis 2.0*, une bande dessinée numérique d'artistes iraniens détournant avec humour l'album *Persepolis* de Marjane Satrapi, pour dénoncer les conditions de la réélection du président Mahmoud Ahmadinejad et protester contre la répression en Iran.

Les Comités locaux de coordination des villes de Deraa, de Homs, de Baniyas, de Saraqeb, de Idlib, de Hasaka, de Qamishli, de Der Ezzor, de Hama, de Raqqa, de Swayda', de Damas et de sa banlieue se sont regroupés au fil du temps pour coordonner leurs actions et débattre de solutions sous le nom du « *Local Coordinating Committees of Syria* ». Leur site web²¹⁸ n'est plus actif depuis 2013 dans ces deux versions arabophone et anglophone, mais ils restent très actifs sur le compte Twitter [@LccSy](#) où ils postent plusieurs fois par

215 Manuel Castells, «Communication Power», OUP Oxford, 9 juil. 2009

216 IRIS

217 YouTube, «Gil Scott-Heron - The Revolution Will Not Be Televised (Full Band Version)», 7 aout 2010

218 Local Coordination Comitee

heure. Le compte regroupe plus de 25 600 *followers* (pour 53 suivis) et ne diffuse qu'en arabe sur des sujets variés liés à l'actualité syrienne.²¹⁹

À l'aide d'une palette élargie de moyens de communication, l'opposition est présente et active sur la toile. Les projets se multiplient avec l'amélioration des outils et les connaissances des internautes.

Les groupes d'action syriens, numériquement, ne sont pas légion. En ce sens, la quantification ne validerait pas les thèses accordant beaucoup de crédit aux réseaux. En revanche, la technologie est un lieu de pouvoir, accessible à des groupes, se démocratisant d'une part mais en même temps pas accessible à tous, et dans les exemples que nous avons développés en Syrie, ce pouvoir est partagé en fonction de la communautés des luttes, donc de l'engagement des personnes mobilisées dans la production d'information.

Les groupes décrits sont ainsi devenus parties prenantes de l'écriture d'une histoire dont les protagonistes ont des lectures divergentes.

L'action de médiatiser, de relayer, permet *in fine*, de débattre et de rendre visible un point de vue, d'alerter, dans ce processus en se légitimant comme acteur, tout en s'appropriant un discours. Si la technologie est un lieu pour le pouvoir, les bénéfices ne sont pas nécessairement immédiats, on peut le voir dans la manière dont l'aide humanitaire a tardé à venir dans certaines villes, malgré des actions qui s'apparentent à de vraies campagnes de sensibilisation à des situations dramatiques auprès de médias internationaux, de sites mondiaux et de la communauté internationale.

Aujourd'hui c'est surtout sur les réseaux sociaux que se retrouvent les utilisateurs. Chaque utilisation usant du moyen le plus adapté par ses fonctionnalités. On voit bien que les activistes sont présents et actifs sur les réseaux, qu'il s'agisse de médias ou non. De plus certaines structures permettent aux internautes de commenter les actualités et de donner plus de détails.

La situation a réussi à amener des volontaires de tous horizons à combattre en Syrie aux côtés de l'opposition. Mais ce soutien, même s'il est bienvenu, n'est pas suffisant à une résolution du conflit. En revanche lorsque des groupes militants sont soutenus par des acteurs influents, ils peuvent avoir un impact politique. Ainsi le 18 mai 2016, *The Syria Campaign* titre une publication « *This is a victory for public pressure!* » sur Facebook, après une campagne d'appel à l'aide où le groupe avait sollicité le Groupe de soutien international à la Syrie. Staffan de Mistura a déclaré le 19 mai à Genève que si l'accès à l'aide humanitaire n'était pas ouvert dans les zones assiégées d'ici au 1^{er} juin, l'envoi d'aide par parachutage deviendrait l'objectif premier de la communauté internationale.

Mais la présence des réseaux sociaux est loin d'être une raison suffisante au succès des révoltes. Sur le printemps arabe, le professeur David M. Faris soulignait en 2012 l'importance du cadre politique : « *les médias sociaux peuvent à la fois donner de l'élan à des réformes politiques et sociales et fonctionner à plein en temps de crise comme instruments de mobilisation et banques d'information. Dans le cas de l'Égypte comme dans celui de la Tunisie, le résultat de la mobilisation n'était guère prévisible. Une révolte en réseau peut aussi bien aboutir à un renversement du régime en place qu'à une sanglante répression. Une théorie satisfaisante sur le rapport entre activisme numérique et changements de régime ne pourra probablement jamais être élaborée. Ces changements dépendent de nombreux facteurs, en particulier de ceux identifiés plus communément par les politologues comme la situation économique et sociale, les divisions à l'intérieur du régime ou encore le degré de répression. (...) Le fait que le soulèvement Bahreïnien ait été écrasé tandis que les révoltes tunisienne et égyptienne ont abouti n'a rien à voir avec les capacités inhérentes ou les limites des médias sociaux, et plutôt tout à voir avec les forces politiques en présence, qui se sont accommodées du changement dans certains cas et pas dans d'autres* ».²²⁰

Les médias internationaux ont joué un rôle important pour la population au début du conflit dans le sens où ils ont été une source d'information pour les populations lorsque les médias locaux ont

219 Local Coordination Committee, «The National Coalition of Syrian Revolutionary and Opposition Forces», 12 novembre 2012

220 Cairn, «La révolte en réseau : le « printemps arabe » et les médias sociaux», 2012

censuré les événements et que les centres de presse indépendants n'existaient pas. La télévision satellitaire a été une alternative notable à la télévision étatique. Des chaînes comme la qatari Al Jazeera ou la saoudienne Al Arabiya ont diffusé dès le début de la révolte en Syrie des images et informations sur les événements alors qu'aucune image des manifestations n'était encore diffusée par la télévision syrienne. Al Jazeera est un des rares médias arabes ayant retransmis des vidéos et produit des reportages au début du conflit. Les journalistes se sont vite positionnés avec un parti pris en faveur des révolutionnaires. Al Jazeera a notamment diffusé très tôt de nombreuses vidéos enregistrées et publiées par des manifestants et des témoins. Aujourd'hui ce sont les civils, plus ou moins spécialisés et souvent militants, qui informent le monde.

Les informations publiées par les médias internationaux ont été déformées par le prisme de leur grille de lecture propre : ligne éditoriale, tendance politique, vision occidentale, arabe, nationale, etc. Cela a été le cas pour les enlèvements et les morts de journalistes internationaux qui ont été largement médiatisés alors que les enlèvements de journalistes syriens le sont très peu en comparaison, malgré leur nombre conséquent. Un autre sujet évoqué : les appels d'aide aux Chrétiens. Ce qui peut donner le sentiment que la scène internationale n'a que peu d'intérêt pour le reste de la population. Témoin de ce désintérêt pour la Syrie dans l'opinion publique dans le monde, un féminin français titrant en mai 2016, « *Le savon d'Alep, miracle pour de beaux cheveux* »²²¹. De plus, nombreux ont pu diffuser des informations compromettantes pour les acteurs. Une journaliste de France 24 me confiait comment, à plusieurs reprises, des images qui auraient dû être floutées ne l'avaient pas été, et que la diffusion d'images dites *clean* avait représenté un risque pour la sécurité de certaines personnes.

La visibilité des protestations, en Syrie et ailleurs, a eu pour effet de légitimer des causes, de contribuer à leur popularité ou en tous cas de les rendre visibles donc existantes. Les réseaux sociaux sont disponibles et répandus. S'ils ne font pas nécessairement la révolution,

221 Grazia, «Le savon d'Alep pour de beaux cheveux», 16 mai 2016

ils en sont désormais indissociables. « *Les résultats du « printemps arabe » contrastent fortement avec ceux d'autres mobilisations populaires, comme en Iran ou en Birmanie. Savoir s'il convient ou non de qualifier les soulèvements arabes de « révolution Facebook » ou de « révolution Twitter » est un débat obsolète qui mérite d'être dépassé. Les médias sociaux sont aujourd'hui extrêmement présents, y compris dans les pays en développement, et il est désormais difficile d'imaginer qu'une mobilisation sociale puisse se faire sans eux. Autrement dit, la révolte se fera en réseau ou ne se fera pas. La révolte en réseau n'est pas un phénomène monocausal et il serait absurde de penser que les médias sociaux pourraient à eux seuls déclencher un soulèvement. Mais ils seront présents, d'une manière ou d'une autre.* »²²²

L'opinion publique émerge aussi sur les réseaux sociaux autour de la résolution du conflit. Nombreux ont perdu espoir en une issue pacifique. Le conflit dure depuis cinq ans et les instances internationales ne sont pas parvenues à faire évoluer la situation même si elles ont rendu possibles des améliorations...

Le Conseil de Sécurité de l'ONU a pu négocier l'ouverture de certaines villes, alerté notamment par la diffusion de photos et de vidéos par des civils. L'acheminement d'aide humanitaire dans des villes assiégées et affamées par l'armée syrienne, voyant la population comme opposée au gouvernement, a permis de sauver des milliers de personnes. Dans un rapport diffusé le 15 janvier 2016 par l'ONU²²³, Kang Kyung-wha, la Sous-Secrétaire Générale des Affaires Humanitaires et Coordinatrice Adjointe des Secours d'Urgence au Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA), a dénoncé des pratiques abusives devenues systématiques, lors d'une réunion avec le Conseil de sécurité.

Malgré la connaissance des actes de violence, les avancées diplomatiques sont longues et délicates. En 2015, l'ONU a fait 113 demandes pour pouvoir délivrer une aide humanitaire dans les villes

222 Cairn, «La révolte en réseau : le « printemps arabe » et les médias sociaux», 2012

223 Nations Unies, «Starvation by Siege Now 'Systematic' in Syria, Assistant Secretary-General Tells Security Council, amid Warnings that Tactic Could Be War Crime», 15 janvier 2016

assiégées. Seulement 33 d'entre elles ont été approuvées par le représentant syrien. Kang Kyung-wha a déploré la lenteur des processus d'aide humanitaire dans des situations d'urgence.²²⁴ À Madaya, l'aide humanitaire délivrée par le Croissant Rouge et la Croix Rouge a pu être délivrée. Des membres de l'ONU ont pu entrer à la mi-mars 2016 pour la première fois. De nombreux habitants de Madaya, occupée depuis juillet 2015, sont morts de faim durant le siège. Sur les réseaux sociaux, des activistes ont montré les habitants affamés, des photos et vidéos où les populations mangeaient de l'herbe ou encore les animaux domestiques. Ces révélations ont alerté les autorités internationales mais on voit bien que les processus d'action restent dramatiquement longs.

Les représentants de plusieurs États, dont la Russie, se sont prononcés pour affirmer que le processus de paix ne pourra pas se régler par la force.

Sur 17 millions d'habitants que comptait le pays en 2014, aujourd'hui, 5 millions sont des réfugiés. Selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, 4,5 millions d'entre eux vivent en Turquie, au Liban, en Jordanie, en Égypte et en Irak. Le conflit a causé la mort de près de 300 000 personnes.

224 Nations Unies, «La Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires dénonce l'utilisation de la famine comme arme de guerre en Syrie», 15 janvier 2016

BIBLIOGRAPHIE



Ouvrages

- AARTS Paul and CAVATORTA
Francesco, Civil society in Syria and Iran : activism in authoritarian contexts
18 Decembre 2012
- ANTAKLI , Geneviève et Jean-Claude,
Syrie, une guerre sans nom ! : Cris et châtements
13 mars 2014
- AMARA Sofia,
Infiltrée dans l'enfer Syrien: Du Printemps de Damas à l'État islamique
15 octobre 2014
- BENSALAH Mounir,
Réseaux sociaux et révolutions arabes,
MICHALON, 31 octobre 2012
- CARDON Dominique, GRANJON Fabien,
Médiactivistes
Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), « Contester », 2010, 152 pages
- CASTELLS Manuel,
Communication Power
OUP Oxford, 9 juil. 2009
- DABASHI Hamid,
The Arab Spring, the end of post-colonialism
10 mai 2012
- DANA HAR Paul,
The new Middle East _ The world after the Arab Spring
1st October 2013
- GONZALEZ-QUIJANO, Yves,
Arabités numériques : Le printemps du Web arabe,
éd. Sindbad / Actes Sud, 2012
- HUYGHE Francois-Bernard,
Terrorisme, médias et communication
17 décembre 2014
- HUYGHE Francois-Bernard,
Réseaux sociaux, géopolitique et conflits
8 septembre 2013
- HUYGHE Francois-Bernard,
Médias, pouvoirs et stratégies
5 avril 2014
- KASSIS Randa, DEL VALLE Alexandre,
Le chaos syrien : Printemps arabes et minorités face à l'islamisme
28 novembre 2014
- LE CAISNE Garance,
Opération César au coeur de la machine de mort Syrienne
Stock, 7 octobre 2015

- LECOMPTE Romain,
Les réseaux sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques
22 juillet 2013
- MONIQUET Claude
Printemps arabe, printemps pourri
Paris, Encre d'Orient, 2012
- PRASHAD Vijay,
Arab Spring, Libyan winter
8 mai 2012
- STARR, Stephen,
Revolt in Syria : eye-witness to the uprising
2nd Ed, 15 Aout 2015

Articles

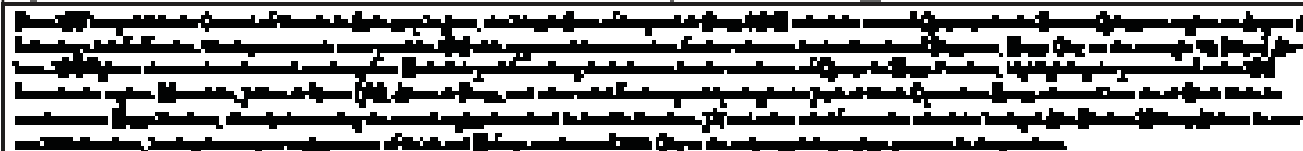
- CEBRIAN Manuel, RAHWAN Iyad, PENTLAND Alex «Sandy»
Beyond Viral
Communications of the ACM, Vol. 59 No. 4, Pages 36-39
- CHAMPAGNE Patrick,
La manifestation. La production de l'événement politique. In: Actes de la recherche en sciences sociales
Juin 1984. Le travail politique. Vol. 52-53, pp. 19-41
- FARIS David M.
La révolte en réseau : le « printemps arabe » et les médias sociaux
Politique étrangère 1/2012 (Printemps) , p. 99-109
- GRANJON Fabien,
L'Internet militant. Entretien avec Fabien Granjon
Matériaux pour l'histoire de notre temps Année 2005 Volume 79 Numéro 1 pp. 24-29
- NEVEU Erik,
Médias, mouvements sociaux, espaces publics
1999, Réseaux Volume 17, Numéro 98 pp. 17-85
- PAGÈS-EL KAROUI Delphine, VIGNAL Leila
Les racines de la « révolution du 25 janvier » en Égypte : une réflexion géographique,
EchoGéo [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 27 octobre 2011
- SAVELLI Julie,
Peuples de l'image
Entrelacs [En ligne], 12 | 2016, mis en ligne le 19 avril 2016
- TREDAN Olivier,
Le « journalisme citoyen » en ligne : un public réifié ?
Hermès, La Revue 1/2007 (n° 47) , p. 115-122
- ZARIFIAN Philippe,
Dits et pensée silencieuse dans l'exercice de la puissance d'action des travailleurs du service
Travailler 1/2007 (n° 17), p. 143-161

Études

- Chaire de Cyber défense et Cyber sécurité Saint-Cyr Sogeti Thales, François PAGET
L'hacktivisme
juillet 2013
- CFI
Les nouvelles radios syriennes, Bilan, défis et perspectives
Juin 2015
- Dubai School of Government
Arab Social Media Report
Vol. 1, No. 3, novembre 2011
- FireEye
Behind the Syrian conflict's digital frontlines
2 février 2015
- FireEye
World War C : comprendre les motivations des États derrière certaines cyberattaques avancées
- International Centre for the Study of Radicalisation (ICSR)
Reports
- United States Institute of Peace
Blogs and Bullets

ANNEXES



[illegible]